



**AVIS DE CONVOCATION
À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES
ET
CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS
DE LA DIRECTION
2022**

Le jeudi 12 mai 2022 à 9h30

Assemblée virtuelle par webdiffusion vidéo

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES 2022



Date : Le jeudi 12 mai 2022
Heure : 9h30
Endroit : Assemblée virtuelle par webdiffusion vidéo à :
<https://web.lumiagm.com/416057290>

Lors de l'assemblée annuelle des détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiples) et d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) de Québecor inc. (la « Société »), les actionnaires seront appelés à :

- recevoir les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 et le rapport de l'auditeur externe s'y rapportant;
- élire les administrateurs de la catégorie A et les administrateurs de la catégorie B;
- nommer l'auditeur externe;
- examiner, et, s'ils le jugent opportun, approuver la résolution consultative en vue d'accepter l'approche du conseil d'administration de la Société en matière de rémunération de la haute direction;
- examiner et voter sur la proposition d'actionnaire reproduite à l'annexe A de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction; et
- traiter de toute autre question qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci.

Vous trouverez ci-joint la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société et un formulaire de procuration ou un formulaire d'instructions de vote, incluant un consentement à la livraison électronique des documents. Seules les personnes dont les noms figurent au registre des actionnaires de la Société à la fermeture des bureaux le 15 mars 2022 sont en droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée et à y voter.

En raison de l'incertitude causée par la pandémie qui persiste toujours à la date de la diffusion de la circulaire, la Société a décidé de tenir de nouveau cette année l'assemblée uniquement de façon virtuelle dans le but d'atténuer les risques pour la santé et la sécurité des actionnaires, employés et administrateurs de la Société ainsi que des autres parties prenantes et pour maximiser la présence des actionnaires qui ne pourraient pas y assister en personne. Les actionnaires ne pourront pas assister à l'assemblée en personne.

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés et ayant obtenu un numéro de contrôle pourront assister, participer, voter et poser des questions à l'assemblée en ligne à <https://web.lumiagm.com/416057290>.

Les actionnaires non inscrits (soit les actionnaires qui détiennent leurs actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières, d'une banque, d'une société de fiducie ou d'un autre intermédiaire) qui ne sont pas dûment désignés comme fondés de pouvoir ne pourront assister à l'assemblée qu'à titre d'invités. Les invités pourront écouter l'assemblée, mais ne pourront pas voter ni poser de questions. Les actionnaires non inscrits souhaitant voter à l'assemblée en ligne ou nommer un tiers pour voter à leur place doivent nommer un fondé de pouvoir (en se nommant eux-mêmes à cette fonction ou en nommant un tiers pour les remplacer), en suivant les instructions fournies dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction et le formulaire d'instructions de vote et en suivant la procédure décrite ci-dessous pour obtenir un numéro de contrôle.

Les actionnaires inscrits peuvent nommer un fondé de pouvoir autre que les fondés de pouvoir désignés par la Société, en retournant leur formulaire de procuration par la poste, par télécopieur, par Internet ou par courriel et aviser le fondé de pouvoir de communiquer avec l'agent des transferts de la Société, Compagnie Trust TSX (« **TSX** ») soit par téléphone au numéro 1 866 751-6315 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 212 235-5754 (autres pays), soit en complétant le formulaire électronique disponible à <https://www.tsxtrust.com/control-number-request-fr> au plus tard à 9h30 (HAE) le 10 mai 2022 afin que TSX puisse lui fournir un numéro de contrôle par courriel. Ce numéro de contrôle permettra à votre fondé de pouvoir de se connecter et de voter à l'assemblée. Sans un numéro de contrôle, votre fondé de pouvoir ne pourra se connecter à l'assemblée qu'à titre d'invité et ne pourra pas voter.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

/s/ Sophie Riendeau

Sophie Riendeau
Directrice, Affaires juridiques et secrétaire

Montréal (Québec)
Le 22 mars 2022

TABLE DES MATIÈRES

Renseignements généraux	4	Responsabilité sociale d'entreprise	31
Sollicitation de procurations	4	Éthique commerciale et diverses politiques internes	32
Date de référence	4	Durée du mandat des administrateurs et âge limite pour siéger au conseil	33
Actions comportant droit de vote et principaux actionnaires	4	Évaluation	34
Droits en cas d'offre publique d'achat	5	Présences aux réunions du conseil et des comités	34
Exercice des droits de vote	5	Rémunération des administrateurs	35
Ordre du jour de l'assemblée	10	Information sur les comités	39
États financiers et rapport de l'auditeur externe	10	Comité d'audit et de gestion des risques	39
Élection des administrateurs	10	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	42
Nomination de l'auditeur externe	11	Analyse de la rémunération des membres de haute direction	44
Vote consultatif sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction	11	Message aux actionnaires	44
Propositions d'actionnaires	13	Analyse de la rémunération	47
Autres questions	13	Graphique de rendement	62
Renseignements sur les candidats à l'élection à un poste d'administrateur	13	Tableau sommaire de la rémunération	64
Administrateurs de la catégorie A	14	Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres	70
Administrateurs de la catégorie B	20	Autre régime de rémunération	74
Information relative à la gouvernance	24	Autres renseignements importants	74
Conseil d'administration	24	Prêts aux administrateurs et aux dirigeants	74
Indépendance des candidats à l'élection	25	Transactions avec des parties apparentées	74
Diversité et représentation féminine au conseil et à la haute direction	26	Propositions d'actionnaires	74
Appartenance commune à d'autres conseils	28	Disponibilité des documents	75
Mandat du conseil	28	Approbation	75
Descriptions de fonctions	28	Annexe A – Propositions d'actionnaire	76
Planification stratégique	29	Annexe B – Mandat du conseil d'administration	82
Planification de la relève	29		
Orientation et formation continue	29		
Interaction avec les actionnaires	30		

CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION 2022



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

SOLLICITATION DE PROCURATIONS

La présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction (la « **circulaire** ») est transmise relativement à la sollicitation par la direction de Québecor inc. (la « **Société** » ou « **Québecor** ») de procurations devant servir lors de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra le jeudi 12 mai 2022 (l'« **assemblée** ») à l'heure, à l'endroit et aux fins indiqués à l'avis de convocation ainsi qu'à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Sauf indication contraire, l'information contenue aux présentes est en date du **10 mars 2022**. Tous les montants en dollars qui apparaissent dans la présente circulaire sont en dollars canadiens.

La sollicitation de procurations est principalement faite par courrier. Toutefois, la sollicitation pourra également être faite à l'aide d'autres moyens de communication ou directement par des dirigeants et des employés de la Société, mais sans rémunération supplémentaire.

De plus, la Société remboursera sur demande aux maisons de courtage et autres dépositaires, les dépenses raisonnables encourues aux fins de l'envoi des procurations et de la documentation qui y est jointe aux propriétaires véritables d'actions de la Société. Les frais de sollicitation de procurations seront à la charge de la Société. Il est prévu que ceux-ci seront minimes.

DATE DE RÉFÉRENCE

Les détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiples) (les « **actions catégorie A** ») et les détenteurs d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (les « **actions catégorie B** »), dont le nom est inscrit sur la liste des actionnaires établie à la fermeture des bureaux le 15 mars 2022 (la « **date de référence** »), auront le droit de recevoir l'avis de convocation et de voter à l'assemblée et à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, s'ils y sont présents ou représentés par fondé de pouvoir.

Si un actionnaire cède la propriété de l'ensemble ou d'une partie de ses actions catégorie A ou de ses actions catégorie B après la date de référence, le cessionnaire de ces actions est habile à voter à l'assemblée, ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, s'il présente les certificats d'actions dûment endossés, ou s'il établit autrement qu'il est propriétaire de ces actions et s'il demande, au moins dix jours avant l'assemblée, l'inscription de son nom sur la liste des actionnaires habiles à voter à l'assemblée.

ACTIONS COMPORTANT DROIT DE VOTE ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Les actions de la Société donnant droit de vote à l'assemblée sont les actions catégorie A et les actions catégorie B. Chaque action catégorie A confère le droit à dix votes et chaque action catégorie B confère le droit à un vote.

Les actions catégorie B sont des « titres subalternes » (selon la définition de la réglementation canadienne en matière de valeurs mobilières) puisqu'elles ne comportent pas un nombre de votes égal aux actions catégorie A. Les actions catégorie A sont convertibles en tout temps en un nombre égal d'actions catégorie B.

Au 10 mars 2022, il y avait en circulation 76 984 034 actions catégorie A et 162 273 507 actions catégorie B. L'ensemble des droits de vote afférents aux actions catégorie B représentait 17,41 % des droits de vote afférents à tous les titres de la Société donnant droit de vote émis et en circulation à cette date.

À la connaissance des administrateurs et des hauts dirigeants de la Société, et selon les informations publiques disponibles, la seule personne physique ou morale qui, au 10 mars 2022, était propriétaire véritable ou qui exerçait le contrôle ou une emprise sur plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions comportant droit de vote de la Société était Pierre Karl Péladeau.

Nom	Nombre d'actions catégorie A détenues ou contrôlées	% des actions catégorie A détenues ou contrôlées	Nombre d'actions catégorie B détenues ou contrôlées	% des actions catégorie B détenues ou contrôlées	% des droits de vote afférents aux actions catégorie A et B en circulation
Pierre Karl Péladeau	69 873 856	90,76	829 040	0,51	75,05

DROITS EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Les statuts de la Société prévoient que si une offre publique d'achat visant les actions catégorie A est présentée à leurs détenteurs sans l'être en même temps et aux mêmes conditions aux détenteurs d'actions catégorie B, les actions catégorie B seront alors converties en actions catégorie A, à raison d'une action pour une action, aux fins seulement de permettre aux détenteurs d'actions catégorie B d'accepter l'offre. Ce droit est sujet à certaines conditions décrites aux statuts constitutifs de la Société, dont l'acceptation de l'offre par l'actionnaire majoritaire.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

En raison de l'incertitude causée par la pandémie qui persiste toujours à la date de la diffusion de la circulaire, la Société a décidé de tenir de nouveau cette année l'assemblée uniquement de façon virtuelle dans le but d'atténuer les risques pour la santé et la sécurité des actionnaires, employés et administrateurs de la Société ainsi que des autres parties prenantes et pour maximiser la présence des actionnaires qui ne pourraient pas y assister en personne. Les actionnaires ne pourront pas assister à l'assemblée en personne.

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés et ayant obtenu un numéro de contrôle auprès de Compagnie Trust TSX (« **TSX** ») pourront assister, participer et voter à l'assemblée en ligne en suivant les étapes présentées ci-dessous.

Actionnaires inscrits

Un actionnaire est un actionnaire inscrit si son nom apparaît sur son certificat d'actions ou sur son relevé produit par le biais du système d'inscription directe dans les registres de TSX sous forme électronique.

Un actionnaire inscrit peut exercer les droits de vote afférents aux actions qu'il détient de l'une des façons suivantes :

Option 1 : Par procuration :

1- En ligne

Allez à www.tsxtrust.com/vote-proxy/fr et suivez les instructions. Vous aurez besoin du numéro de contrôle indiqué sur votre formulaire de procuration.

2- Par téléphone

Composez le 1 888 489-7352 sans frais au Canada et aux États-Unis et suivez les instructions. Vous aurez besoin du numéro de contrôle indiqué sur votre formulaire de procuration.

3- En remplissant le formulaire de procuration et en le faisant parvenir par la poste, par télécopieur ou par courriel

Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration en suivant les instructions figurant au formulaire.

TSX doit avoir reçu votre formulaire de procuration ou vous devez avoir voté en ligne ou par téléphone au plus tard à 9h30 (HAE) le 10 mai 2022.

Option 2 : De manière virtuelle à l'assemblée

L'actionnaire inscrit qui prévoit voter de manière virtuelle à l'assemblée ne doit pas remplir ni retourner le formulaire de procuration. Le vote de l'actionnaire sera pris et compté à l'assemblée.

- 1- Connectez-vous en ligne à <https://web.lumiagm.com/416057290> au moins 30 minutes avant le début de l'assemblée
- 2- Cliquez sur « Numéro de contrôle »
- 3- Saisissez le numéro de contrôle indiqué sur le formulaire de procuration
- 4- Saisissez le mot de passe « quebecor2022 » (sensible à la casse)
- 5- Suivez les instructions pour accéder à l'assemblée et votez lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Vous devez être connecté à Internet en tout temps pour pouvoir voter lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Qu'il assiste ou non à l'assemblée, l'actionnaire inscrit peut nommer une autre personne pour assister à l'assemblée et voter pour son compte en tant que fondé de pouvoir. **L'actionnaire peut choisir quiconque à titre de fondé de pouvoir. La personne choisie n'a pas obligatoirement à être un actionnaire de la Société. L'actionnaire doit inscrire le nom du fondé de pouvoir de son choix dans l'espace en blanc prévu sur le formulaire de procuration. L'actionnaire doit s'assurer que cette personne assiste à l'assemblée et qu'elle sait qu'elle a été désignée pour voter en son nom. Si aucun nom n'est inscrit dans l'espace en blanc, l'une des personnes désignées sur le formulaire, soit le très honorable Brian Mulroney, Sylvie Lalonde ou Pierre Karl Péladeau, administrateurs et/ou dirigeants de la Société, sera nommée à titre de fondée de pouvoir.**

Veuillez consulter la rubrique « Désignation d'un fondé de pouvoir » de la circulaire pour plus de détails.

Révocation d'une procuration

L'actionnaire inscrit qui a donné une procuration peut la révoquer à tout moment avant qu'elle ne soit utilisée au moyen d'un document écrit portant sa signature ou celle de son mandataire dûment autorisé à cette fin par écrit. Si l'actionnaire est une personne morale, la procuration peut être révoquée par un écrit signé par un dirigeant ou un mandataire dûment autorisé. La révocation devra être reçue au Secrétariat corporatif de la Société, 612, rue Saint-Jacques, 18^e étage, Montréal (Québec) Canada, H3C 4M8, au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Actionnaires non inscrits (ou propriétaires véritables)

Un actionnaire est un actionnaire non inscrit (ou un propriétaire véritable) si un intermédiaire (comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre institution financière ainsi que leurs mandataires et autres prête noms) (un « **intermédiaire** ») détient des actions pour lui. Il est fort probable que les actions ne soient pas immatriculées au nom de l'actionnaire si celles-ci apparaissent au relevé de compte transmis à l'actionnaire par son courtier ou par un autre

intermédiaire; celles-ci sont plutôt immatriculées au nom de l'intermédiaire ou d'un mandataire de ce dernier. Dans un tel cas, l'actionnaire non inscrit doit s'assurer que ses instructions de vote soient transmises à la personne appropriée avant l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. En l'absence d'instructions précises, il est interdit aux intermédiaires d'exercer les droits de vote rattachés à ces actions. **Dans tous les cas, les actionnaires non inscrits doivent lire attentivement les instructions transmises par leur intermédiaire, y compris celles concernant les modalités de livraison du formulaire d'instructions de vote.**

L'actionnaire qui ne sait pas s'il est un actionnaire inscrit ou non inscrit devrait communiquer avec l'agent des transferts de la Société, TSX, au 1 800 387-0825 ou, s'il est à l'extérieur du pays, au 416 682-3860.

Les lois et les règlements en valeurs mobilières applicables, y compris le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti*, exigent que l'intermédiaire d'un actionnaire non inscrit demande les instructions de vote de celui-ci avant l'assemblée. Les courtiers et autres intermédiaires ont des procédures d'envoi et des directives pour le retour des documents qui leur sont propres et qui doivent être suivies à la lettre par les actionnaires non inscrits afin que les droits de vote se rattachant à leurs actions puissent être exercés à l'assemblée. La plupart des intermédiaires délèguent maintenant la responsabilité d'obtenir les instructions de leurs clients à une tierce partie. L'actionnaire non inscrit qui reçoit un formulaire d'instructions de vote de cette tierce partie ne peut l'utiliser pour voter directement à l'assemblée, puisqu'il doit le retourner à cette tierce partie avant l'assemblée afin que les droits de vote afférents à ses actions puissent être exercés ou qu'un représentant puisse être nommé afin d'assister à l'assemblée et d'y voter en son nom.

L'actionnaire non inscrit peut exercer les droits de vote afférents aux actions détenues par un intermédiaire de l'une des façons suivantes :

Option 1 - Par procuration (formulaire d'instructions de vote)

Le formulaire d'instructions de vote que l'intermédiaire ou son mandataire vous a envoyé à titre de propriétaire véritable devrait vous indiquer la marche à suivre pour voter avant l'assemblée. Veuillez lire ces instructions attentivement afin de vous assurer que les droits de vote rattachés à vos actions sont exercés à l'assemblée.

Option 2 - De manière virtuelle à l'assemblée

- 1- Désignez-vous comme fondé de pouvoir en suivant la procédure complète indiquée sous « Désignation d'un fondé de pouvoir »
- 2- Connectez-vous en ligne à <https://web.lumiagm.com/416057290> au moins 30 minutes avant le début de l'assemblée
- 3- Cliquez sur « Numéro de contrôle »
- 4- Saisissez le numéro de contrôle indiqué au courriel de notification que vous avez reçu de TSX
- 5- Saisissez le mot de passe « quebecor2022 » (sensible à la casse)
- 6- Suivez les instructions pour accéder à l'assemblée et votez lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Vous devez être connecté à Internet en tout temps pour pouvoir voter lorsqu'il vous est demandé de le faire.

Désignation d'un fondé de pouvoir

Qu'il assiste ou non à l'assemblée, l'actionnaire non inscrit peut nommer une autre personne pour assister à l'assemblée et voter pour son compte en tant que fondé de pouvoir.

L'actionnaire peut choisir quiconque à titre de fondé de pouvoir. La personne choisie n'a pas obligatoirement à être un actionnaire de la Société. L'actionnaire doit inscrire le nom du fondé de pouvoir de son choix dans l'espace en blanc prévu sur le formulaire d'instructions de vote. L'actionnaire doit s'assurer que cette personne assiste à l'assemblée et qu'elle sait qu'elle a été désignée pour voter en son nom. Si aucun nom n'est inscrit dans l'espace en blanc, l'une des personnes désignées sur le formulaire, soit le très honorable Brian Mulroney, Sylvie Lande ou Pierre Karl Péladeau, administrateurs et/ou dirigeants de la Société, sera nommée à titre de fondée de pouvoir.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux actionnaires inscrits et non inscrits qui souhaitent nommer comme fondé de pouvoir une personne autre que les fondés de pouvoir de la Société indiqués au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote.

L'actionnaire qui souhaite se nommer lui-même ou qui souhaite désigner un tiers fondé de pouvoir pour assister et participer à l'assemblée pour son compte et exercer les droits de vote rattachés à ses actions **DOIT** soumettre son formulaire de procuration ou son formulaire d'instructions de vote, selon le cas, désignant cette personne comme fondée de pouvoir **ET** inscrire ce fondé de pouvoir comme il est décrit ci-dessous. L'inscription du fondé de pouvoir est une étape supplémentaire à accomplir **APRÈS** avoir soumis votre formulaire de procuration ou d'instruction de vote. **Si vous n'inscrivez pas votre fondé de pouvoir, celui-ci ne recevra pas le numéro de contrôle qui est nécessaire pour voter à l'assemblée et il pourra seulement y assister à titre d'invité.**

- **Étape 1 : Soumettre votre formulaire de procuration ou d'instruction de vote :** Pour vous désigner ou désigner un tiers comme fondé de pouvoir, insérez votre nom ou celui de cette personne dans l'espace prévu à cet effet au formulaire de procuration ou d'instructions de vote et soumettez votre formulaire en suivant les instructions. Cette opération doit être effectuée avant de pouvoir passer à l'étape suivante, soit l'inscription de votre fondé de pouvoir.

Si vous êtes un actionnaire non inscrit et souhaitez voter à l'assemblée, veuillez inscrire votre propre nom dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire d'instructions de vote qui vous a été envoyé par votre intermédiaire, suivre toutes les directives fournies par celui-ci **ET** vous inscrire vous-même en tant que votre fondé de pouvoir, comme il est décrit ci-dessous. Ce faisant, vous demandez à votre intermédiaire de vous nommer fondé de pouvoir. Il est important de suivre les directives de votre intermédiaire concernant la manière de signer et de retourner les documents.

- **Étape 2 : Inscrire votre fondé de pouvoir :** Pour vous inscrire ou inscrire un tiers comme fondé de pouvoir, vous **DEVEZ ÉGALEMENT** communiquer avec TSX soit par téléphone au 1 866 751-6315 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 212 235-5754 (autres pays) soit en complétant le formulaire électronique disponible à <https://www.tsxtrust.com/control-number-request-fr> au plus tard à 9h30 HAE le 10 mai 2022 pour inscrire correctement votre fondé de pouvoir afin que TSX puisse lui fournir par courriel un numéro de contrôle à 13 chiffres pour fondé de pouvoir. Sans numéro de contrôle à 13 chiffres pour fondé de pouvoir, votre fondé de pouvoir ne pourra pas voter ni poser de questions à l'assemblée, mais pourra y participer à titre d'invité.

Le fondé de pouvoir qui a été nommé par l'actionnaire est autorisé à voter et à le représenter à l'assemblée, y compris à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. L'actionnaire devrait indiquer sur le formulaire de procuration, ou sur le formulaire d'instructions de vote, la façon dont il veut que ses droits de vote soient exercés. Il peut également laisser son fondé de pouvoir prendre la décision pour son compte.

Révocation d'une procuration

L'actionnaire non inscrit qui a donné une procuration peut la révoquer en communiquant avec son intermédiaire et en se conformant aux exigences dictées par celui-ci. L'intermédiaire pourrait ne pas pouvoir révoquer une procuration si l'avis de révocation ne lui parvient pas à temps.

Exercice de la discrétion

Les fondés de pouvoir préalablement désignés au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote exerceront les droits de vote rattachés aux actions auxquelles se rapportent leurs procurations conformément aux directives de leur mandant lors de tout vote, et aux dispositions des lois et règlements applicables.

En l'absence d'instructions, les droits de vote afférents aux actions visées par le formulaire de procuration, ou le formulaire d'instructions de vote, seront exercés de la façon suivante :

- **EN FAVEUR de l'élection de chacun des candidats proposés à un poste d'administrateur;**

- **EN FAVEUR de la nomination d’Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« Ernst & Young ») à titre d’auditeur externe de la Société;**
- **EN FAVEUR de l’approche du conseil d’administration de la Société (le « conseil ») en matière de rémunération de la haute direction;**
- **CONTRE la proposition présentée par un actionnaire et reproduite à l’annexe A de la circulaire.**

La procuration ci-jointe confère un pouvoir discrétionnaire aux personnes qui y sont nommées à l’égard de toute modification relative aux questions énoncées à l’avis de convocation à l’assemblée et de toute autre question dont l’assemblée pourrait être régulièrement saisie. Au moment de l’impression de la présente circulaire, la direction de la Société n’a connaissance d’aucune modification ou autre question devant être soumise à l’assemblée.

Date et heure limites

Les date et heure limites pour faire parvenir votre formulaire de procuration dûment complété ou pour que vos instructions de vote soient soumises, selon le cas, sont fixées au 10 mai 2022 à 9h30 (HAE), ou, si l’assemblée est reportée, au plus tard à 9h30 deux jours ouvrables précédant la date fixée pour la reprise de celle-ci. Les actionnaires non inscrits qui reçoivent des documents de leur intermédiaire devraient remplir le formulaire d’instructions de vote et le remettre tel que cela est indiqué sur le formulaire d’instructions de vote. La date limite pour voter peut être prolongée par le président de l’assemblée, ou il peut y déroger, à sa discrétion, sans avis.

Règles de conduite pour l’assemblée virtuelle

Seuls les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés et ayant obtenu un numéro de contrôle auprès de TSX pourront voter et poser des questions lors de la période de questions.

Il y a deux façons de poser des questions à l’assemblée. Elles peuvent être soumises par écrit en utilisant la boîte de dialogue prévue à cet effet dans la fonction « Poser une question » en appuyant sur l’icône approprié pendant l’assemblée. Il sera également possible de soumettre une question par téléphone. Pour ce faire, l’actionnaire ou le fondé de pouvoir devra soumettre son numéro de téléphone en utilisant la boîte de dialogue prévue à cet effet dans la fonction « Poser une question » en appuyant sur l’icône approprié pendant l’assemblée afin de pouvoir être rejoint par téléphone au moment opportun. Votre numéro de téléphone ne sera pas partagé avec les autres personnes participant à l’assemblée. Il est recommandé aux actionnaires et aux fondés de pouvoir de transmettre leurs questions le plus tôt possible pendant l’assemblée pour qu’elles puissent être traitées au moment opportun.

Le président du conseil et les autres membres de la direction qui assisteront à l’assemblée répondront aux questions relatives aux propositions de résolution devant faire l’objet d’un vote avant qu’un vote ne soit tenu à l’égard de chacune d’elles, s’il y a lieu. Les questions d’ordre général seront traitées par eux à la fin de l’assemblée lors de la période des questions. Le président de l’assemblée est responsable du bon déroulement de l’assemblée. Il maintient l’ordre et exerce tous les pouvoirs nécessaires à cette fin. Ses décisions sont finales et sans appel. Tous les participants présents sur la webdiffusion doivent se conformer aux directives du président de l’assemblée.

Afin de nous permettre de répondre au plus grand nombre possible de questions, les actionnaires et les fondés de pouvoir sont priés de poser des questions brèves et précises et de ne couvrir qu’un seul sujet par question. Les questions que plusieurs actionnaires pourraient poser à propos d’un même sujet ou qui sont autrement liées seront regroupées, résumées et traitées en même temps.

Toutes les questions des actionnaires seront accueillies favorablement. Toutefois, la Société n’a pas l’intention de répondre à des questions :

- qui ne se rapportent pas aux activités de la Société ou aux points à l’ordre du jour de l’assemblée;
- qui se rapportent à des informations non publiques concernant la Société;
- qui se rapportent à des griefs personnels;

- qui discréditent des personnes ou sont offensantes pour des tiers;
- qui reprennent des questions déjà formulées par un autre actionnaire;
- qui servent les intérêts personnels ou commerciaux d'un actionnaire; ou
- qui sortent du cadre de l'assemblée ou qui ne sont pas appropriées tel que peuvent en décider le président ou le secrétaire de l'assemblée, agissant raisonnablement.

S'il y a des questions qui ont été posées durant l'assemblée et pour lesquelles il n'y a pas eu de réponse, les actionnaires peuvent contacter le secrétaire corporatif de la Société, à relations.investisseurs@quebecor.com.

Les actionnaires ayant déposé des propositions avant l'assemblée pourront s'exprimer sur leurs propositions par téléphone lors de l'assemblée. À noter que cette intervention devra être d'une durée n'excédant pas le temps requis pour lire le texte accompagnant chacune des propositions reproduites dans la circulaire.

La Société a l'intention d'offrir un forum dans lequel, dans la mesure du possible et en utilisant les solutions électroniques disponibles au moment de l'assemblée, les actionnaires peuvent communiquer adéquatement au cours de l'assemblée. Une webdiffusion de l'assemblée sera disponible sur le site Web de la Société www.quebecor.com.

Si l'assemblée est perturbée par des problèmes techniques ou d'autres problèmes importants, le président de l'assemblée pourra ajourner ou suspendre l'assemblée ou en accélérer le déroulement, ou prendre toute autre mesure qu'il juge appropriée dans les circonstances.

Il est interdit de photographier ou de faire des enregistrements audio ou vidéo de la webdiffusion de l'assemblée.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

À l'exception de l'élection des administrateurs, les résolutions soumises au vote à l'assemblée doivent être adoptées à la majorité des voix exprimées à l'assemblée, en personne ou par procuration, par les détenteurs d'actions catégorie A et d'actions catégorie B, votant en tant que catégorie unique. Deux votes distincts seront tenus pour l'élection des administrateurs.

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

Les états financiers consolidés audités ainsi que le rapport de l'auditeur externe s'y rapportant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 sont disponibles sur le site Web de la Société au www.quebecor.com ainsi que sur SEDAR au www.sedar.com.

ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

Le conseil a fixé à huit le nombre d'administrateurs à élire à l'assemblée pour un mandat se terminant à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Les candidats proposés à l'élection ont été recommandés au conseil par le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise (« CRHR »). Tous les candidats à l'élection aux postes d'administrateurs siègent actuellement au conseil de la Société.

Le conseil tient à souligner le départ, en février dernier, de monsieur Normand Provost qui était administrateur de la Société depuis 2013 et qui présidait le comité d'audit et de gestion des risques de la Société. Le conseil tient à le remercier chaleureusement pour sa contribution au cours de toutes ces années.

Pour de plus amples renseignements au sujet des candidats proposés aux postes d'administrateur, veuillez consulter la rubrique « Renseignements sur les candidats à l'élection à un poste d'administrateur » de la circulaire.

Les statuts prévoient, de plus, que les membres du conseil seront divisés en deux catégories d'administrateurs. Les détenteurs d'actions catégorie B, votant séparément comme catégorie, ont le droit d'élire le nombre de membres au conseil de la Société représentant 25 % de la totalité des membres au conseil ou, si 25 % de la totalité des membres au conseil n'est pas un nombre entier, le nombre entier supérieur le plus proche du nombre de membres au conseil constituant au moins 25 % de tous les membres au conseil (les « **administrateurs de la catégorie B** »).

Les détenteurs d'actions catégorie A, votant séparément comme catégorie, ont le droit d'élire les autres membres au conseil (les « **administrateurs de la catégorie A** »). Les administrateurs de chacune de ces catégories demeurent en fonction pour un même terme et seront égaux à tous égards. Le mandat de chacun d'eux se terminera lors de l'élection de son successeur, à moins qu'il ne démissionne ou que son poste ne devienne vacant en raison de son décès, de sa destitution ou pour un autre motif.

Politique d'élection à la majorité - Le conseil de la Société a adopté une politique prévoyant le vote à la majorité pour l'élection des administrateurs de la catégorie B lors d'une assemblée des actionnaires de la Société où une « élection non contestée » d'administrateurs est tenue. Pour les fins de cette politique, une « élection non contestée » désigne une élection à laquelle le nombre de candidats au poste d'administrateur correspond au nombre de sièges à pourvoir au conseil.

Si le nombre d'abstentions est supérieur au nombre de votes favorables dans le cas d'un candidat au poste d'administrateur de la catégorie B, celui-ci sera considéré, aux fins de la politique, ne pas avoir reçu l'appui des actionnaires, même s'il a été dûment élu au sens du droit des sociétés et il devra soumettre immédiatement sa démission au conseil, démission qui prendra effet dès son acceptation par le conseil.

Suivant la réception d'une démission soumise en vertu de la politique, le CRHR de la Société examinera avec célérité cette démission et recommandera au conseil de l'accepter ou non. Le CRHR tiendra compte de tous les facteurs que ses membres jugeront pertinents, y compris, sans y être limité, les raisons invoquées par les actionnaires, le cas échéant, pour s'abstenir de voter.

Le conseil prendra sa décision quant à l'acceptation ou non de la démission et l'annoncera dans un délai maximal de 90 jours suivant l'assemblée des actionnaires pendant laquelle l'élection a eu lieu. Le conseil acceptera la démission, à moins de circonstances exceptionnelles. Dès qu'il aura pris sa décision, le conseil la diffusera par voie de communiqué de presse. S'il a décidé de refuser la démission, il devra énoncer les motifs à l'appui de sa décision dans le communiqué de presse. La démission prendra effet au moment où elle sera acceptée par le conseil. Sous réserve de toute restriction imposée par la législation, les statuts ou le règlement intérieur de la Société, le CRHR recommandera au conseil soit (i) de laisser le poste à pourvoir vacant jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, ou (ii) de nommer un nouvel administrateur qui, à son avis, mérite la confiance des actionnaires.

L'administrateur qui donne sa démission conformément à la politique d'élection à la majorité ne peut participer à toute portion de toute rencontre du CRHR ou du conseil lors de laquelle sa démission est examinée.

Dans le cas d'une élection contestée (c.-à-d. si le nombre de candidats à l'élection est supérieur au nombre de sièges à pourvoir au conseil), les candidats qui recevront le nombre de votes le plus élevé seront élus administrateurs de la Société.

Le conseil n'a pas adopté une telle politique pour l'élection des administrateurs de la catégorie A. En effet, cette catégorie d'actions est contrôlée par un actionnaire majoritaire et est donc dispensée de l'obligation relative à l'élection à la majorité, tel que prévu au Guide à l'intention des sociétés de la Bourse de Toronto.

On ne prévoit pas que l'un des candidats à l'élection sera incapable ou, pour quelque motif que ce soit, ne sera plus disposé à exercer la fonction d'administrateur, mais, si tel était le cas avant l'élection, les personnes désignées au formulaire de procuration, ou au formulaire d'instructions de vote, se réservent le droit de voter pour un autre candidat de leur choix, à moins d'indications de la part de l'actionnaire de s'abstenir de voter lors de l'élection des administrateurs.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration, ou au formulaire d'instructions de vote, voteront **EN FAVEUR** de l'élection de chacun des candidats aux postes d'administrateur de la catégorie A ou d'administrateur de la catégorie B, selon le cas.

NOMINATION DE L'AUDITEUR EXTERNE

À l'assemblée, les actionnaires devront nommer l'auditeur externe de la Société qui demeurera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Le conseil et le comité d'audit et de gestion des risques recommandent la nomination d'Ernst & Young à titre d'auditeur externe de la Société.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration, ou au formulaire d'instructions de vote, voteront **EN FAVEUR** de la nomination d'Ernst & Young à titre d'auditeur externe de la Société. Ernst & Young agit à titre d'auditeur externe de la Société depuis juin 2008.

La Société intègre par renvoi les informations relatives aux honoraires versés à Ernst & Young au cours des deux derniers exercices de la Société qui sont divulguées à la notice annuelle pour son exercice financier terminé le 31 décembre 2021. La notice annuelle est disponible sur SEDAR au www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.quebecor.com.

VOTE CONSULTATIF SUR L'APPROCHE DU CONSEIL EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

La responsabilité de déterminer les objectifs et principes qui sous-tendent l'approche en matière de rémunération des hauts dirigeants de la Société incombe au conseil, appuyé en cela par le CRHR. Le conseil souhaite expliquer clairement aux actionnaires tous les éléments importants composant la rémunération de la haute direction et de quelle façon son approche est liée aux objectifs de la Société.

Comme par les années passées, le conseil a décidé de soumettre au vote consultatif de ses actionnaires son approche en matière de rémunération des membres de la haute direction. Ainsi, le conseil démontre son engagement envers les actionnaires et reconnaît sa responsabilité quant aux décisions liées à la rémunération de la haute direction. De plus, il considère qu'il est primordial que les actionnaires soient informés et puissent bien comprendre sur quels principes se fondent ses décisions à cet égard. Ce vote consultatif s'inscrit dans le cadre d'un dialogue entre les actionnaires et le conseil en ce qui a trait à l'approche en matière de rémunération. L'information est divulguée à la rubrique « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction » de la circulaire.

L'an dernier, la résolution consultative portant sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction a été approuvée par une vaste majorité des détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie B. Les résultats du vote sont les suivants:

CATÉGORIE D' ACTIONS	VOTES EN FAVEUR	%	VOTES CONTRE	%
Catégorie A	712 380 440	99,96	226 000	0,04
Catégorie B	133 153 278	96,58	4 721 034	3,42
Total des votes	845 533 718	99,42	4 947 034	0,58

À l'assemblée, les actionnaires de la Société seront invités à voter sur la résolution consultative suivante :

« **IL EST RÉSOLU**, à titre consultatif et sans que ne soient diminués le rôle et les responsabilités du conseil de la Société, que les actionnaires de la Société acceptent l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction transmise en vue de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société du 12 mai 2022. »

La résolution consultative ci-dessus, sur laquelle les actionnaires sont appelés à se prononcer, ne saurait lier le conseil. Toutefois, le conseil, appuyé du CRHR, en tiendra compte dans le cadre de leur examen futur du principe et des programmes de rémunération des membres de la haute direction.

Le conseil et le CRHR recommandent aux actionnaires de voter **EN FAVEUR** de l'adoption de la résolution consultative portant sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote, voteront **EN FAVEUR** de l'adoption de la résolution consultative portant sur l'approche du conseil en matière de rémunération des membres de la haute direction.

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRE

Trois propositions d'actionnaire ont été déposées par le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (le « **MÉDAC** »). Les propositions ainsi que les réponses du conseil sont reproduites en Annexe A de la circulaire.

En l'absence d'instructions, les administrateurs et/ou dirigeants de la Société préalablement désignés au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote, voteront « **CONTRE** » l'adoption de la proposition no. 1 portant sur la représentation formelle des employés dans les prises de décision stratégiques.

À la suite de discussions avec la Société, le MÉDAC a accepté, sur la base des réponses fournies, que les propositions No. 2 et 3 ne soient pas soumises au vote des actionnaires. Ces propositions sont donc incluses à titre d'information seulement.

AUTRES QUESTIONS

La direction de la Société n'a connaissance d'aucune autre question qui devrait être soumise à l'assemblée. Toutefois, si d'autres questions sont soumises à l'assemblée et qu'elles s'avèrent recevables, les personnes désignées au formulaire de procuration ou au formulaire d'instructions de vote ci-joint voteront sur celles-ci au mieux de leur jugement en vertu du pouvoir discrétionnaire que leur confère la procuration à l'égard de telles questions.

RENSEIGNEMENTS SUR LES CANDIDATS À L'ÉLECTION À UN POSTE D'ADMINISTRATEUR

Chacun des candidats nommés ci-après a exercé l'occupation principale indiquée en regard de son nom pour une période de plus de cinq ans, sauf indication contraire ou comme il est indiqué aux circulaires de sollicitation de procurations antérieures de la Société, selon le cas. Le résultat des votes obtenus pour chacun des candidats aux postes d'administrateur de la catégorie A et de la catégorie B dont la candidature était proposée lors de l'assemblée annuelle tenue le 13 mai 2021 figure dans les renseignements sur les candidats à l'élection aux postes d'administrateur et est également disponible dans le rapport des résultats du vote déposé sur SEDAR au www.sedar.com.

Les renseignements relatifs aux actions détenues ont été fournis par chacun des candidats. Le nombre d'actions, d'unités d'actions différées (« **UAD** ») ainsi que la valeur de ces UAD sont en date du 31 décembre 2021. Pour de plus amples détails relativement à la détention minimale, nous vous référons à la rubrique « Politique de détention minimale des administrateurs » de la circulaire.

ADMINISTRATEURS DE LA CATÉGORIE A



Indépendant

Administrateur depuis 2016

Âge : 60 ans

Montréal

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

- Fusions/acquisitions
- Communications / Marketing
- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Technologies de l'information et sécurité

ANDRÉ P. BROSSEAU

André P. Brosseau est président du conseil et chef de la direction de Les Investissements du Musée inc. (anciennement Avenue Capital Markets BNB Inc.), une société de gestion de patrimoine avec des investissements privés au Canada, aux États-Unis et au Brésil qu'il a fondée en 2010. Monsieur Brosseau est également vice-président du conseil et propriétaire de Qintess (auparavant Grupo Cimcorp Brazil), une société de technologies de l'information spécialisée dans la transformation numérique et la gestion d'infrastructures de télécommunication avec plus de 3 000 employés.

Il était, jusqu'à la vente de la société à l'été 2021, administrateur, président du comité d'audit et président du comité de rémunération de Groupe DMD connexions santé numériques inc., une société de solutions numériques dont il était l'un des cinq fondateurs et qui se spécialise dans le média numérique pour les sociétés pharmaceutiques.

Monsieur Brosseau fut président de Blackmont Capital Markets basé à Toronto jusqu'en juin 2009, puis président du conseil pour le Québec jusqu'en mai 2010. De 1994 à 2007, il a occupé plusieurs fonctions exécutives au sein de la Banque CIBC, principalement établi à Toronto, le plus récent à titre de co-chef des divisions Cash Equities et Global Cash Equities de Marchés mondiaux CIBC inc., ainsi qu'à titre de membre du comité exécutif. Monsieur Brosseau est également administrateur, président du comité exécutif et membre du comité d'audit et de gestion des risques et du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de Québecor Média inc. (« **QMI** ») De plus, il est administrateur et membre du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron (« **Vidéotron** »).

Monsieur Brosseau détient un Baccalauréat (BSc) en Sciences politiques ainsi qu'une Maîtrise en Sciences politiques de l'Université de Montréal.

Comités du conseil

Membre du comité d'audit et de gestion des risques

Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Monsieur Brosseau ne siège au conseil d'administration d'aucun autre émetteur assujetti.

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
Aucune	s.o.	30 486	857 571 \$	857 571 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



MICHÈLE COLPRON FCPA, FCA, ASC

Madame Colpron est administratrice de sociétés.

Madame Colpron cumule plus de 30 ans d'expérience en tant que cadre pour des institutions financières. Elle a travaillé de 2000 à 2012 à la Caisse de dépôt et placement du Québec et a occupé plusieurs fonctions exécutives dont le poste de vice-présidente principale Gestion financière. Elle a également occupé le poste de vice-présidente, Administration des investissements et, celui de vice-présidente Finance et administration des placements privés. De 1993 à 1999, madame Colpron a occupé des postes de direction en tant que chef des finances à Merrill Lynch Bank (Suisse) S.A. et directrice des finances et des ressources humaines au sein de Standard Chartered Bank (Switzerland) S.A. Elle a fait sa première incursion sur le marché international en 1989 en se joignant à Ernst & Young à Londres, puis à Hong Kong de 1991 à 1993 en tant que directrice de l'audit.

Madame Colpron est Fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (FCPA, FCA). Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC).

Madame Colpron siège aux conseils d'administration du Fonds de solidarité FTQ depuis 2012, de la Banque de l'infrastructure du Canada et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) depuis 2017. Elle est membre de divers comités et préside actuellement un comité de finance et audit, un comité des ressources humaines et des régimes de retraite, et un comité de gestion des actifs financiers pour ces conseils d'administration. Elle a également été vice-présidente du conseil d'administration, administratrice et membre de divers comités du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec entre 2012 et 2020. Madame Colpron est également administratrice et membre du comité d'audit et de gestion des risques de QMI et de Vidéo-tron.

Comité du conseil

Membre du comité d'audit et de gestion des risques

Autre poste d'administratrice d'émetteur assujetti

Madame Colpron ne siège au conseil d'administration d'aucun autre émetteur assujetti.

Indépendante

Administratrice depuis 2020

Âge: 58 ans

Saint-Lambert

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

- x Fusions/Acquisitions
- x Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- x Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires
- x Technologies de l'information et sécurité

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
Aucune	s.o.	6 182	173 900 \$	173 900 \$	11 mars 2025

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



SYLVIE LALANDE

ASC-C.Dir

Sylvie Lalande est vice-présidente du conseil et administratrice en chef de la Société et administratrice de sociétés.

Madame Lalande a occupé divers postes de direction dans le domaine des médias, du marketing, des communications marketing et des communications d'entreprise. Elle était chef des communications de Bell Canada jusqu'en octobre 2001. De 1994 à 1997, elle fut présidente et chef de la direction du Consortium UBI mis sur pied afin de concevoir et exploiter des services de communication interactifs et transactionnels pour les câblodistributeurs. De 1987 à 1994, elle a occupé divers postes de haute direction chez Groupe TVA inc. (« TVA ») et chez Le Groupe Vidéotron ltée. Madame Lalande a entrepris sa carrière à la radio pour ensuite mettre sur pied son propre cabinet de services-conseils. Elle est administratrice de sociétés certifiée (ASC), certification universitaire en gouvernance de sociétés obtenue auprès du Collège des administrateurs de sociétés de l'Université Laval (« CAS »). Madame Lalande a été présidente du comité de régie d'entreprise et des ressources humaines et administratrice en chef d'Ovivo inc. jusqu'à sa privatisation en septembre 2016.

Madame Lalande est également vice-présidente du conseil et administratrice en chef, présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de QMI et administratrice de Vidéotron.

De novembre 2013 à septembre 2017, madame Lalande a été présidente du conseil du CAS. D'avril 2017 à décembre 2019, elle était présidente du conseil de Capital régional et coopératif Desjardins.

Comité du conseil

Présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Autre poste d'administratrice d'émetteur assujetti

Groupe TVA inc.

Présidente du conseil d'administration

Présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Indépendante

Administratrice depuis 2011

Âge : 71 ans

Lachute

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

x Communications/Marketing

x Droit/Affaires
gouvernementales/réglementaires

x Médias / Contenu /
Divertissement

x Télécommunications

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
4 000 actions catégorie B	112 520 \$	76 288	2 145 981 \$	2 258 501 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.

Madame Lalande détient également 10 817 actions classe B sans droit de vote et 39 695 UAD de TVA.



LE TRÈS HONORABLE BRIAN MULRONEY

C.P., C.C., LL.D.

Le très honorable Brian Mulroney est président du conseil d'administration de la Société et associé principal du bureau d'avocats Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Il a pratiqué le droit avant de devenir président d'Iron Ore du Canada. Il fit ensuite ses débuts en politique, comme Chef du Parti progressiste-conservateur, qu'il mena au pouvoir en septembre 1984. Il fut premier ministre du Canada jusqu'en 1993. Il est retourné à la pratique du droit en s'associant au cabinet montréalais d'envergure internationale Norton Rose Fulbright Canada (auparavant Ogilvy Renault). Il était, jusqu'en mai 2019, administrateur, président du comité de rémunération et membre du comité de régie d'entreprise de Wyndham Worlwide Corporation. Le très honorable Brian Mulroney est président du conseil consultatif international de Société aurifère Barrick et est également président du conseil d'administration de QMI et de Vidéotron.

Il a été fait Compagnon de l'Ordre du Canada ainsi que grand officier de l'Ordre national du Québec.

Comité du conseil

Aucun

Autres postes d'administrateur d'émetteur assujetti

- Acreage Holdings, Inc.
- The Blackstone Group L.P.

Non indépendant

Administrateur depuis 1999

Âge : 83 ans

Montréal

Québec (Canada)

Résultat du vote à

l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

x Fusions/Acquisitions

x Finances/Comptabilité/Gestion de risques

x Droit/Affaires

gouvernementales/réglementaires

x Environnement / Responsabilité sociale / Gouvernance

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
4 000 actions catégorie A	112 840 \$	212 352	5 973 462 \$	6 086 302 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



Indépendant

Administrateur depuis 2014
 Âge : 67 ans
 Westmount
 Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,99 %
 Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2021 : 90 %

Quatre principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires
- Commerce de détail
- Environnement / Responsabilité sociale / Gouvernance

ROBERT PARÉ

Robert Paré est conseiller stratégique auprès du cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. depuis février 2018, cabinet dont il était auparavant associé principal spécialisé en gouvernance et droit des sociétés et commercial.

Monsieur Paré est membre des conseils d'administration de la Banque Nationale du Canada, de l'Institut des administrateurs de sociétés du Canada ainsi que de l'Institut de recherche en immunologie et en cancérologie (IRIC). Il est membre du conseil d'administration et membre du comité exécutif de QMI. Monsieur Paré a œuvré à titre d'administrateur de plusieurs autres sociétés telles que Essilor Groupe Canada inc., Groupe ADF inc., Groupe BMTC inc. ainsi que RONA inc., dont il a été membre du comité de mise en candidature et de gouvernance d'avril 2009 à mai 2016 et membre du comité de ressources humaines et de la rémunération de mai 2012 à mai 2016.

Monsieur Paré est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université Laval et est membre du Barreau du Québec.

Comité du conseil

Aucun

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Banque Nationale du Canada
 Membre du comité de révision et de gouvernance
 Membre du comité des ressources humaines

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des Actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
33 000 actions catégorie B	928 290 \$	38 878	1 093 638 \$	2 021 928 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



Non indépendant

Administrateur depuis 2015

Âge : 67 ans

Sainte-Adèle

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,99 %

Abstentions : 0,01 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Finances / Comptabilité / Gestion de risques
- Médias/Contenu/Divertissement
- Commerce de détail

ÉRIK PÉLADEAU

Érik Péladeau est président de Cie de Publications Alpha inc., une société de portefeuille.

Il était, jusqu'au 30 juin 2018, président de Groupe Lelys inc., une société dont il avait fait l'acquisition en 1984 et qui se spécialise dans l'impression d'étiquettes en flexographie.

Monsieur Péladeau est associé aux différentes entreprises de Québecor au sein de laquelle il a travaillé plus de 28 années. Il a notamment été à l'origine de la diversification de l'offre de contenu numérique de l'entreprise grâce à la création de Québecor Multimédia. Érik Péladeau a siégé au conseil d'administration de Québecor inc. de janvier 1988 à mai 2010, notamment à titre de vice-président du conseil et au conseil de QMI de janvier 2001 à septembre 2009, notamment à titre de vice-président et président du conseil.

Érik Péladeau s'implique activement au sein de plusieurs œuvres philanthropiques. Il est membre du conseil de QMI et a aussi été membre du conseil d'administration de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. de 1993 à 2008.

Comité du conseil

Aucun

Autre poste d'administrateur d'émetteur assujetti

Monsieur Péladeau ne siège au conseil d'administration d'aucun autre émetteur assujetti.

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des Actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD détenues	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
200 actions catégorie A	16 894 \$	29 752	836 924 \$	853 818 \$	v
400 actions catégorie B					

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.

Monsieur Péladeau détient également 19 200 actions classe B sans droit de vote de TVA.

ADMINISTRATEURS DE LA CATÉGORIE B



CHANTAL BÉLANGER

FCPA, FCGA, ASC-C.Dir

Chantal Bélanger est administratrice de sociétés.

À l'emploi de la Banque Laurentienne de 1986 à 2006, elle a occupé différents postes dont celui de première vice-présidente, Services aux particuliers pour le Québec. Elle a aussi été ombudsman de la Banque et directrice de l'audit interne et informatique.

Madame Bélanger a été administratrice, vice-présidente du conseil, présidente du comité d'audit et du comité d'évaluation de portefeuilles et membre du comité de gouvernance et des ressources humaines de Capital régional et coopératif Desjardins de 2012 à 2019. Elle a également été administratrice et membre de divers comités du conseil d'administration de Ovivo inc. de 2011 à 2016, année de sa privatisation. Elle été administratrice et présidente du comité d'audit de la Régie des Rentes du Québec de 2009 à 2015, administratrice de l'Institut des administrateurs de sociétés de 2009 à 2013, administratrice, présidente du comité d'audit et membre de plusieurs comités de la Société des Alcools du Québec de 2002 à 2010.

Depuis 2014, madame Bélanger est administratrice et présidente du comité d'audit de Société de services financiers fonds FMOQ inc. Elle est également administratrice et présidente du comité d'audit et de gestion des risques de QMI et de Vidéotron.

Madame Bélanger est membre fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (FPCA, FCGA). Elle est administratrice de sociétés certifiée (ASC), certification universitaire en gouvernance de sociétés obtenue auprès du Collège des administrateurs de sociétés de l'Université Laval (« CAS »). Madame Bélanger est présidente du conseil d'administration du CAS depuis septembre 2017 et siège à ce conseil depuis 2016.

Comité du conseil

Présidente du comité d'audit et de gestion des risques

Autre poste d'administratrice d'émetteur assujetti

Industries Lassonde inc.

Présidente du comité d'audit

Membre du comité des ressources humaines et de rémunération

Membre du comité de régie d'entreprise

Indépendante

Administratrice depuis 2018

Âge : 69 ans

Blainville

Québec (Canada)

Résultat du vote à

l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 99,68 %

Abstentions : 0,32 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

- Fusions/Acquisitions
- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Commerce de détail
- Environnement / Responsabilité sociale / Gouvernance

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
1 000 actions catégorie B	30 450 \$	14 573	409 938 \$	440 388 \$	v

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.



LISE CROTEAU
FCPA, FCA, ASC

Lise Croteau est administratrice de sociétés.

Madame Croteau a amorcé sa carrière en tant qu'auditeur avant de rejoindre Hydro-Québec en 1986 où elle a occupé des postes de contrôle et de direction financière de responsabilité croissante. De 2015 à 2018, elle a occupé le poste de vice-présidente exécutive et chef de la direction financière d'Hydro-Québec en plus d'assurer les fonctions de présidente-directrice par intérim de mai à juillet 2015.

Madame Croteau est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec depuis 1984 et s'est vu décerner le titre de Fellow en 2008 (FCPA, FCA). Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC).

En 2016, le Réseau des femmes exécutives (Women's Executive Network ou WXN) l'a nommée au palmarès des cent femmes les plus influentes du Canada. En 2017, Le Financial Executives International Canada (FEI Canada – Section Québec) lui a décerné le prix « As de la finance » dans la catégorie « Dirigeant financier d'une grande entreprise ».

Madame Croteau est gouverneure de la Fondation de recherche en administration de l'Université de Sherbrooke (FRAUS), fondation pour laquelle elle a également été administratrice jusqu'en mai 2019. Madame Croteau était membre du conseil d'administration de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal et de son comité d'audit jusqu'en avril 2019. Elle a également siégé au conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal.

Comité du conseil

Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Autres postes d'administratrice d'émetteur assujetti

Borex inc.

Présidente du comité d'audit

Membre du comité d'investissement et de gestion des risques

TotalEnergies SE

Membre du comité d'audit

Indépendante

Administratrice depuis 2019

Âge: 61 ans

Mont-Tremblant

Québec (Canada)

Résultat du vote à l'assemblée annuelle 2021 :

Votes pour : 93,51 %

Abstentions : 6,49 %

Présence aux réunions 2021 : 100 %

Quatre principales compétences :

- Finances/Comptabilité/Gestion de risques
- Droit/Affaires gouvernementales/réglementaires
- Technologies de l'information et sécurité
- Environnement / Responsabilité sociale / Gouvernance

Titres de la Société détenus au 31 décembre 2021

Actions détenues	Valeur des actions ¹	UAD Détenues	Valeur marchande des UAD ²	Valeur totale des actions et des UAD	Détention minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
------------------	---------------------------------	--------------	---------------------------------------	--------------------------------------	---

Aucune	s.o.	4 792	134 799 \$	134 799 \$	17 juin 2024
--------	------	-------	------------	------------	--------------

1. Selon le plus élevé du coût d'acquisition total ou du coût moyen pondéré de l'action au 31 décembre 2021, tel que défini à la politique de détention minimale des administrateurs.
2. Telle que définie au régime d'UAD des administrateurs.

Grille des compétences des candidats à l'élection

Le CRHR veille à ce que la composition du conseil soit optimale. Pour ce faire, il maintient une grille des compétences afin de s'assurer que les membres du conseil possèdent l'expérience, l'expertise et les connaissances professionnelles et opérationnelles pertinentes et suffisamment variées pour s'acquitter des responsabilités reliées à la fonction d'administrateur et pour administrer efficacement la Société.

Chacun des candidats au poste d'administrateur possède des compétences clés, dont l'expérience à titre de membre d'un conseil d'une société ouverte ou fermée, celle-ci étant habituellement acquise à titre de cadre supérieur ou d'administrateur d'une société ouverte. Tous les candidats au poste d'administrateur possèdent également un haut sens de l'éthique, de solides compétences financières ainsi que de l'expérience en ressources humaines et en relations de travail.

La grille des compétences ci-dessous fait état des quatre principales compétences pour chacun des candidats au poste d'administrateur.

Candidats à l'élection	Fusions / Acquisitions	Communications / Marketing	Finances / Comptabilité / Gestion de risques	Droit / Affaires gouvernementales / réglementaires	Médias / Contenu / Divertissement	Télécommunications	Technologies de l'information et sécurité	Commerce de détail	Environnement / Responsabilité sociale / Gouvernance
Chantal Bélanger	√		√					√	√
André P. Brosseau	√	√	√				√		
Michèle Colpron	√		√	√			√		
Lise Croteau			√	√			√		√
Sylvie Lalande		√		√	√	√			
Brian Mulroney	√		√	√					√
Robert Paré	√			√				√	√
Érik Péladeau	√		√		√			√	

Définition des domaines d'expertise

Fusions / Acquisitions : Expérience dans le cadre d'importantes opérations de fusions et d'acquisitions.

Communications / Marketing : Expérience à titre de cadre supérieur ou d'administrateur dans le secteur des communications ou du marketing.

Finances / Comptabilité / Gestion de risques : Expérience ou compréhension de la comptabilité financière, de la présentation de l'information financière / normes internationales d'information financière et/ou expérience des contrôles des risques internes, en évaluation des risques, en gestion et/ou en communication des risques.

Droit / Affaires gouvernementales / réglementaires : Expérience légale et/ou expérience auprès d'organismes gouvernementaux pertinents et/ou concernant les politiques gouvernementales au Canada ou compréhension de celles-ci et/ou expérience en environnement réglementaire avec des organismes tels que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications ou le Bureau de la concurrence.

Médias / Contenus / Divertissement : Expérience à titre de cadre supérieur, d'administrateur ou d'entrepreneur dans le secteur des médias ou du contenu (audiovisuel, imprimés) et/ou dans le domaine artistique et culturel et/ou en gestion d'événements.

Télécommunications : Expérience de cadre supérieur ou d'administrateur dans le secteur des télécommunications.

Technologies de l'information et sécurité : Expérience ou connaissances liées aux solutions technologiques, à l'exploitation des données, à la sécurité et à la domotique.

Commerce de détail : Expérience à titre de cadre supérieur ou d'administrateur dans le secteur du commerce au détail.

Environnement / Responsabilité sociale / Gouvernance : expérience liée aux politiques, aux pratiques ou à la gestion du risque en matière d'environnement, de développement durable, de responsabilité sociale et d'entreprise et/ou de gouvernance.

Information additionnelle sur les candidats à l'élection

À la connaissance de la Société et selon l'information fournie par les candidats à l'élection, au cours des dix dernières années, aucun des candidats à l'élection, à l'exception de la personne mentionnée ci-dessous (i) n'est ou n'a été administrateur ou membre de la haute direction d'une autre société qui a, pendant que la personne exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de toute législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens, ou ii) n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens.

André P. Brosseau était administrateur de Virtutone Network inc. jusqu'en novembre 2014. Cette société a déposé en janvier 2015 un avis d'intention de faire une proposition aux termes de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

À la connaissance de la Société et selon l'information fournie par les candidats à l'élection, au cours des dix dernières années, aucun des candidats à l'élection, à l'exception de la personne mentionnée ci-dessous, n'est ou n'a été administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société qui a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable, ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense pouvant être accordée en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, pendant plus de trente jours consécutifs, alors que cet administrateur ou membre de la haute direction exerçait les fonctions d'administrateur, chef de la direction ou chef des finances ou à la suite de la cessation de ces fonctions mais en raison d'un événement survenu pendant que cette personne exerçait une de ces fonctions.

Le 5 mai 2012, André P. Brosseau était administrateur d'Aptilon Corporation (maintenant Groupe DMD connexions santé numériques inc.) alors que ses titres ont fait l'objet d'une interdiction d'opérations émise par l'Autorité des marchés financiers dans le contexte du défaut d'avoir déposé ses états financiers annuels 2011, son rapport de gestion et ses attestations annuelles connexes. En juillet 2012, une interdiction d'opérations similaire a été émise par les commissions des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Alberta et de l'Ontario. Le 22 février 2013, une interdiction d'opérations similaire a aussi été émise par la commission des valeurs mobilières de l'Alberta, qui visait également le défaut de produire les états financiers, les rapports de gestion intermédiaires et les attestations y afférentes pour l'exercice financier 2011 et les périodes financières terminées les 31 mars, 30 juin et 30 septembre 2012. Ces interdictions furent levées en août 2014 et les actions de Groupe DMD connexions santé numériques inc. ont été transigées à nouveau à la Bourse NEX le 22 octobre 2014.

INFORMATION RELATIVE À LA GOUVERNANCE

La rubrique qui suit a pour but de fournir aux actionnaires et aux autres parties intéressées l'information relative aux pratiques de la Société en matière de gouvernance, lesquelles sont conformes aux exigences en matière de présentation de l'information et d'inscription de la Bourse de Toronto et aux règles en matière de gouvernance qui sont énoncées dans l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* et le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques de gouvernance* (collectivement, les « **règles en matière de gouvernance** »).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition du conseil

Dans un but d'efficacité opérationnelle, depuis 2013, les administrateurs de la Société sont également administrateurs de QMI. Le conseil est actuellement composé de neuf administrateurs. Chaque année, le CRHR, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la taille et la composition du conseil et de ses comités, la diversité de l'expérience des membres du conseil eu égard aux besoins de la Société et formule les recommandations appropriées au conseil.

Pour ce faire, le CRHR revoit annuellement une grille des compétences qu'il croit nécessaires de retrouver au sein du conseil et tient également compte de l'évaluation de la contribution de chacun des administrateurs. De plus, le CRHR, en consultation avec le conseil, maintient à jour une liste d'éventuels candidats au poste d'administrateur et s'assure que les candidatures féminines ainsi que celles des autochtones, des personnes handicapées ou des personnes qui font partie des minorités visibles (collectivement les « **membres des groupes désignés** ») soient représentées dans cette démarche.

Lorsqu'un siège au conseil doit être pourvu, la politique sur la sélection des candidats au poste d'administrateur et la diversité au conseil (la « **Politique sur la sélection des candidats** ») prévoit que le président du conseil amorce un dialogue avec les membres du conseil et, à sa demande, que le CRHR recherche des candidatures en lien avec la ligne de pensée dominante qui s'est dégagée des discussions, et en fonction des qualités personnelles et des critères de qualifications requis pour les besoins du conseil. Le recours à une firme de recrutement peut être envisagé dans certains cas. La présidente du CRHR recommande au président du conseil une liste des candidatures potentielles. Le président du conseil et la présidente du CRHR rencontrent le président et chef de la direction pour discuter de cette liste et sélectionner la candidature la plus appropriée. Le président du conseil ou le président et chef de la direction rencontre le ou la candidat(e) recommandé(e) afin de valider son intérêt à siéger au conseil de la Société ainsi que sa disponibilité. Le président du conseil recommande ensuite au conseil la candidature retenue.

Préavis pour la mise en candidature d'administrateurs

La Société a adopté un règlement relatif au préavis pour la mise en candidature d'administrateurs (le « **Règlement** »), ratifié par les actionnaires en mai 2015. Le Règlement établit les conditions permettant aux détenteurs d'actions catégorie A et d'actions catégorie B de la Société d'exercer leur droit de proposer la candidature d'administrateurs en fixant un délai à l'intérieur duquel de telles candidatures doivent être proposées à la Société par un actionnaire avant une assemblée annuelle ou extraordinaire d'actionnaires.

Aux termes du Règlement, l'actionnaire qui souhaite présenter un ou des candidats à l'élection des administrateurs doit, en temps opportun, en aviser par écrit le secrétaire de la Société au siège social de celle-ci. Pour que soient respectés les délais, l'avis de l'actionnaire doit être reçu (i) dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, au moins 30 jours avant la date de l'assemblée annuelle, ou tout report ou ajournement de celle-ci, étant entendu que si l'assemblée annuelle des actionnaires doit être tenue moins de 50 jours après la date de la première annonce publique de la date de l'assemblée, l'avis de l'actionnaire peut être reçu au plus tard à la fermeture des bureaux le 10^e jour suivant l'annonce publique; et (ii) dans le cas d'une assemblée extraordinaire des actionnaires (qui n'est pas aussi une assemblée annuelle) convoquée aux fins de l'élection d'administrateurs, au plus tard à la fermeture des bureaux le 15^e jour suivant la première annonce publique de la date de

l'assemblée extraordinaire. La forme et la teneur de l'avis sont aussi prescrites par le Règlement. Le conseil peut, à son entière discrétion, renoncer à toute exigence prévue au Règlement.

Pour l'application du Règlement, l'« annonce publique » d'une assemblée s'entend d'une communication d'information par voie de communiqué de presse diffusé par un service de presse national au Canada, ou dans un document déposé publiquement par la Société sur SEDAR à www.sedar.com.

INDÉPENDANCE DES CANDIDATS À L'ÉLECTION

Les normes des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« **ACVM** ») recommandent qu'au moins la majorité des administrateurs soient indépendants. Agissant sur la recommandation du CRHR, le conseil a la responsabilité de déterminer si chaque administrateur est indépendant ou non. Pour guider cette analyse, le conseil se réfère aux critères d'indépendance des administrateurs des ACVM qui prévoient qu'est indépendant un administrateur qui n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Société, ce qui comprend une relation, qui de l'avis du conseil, pourrait raisonnablement entraver l'exercice du jugement indépendant de l'administrateur.

L'information concernant les relations qu'entretient chacun des administrateurs avec Québecor ou les sociétés membres de son groupe est recueillie au moyen de l'une ou de plusieurs des sources suivantes : les réponses des administrateurs à un questionnaire détaillé, l'information biographique des administrateurs, les registres internes, des vérifications externes et toute discussion requise avec nos administrateurs. Dans le cadre des évaluations du conseil concernant l'indépendance, celui-ci a examiné les relations qu'entretient chaque administrateur avec Québecor et son actionnaire de contrôle en regard des critères d'indépendance susmentionnés et toutes les opérations, relations et ententes pertinentes avec des sociétés ou des organisations avec qui nos administrateurs peuvent avoir des liens.

Le conseil s'est plus particulièrement penché sur l'indépendance des candidats aux postes d'administrateur de la catégorie B. Mesdames Bélanger et Croteau n'ont aucun lien d'affaires avec la Société ou son actionnaire de contrôle.

Par suite de cette évaluation, le conseil a déterminé que chacun des membres actuels du conseil et chacun des candidats aux postes d'administrateur est indépendant (à l'exception du président du conseil, le très honorable Brian Mulroney et d'Érik Péladeau) et n'a pas de relation importante avec Québecor. Compte tenu de cette analyse, plus de la majorité, soit 75 %, des candidats proposés à l'élection au conseil sont indépendants de la Société.

Le tableau suivant présente l'analyse du statut pour les candidats à l'élection qualifiés de non indépendants.

Candidat à l'élection	Indépendant	Non indépendant	Raison(s) expliquant le statut de non indépendance
Chantal Bélanger	✓		
André P. Brosseau	✓		
Michèle Colpron	✓		
Lise Croteau	✓		
Sylvie Lalande	✓		
Le très honorable Brian Mulroney		✓	Le très honorable Brian Mulroney est associé principal du cabinet Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l., principaux conseillers juridiques de la Société et de ses filiales. De plus, il reçoit des honoraires de consultation (voir le « Tableau de la rémunération des administrateurs » de la présente circulaire).
Robert Paré ¹	✓		
Érik Péladeau		✓	Érik Péladeau a des liens familiaux avec Pierre Karl Péladeau, actionnaire de contrôle et président et chef de la direction de la Société.

- 1- Le statut de Me Robert Paré a été révisé en 2021. Il a été décidé que Me Paré se qualifie désormais à titre d'administrateur indépendant. Me Paré n'est plus associé depuis février 2018 du cabinet Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. (« **Fasken** »), importants conseillers juridiques de la Société et de ses filiales. Depuis février 2018, il agit à titre de conseiller stratégique au sein de Fasken, mais il n'est plus impliqué dans les dossiers de la Société ou de ses filiales.

Administrateur en chef et comités du conseil

Le conseil a nommé une vice-présidente du conseil et administrateur en chef qui est indépendante et tous les membres du comité d'audit et de gestion des risques et du CRHR doivent être indépendants au sens des critères d'indépendance des ACVM. Le conseil a déterminé, en date de la circulaire, que tous les membres du comité d'audit et de gestion des risques et du CRHR sont indépendants.

Séances à huis clos

Une réunion des administrateurs, sans la présence des membres de la direction, est tenue après chaque réunion régulière du conseil et de ses comités, ce qui favorise des discussions libres et ouvertes entre les administrateurs. Cette réunion est suivie d'une réunion à laquelle seuls les administrateurs indépendants discutent en privé. La vice-présidente du conseil et administrateur en chef préside les séances à huis clos.

DIVERSITÉ ET REPRÉSENTATION FÉMININE AU CONSEIL ET À LA HAUTE DIRECTION

La Société reconnaît les avantages de la diversité des genres au sein de son conseil et de sa haute direction tout comme dans le reste de l'entreprise.

En janvier 2017, le conseil, sur recommandation du CRHR, a adopté une Politique sur la sélection des candidats qui est venue formaliser la procédure de sélection des candidats d'alors qui encourageait déjà la recherche de la diversité des expériences chez les candidats.

Dans son évaluation de la composition du conseil, le conseil a recours à des critères objectifs qui tiennent compte des avantages de la diversité et des besoins de la Société. Le conseil reconnaît l'importance du rôle que les membres des groupes désignés, qui possèdent des compétences et de l'expérience pertinentes peuvent jouer en contribuant à la variété des points de vue qui sont exprimés et il est déterminé à augmenter la représentation de ces groupes. Au fil du temps, certains administrateurs doivent être remplacés et, à ce moment-là, des membres des groupes désignés dont la candidature est intéressante sont évalués selon les compétences, les antécédents professionnels, l'expérience et les connaissances dont le conseil et ses comités ont alors besoin. Chaque année, le CRHR évalue si le processus de mise en candidature est efficace et s'il permet à la Société d'atteindre les objectifs en matière de diversité qu'il s'est fixés. Afin de mesurer l'efficacité de la Politique sur la sélection des candidats, le CRHR tient compte de sa recherche et de son examen de la candidature d'éventuels membres du conseil au cours de l'exercice précédent et de la manière dont la Politique sur la sélection des candidats a pu influencer la recherche et l'examen des candidatures. Le CRHR fait rapport au conseil à ce sujet.

En date de la circulaire, aucun membre du conseil ne s'auto-identifie¹ comme handicapé, autochtone, ou comme faisant partie des minorités visibles. La proportion de femmes (50 %) au sein du conseil dépasse de beaucoup celle que l'on retrouve chez la plupart des émetteurs ouverts canadiens. Selon l'examen des données fournies par 610 émetteurs non émergents canadiens en 2021, les organismes de réglementation des valeurs mobilières ont indiqué que la proportion des femmes au sein des conseils s'établissait désormais à 20 %; bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport à l'année passée, ce pourcentage demeure considérablement en deçà de la proportion de femmes au sein du conseil de la Société.

La Politique sur la sélection des candidats prévoit que 40 % des sièges au conseil soient occupés par des femmes. Pour le moment, aucune cible autre qu'en matière de diversité des genres n'a été fixée. La Société a entamé un processus d'élargissement de la Politique sur la sélection des candidats au-delà de la diversité des genres afin d'inclure les membres des groupes désignés.

¹ Les renseignements sur la diversité reposent sur l'auto-identification volontaire des candidats à l'élection au conseil et, par conséquent, ils proviennent exclusivement des personnes qui ont choisi de s'auto-identifier.

Représentation féminine au conseil

Le conseil a toujours été sensible à la question de la représentation féminine au conseil. Il considère que la diversité donne lieu à des échanges plus riches et la présence de femmes qui occupent 50 % des sièges au conseil, dont l'une d'elles est vice-présidente du conseil et administrateur en chef et présidente du CRHR, en témoigne.

La Politique sur la sélection des candidats prévoyait notamment que le conseil visait l'atteinte d'une cible pour la composition du conseil selon laquelle au moins 40 % des sièges seraient occupés par des femmes au plus tard à la levée de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2020. Suite à l'atteinte de cette cible en 2019, la Politique sur la sélection des candidats a été amendée et le conseil s'est engagé à ce que 40 % des sièges au conseil soient occupés par des femmes étant entendu que cette proportion pourrait être temporairement moindre que 40 % pour des raisons exceptionnelles.

Représentation féminine à la direction

La Société accorde une importance au leadership féminin et vise une bonne représentation de femmes à travers l'organisation. En effet, plusieurs femmes occupent actuellement des postes de direction au sein de la Société et de ses filiales et, dans le cadre du processus de planification de la relève, tant la direction que le CRHR s'assurent que les femmes constituent une forte relève à ces postes.

Diverses initiatives ont été mises en place au sein de la Société et ses filiales afin de reconnaître le leadership et la contribution des femmes à tous les niveaux dans l'organisation, de propulser le talent au féminin et d'inspirer les femmes à occuper des fonctions de gestion et ainsi assurer la diversité hommes/femmes à tous les niveaux de gestion. Parmi ces initiatives, au cours de l'année 2021, soulignons celle de Femmes d'exception qui s'est poursuivie en mettant en lumière le talent et le travail de femmes inspirantes auprès des employés. De plus, afin d'encourager et de soutenir la relève des femmes dans le milieu de la production télévisuelle, TVA a poursuivi ses efforts quant à l'atteinte de ses objectifs fixés dans le cadre de son plan d'action adopté en 2019 et visant à atteindre la parité d'ici 2025. Notons dans le rapport publié par TVA en janvier 2022 que 51 % des producteurs des émissions originales diffusées sur les chaînes de TVA en 2021-2022 étaient des femmes. Également, avec l'arrivée de madame Régine Laurent au sein du conseil d'administration de TVA, ce sont maintenant 50 % des sièges au sein du conseil d'administration de TVA qui sont occupés par des femmes. Quant à Québecor, elle a maintenu sa cible d'une composition d'au moins 40 % de femmes au sein de son conseil, avec 44 % des sièges occupés par des femmes depuis 2019. Finalement, Vidéotron est fière de soutenir, par sa contribution au Fonds Québecor, le programme de bonification de l'actionariat au féminin, lancé en 2021, afin de développer et de commercialiser des contenus audiovisuels adaptés aux marchés hors Québec et internationaux.

Le tableau suivant présente un portrait de la représentation féminine au sein de Québecor et ses filiales en date du 31 décembre 2021.

	Femmes	Femmes occupant un poste de gestion (excluant VP et +)	Femmes occupant un poste de VP et +	Comités de direction
Québecor	61,2 %	48,4 %	28,6 %	38,1 %
TVA	47,6 %	52,5 %	39,1 %	33,3 %
Groupe Sports & Divertissement	43,7 %	50,0 %	16,7 %	28,6 %
Vidéotron	29,3 %	27,4 %	22,7 %	25,0 %
Secteurs livres, journaux et numérique	46,5 %	46,4 %	20,0 %	55,6 %
Pourcentage total	36,2 %	36,2 %	27,5 %	46,3 %

La Société n'a pas adopté de cibles ou des proportions spécifiques en matière de diversité pour des postes de direction puisque les nominations sont fondées sur un ensemble de critères dont les mérites de la personne ainsi que son expérience et ses compétences. Toutefois, les nominations de membres de la direction prennent notamment en compte, le niveau de représentation des femmes à des postes de direction.

APPARTENANCE COMMUNE À D'AUTRES CONSEILS

Le conseil ne limite pas le nombre de ses administrateurs qui siègent au même conseil d'un autre émetteur assujéti, mais il revoit cette information et estime pertinent de la communiquer. En date des présentes, aucun des candidats à l'élection ne siège à d'autres conseils d'émetteurs assujétis avec un autre candidat.

MANDAT DU CONSEIL

Le conseil de la Société est ultimement responsable de la gestion de l'entreprise dans son ensemble et de la direction de ses opérations. Le conseil de la Société a approuvé et adopté un mandat officiel qui décrit la composition, les responsabilités et le mode de fonctionnement du conseil (le « **mandat du conseil** »). Le mandat du conseil est revu chaque année par le CRHR qui, lorsqu'il le juge à propos, recommande au conseil d'y apporter des modifications.

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est chargé de la supervision de la gestion des affaires commerciales et internes de la Société, avec comme objectif l'augmentation de la valeur pour les actionnaires. Même si la direction gère les activités quotidiennes, le conseil a un devoir de gérance et, à ce titre, il doit superviser de façon efficace et indépendante les activités de la Société.

Une copie du mandat du conseil est jointe aux présentes à titre d'annexe « B » et est également disponible sur le site Web de la Société au www.quebecor.com.

DESCRIPTIONS DE FONCTIONS

Les descriptions de fonctions sont revues annuellement par le CRHR qui, lorsqu'il le juge à propos, recommande au conseil d'y apporter des modifications.

Président du conseil

Le président du conseil voit au bon fonctionnement du conseil. Il doit s'assurer que le conseil s'acquitte efficacement des tâches liées à son mandat et que les administrateurs comprennent clairement et respectent les limites entre les responsabilités du conseil et celles de la direction.

Vice-présidente du conseil et administrateur en chef

La vice-présidente du conseil et administrateur en chef remplit toutes les fonctions dévolues au président du conseil lors de son absence ou incapacité d'agir, notamment présider les réunions du conseil et les assemblées annuelles des actionnaires. Elle assiste le président du conseil dans ses fonctions. Le président du conseil n'étant pas un administrateur indépendant, la vice-présidente du conseil et administrateur en chef préside les réunions des administrateurs indépendants qui sont tenues à huis clos afin de donner aux administrateurs l'opportunité de discuter de façon ouverte de certains sujets. Elle aide le conseil à agir indépendamment de la direction et de tout actionnaire important de la Société.

Président de comité

Selon les descriptions de fonctions de chacun des présidents de comité, le rôle principal de ceux-ci est de s'assurer que leur comité respectif s'acquitte efficacement des tâches liées à son mandat. Les présidents de comité doivent rendre compte régulièrement au conseil des activités de leur comité.

Responsabilités du président et chef de la direction

Le conseil a élaboré et approuvé une description des responsabilités du président et chef de la direction de la Société.

Le président et chef de la direction est notamment chargé de la mise en œuvre des objectifs stratégiques et d'affaires de la Société et de l'exécution des décisions du conseil. Il doit de plus mettre en place les processus requis afin de favoriser au sein de l'organisation une culture d'entreprise basée sur l'intégrité, la discipline et la rigueur financière.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le conseil supervise et dirige le processus de planification stratégique de la Société de manière à s'assurer que la direction établisse et mette en œuvre des stratégies appropriées. Il incombe principalement à la direction de présenter et de recommander le plan stratégique et d'expliquer les options stratégiques qui s'offrent à la Société ainsi que les éléments clés du plan.

Le conseil tient habituellement une séance de deux jours chaque année, qui est axée expressément sur la planification stratégique et dans le cadre de laquelle il obtient des comptes rendus de la direction principale et des dirigeants des différentes unités d'affaires sur des sujets pertinents. Cette séance, qui est consacrée exclusivement à ces sujets, permet une discussion et un examen approfondis des risques et des perspectives ainsi que des impératifs stratégiques.

PLANIFICATION DE LA RELÈVE

Le conseil, appuyé en cela par le CRHR, s'assure qu'un plan de relève est en place pour les membres de la haute direction de la Société. Le CRHR revoit annuellement et analyse le plan de relève préparé par la direction de Québecor et fait rapport au conseil. Ce plan de relève est soumis pour l'ensemble des secteurs d'activités. Ainsi, la relève provient de l'ensemble des talents de Québecor et de ses filiales, ce qui permet d'assurer la meilleure relève pour les postes de haute direction. Le processus de planification annuelle de la relève vise trois groupes : la relève de la haute direction, les postes jugés critiques par la direction ainsi que les hauts potentiels de l'ensemble de l'organisation. Ceci n'empêche pas par ailleurs d'envisager pour certains postes une relève provenant de l'externe.

Au cours de ce processus, le profil des compétences des personnes occupant des postes clés et leur relève est analysé de façon approfondie par le CRHR. Les hauts potentiels de l'entreprise sont ainsi identifiés et la direction s'assure que leur développement professionnel est à l'avant-plan pour chacun d'eux. Le processus de planification de la relève est mis en œuvre pour toutes les unités d'affaires, afin d'assurer une gestion efficace des talents.

ORIENTATION ET FORMATION CONTINUE

Le mandat du CRHR prévoit qu'il est responsable d'élaborer et de revoir le programme d'orientation et de formation continue à l'intention des administrateurs. Les administrateurs ont accès en tout temps, via le portail électronique qui leur est dédié, au guide à l'intention des administrateurs (le « **Guide** »), lequel est mis à jour sur une base continue. Ce Guide contient notamment les mandats et les plans de travail du conseil et des comités, le code d'éthique, les principales politiques ainsi que des renseignements utiles sur la Société.

Lors de leur nomination, les nouveaux administrateurs sont conviés à une séance d'orientation portant, entre autres, sur le fonctionnement du portail électronique de la Société leur permettant notamment de repérer toute l'information utile sur Québecor contenue au Guide. La vice-présidente du conseil et administrateur en chef, de concert avec le secrétaire corporatif, les accompagnent dans l'apprentissage de leur rôle d'administrateur de la Société et les informent des pratiques de la Société en matière de gouvernance et notamment du rôle du conseil, de ses comités et de chaque administrateur. De plus, les nouveaux administrateurs ont accès, via le portail électronique qui leur est dédié, aux textes des présentations faites lors des journées de formation antérieures à leur nomination. La haute direction de Québecor fournit des renseignements historiques et prospectifs relativement à la position sur le marché, à l'exploitation et à la situation financière de la Société, et ce, afin de s'assurer que les nouveaux administrateurs comprennent la nature, le fonctionnement et les orientations de la Société.

Également, les membres de la direction font régulièrement des présentations au conseil sur les principaux secteurs d'activités de Québecor et sur les grandes tendances anticipées quant à ses principales activités. Les administrateurs participent aux

journees strategiques du conseil où les grandes orientations ainsi que les plans strategiques de la Société et de ses filiales sont présentés et approuvés.

Les administrateurs ont également accès via le portail électronique à des rapports d'analystes, des rapports médiatiques et d'autres documents susceptibles de les tenir informés de toute évolution touchant la Société ou son contexte réglementaire. Ils peuvent communiquer en tout temps avec les membres de la direction pour discuter de présentations au conseil ou d'autres questions d'intérêt.

Chaque année, le conseil tient une journée de formation au cours de laquelle les administrateurs reçoivent de l'information plus exhaustive sur certains aspects techniques ou sur les activités de la Société et ses filiales. En 2021, les administrateurs ont notamment reçu les présentations suivantes :

- Une mise à jour sur les tendances de marché;
- Une présentation sur la numérisation des contenus à des fins de distribution et sur la plateforme universelle;
- Une présentation sur la virtualisation des réseaux; et
- Une formation sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (« **ESG** »).

Consciente de l'importance pour les administrateurs de maintenir à jour leurs connaissances et habilités, à se perfectionner et à acquérir de nouvelles compétences pertinentes à leur fonction, la Société offre aux administrateurs d'assister à des sessions de formation organisées par des firmes spécialisées sur des sujets d'intérêt, dont elle assume les coûts. Ces formations portent notamment sur la gouvernance, l'environnement réglementaire, la gestion stratégique, la gestion du risque, les ressources humaines, la gestion de la performance, la planification de la relève, l'information et la gestion financière ainsi que sur les critères ESG. En 2021, les administrateurs ont assisté à un certain nombre d'événements de la sorte dans divers domaines pertinents à leur rôle d'administrateur.

Par ailleurs, plusieurs administrateurs participent de leur propre initiative à divers événements de formation portant sur des sujets liés à l'exercice du rôle d'administrateur par des établissements d'enseignement, des ordres professionnels ou des organismes similaires, ou agissent à titre de conférenciers sur des sujets liés à la fonction d'administrateur de sociétés.

INTERACTION AVEC LES ACTIONNAIRES

Le conseil croit en l'importance d'un dialogue ouvert et constructif avec les actionnaires. Au cours des dernières années, la Société a posé des gestes concrets pour améliorer ses communications avec ses actionnaires notamment grâce aux pratiques suivantes :

- Le site Web de la Société où l'on retrouve une section dédiée aux relations avec les investisseurs de la Société;
- Les conférences téléphoniques avec les analystes financiers, les investisseurs institutionnels et les actionnaires où sont présentés et commentés les résultats annuels et trimestriels de la Société;
- Les initiatives continues en matière de relations avec les investisseurs et la participation à des conférences reliées au secteur;
- Les échanges avec des groupes de défense des actionnaires et les investisseurs; et
- Publication d'un rapport sur la responsabilité sociale d'entreprise (« **RSE** ») à l'intérieur du rapport d'activité et d'un feuillet résumant les initiatives de la Société en matière ESG.

De plus, notre service des relations avec les investisseurs répond à toute demande ou question reçue des actionnaires. Toute personne peut communiquer avec ce service par courriel à relations.investisseurs@quebecor.com et leur demande sera acheminée à la personne concernée.

Sensible aux préoccupations des actionnaires, le conseil a également mis en place plusieurs mesures, principalement :

- L'adoption du vote consultatif sur l'approche du conseil en matière de rémunération de la haute direction;
- La divulgation séparée des votes par catégorie d'actions, comme on peut le voir sur SEDAR à www.sedar.com;

- L'adoption d'une politique pour favoriser la présence des femmes au conseil fixant à 40 % le nombre de sièges au conseil devant être occupés par des femmes;
- L'adoption d'une politique de récupération de la rémunération incitative versée pour certains membres de la haute direction;
- L'adoption de restrictions en matière de négociation et d'opérations de couverture;
- L'adoption d'une politique de détention minimale à l'intention des administrateurs; et
- L'adoption d'une politique de détention minimale des hauts dirigeants en matière d'actionnariat.

Le conseil et ses comités examinent et passent en revue d'autres initiatives en matière d'interaction qu'ils estiment susceptibles de renforcer l'engagement à long terme de la Société envers ses actionnaires, afin de promouvoir les processus permettant aux actionnaires d'exprimer leurs points de vue sur les questions de gouvernance et de rémunération et d'autres sujets. La Société est d'avis qu'une telle interaction l'aide à s'acquitter de ses responsabilités au mieux de ses intérêts, de ceux de ses actionnaires et les autres parties prenantes.

RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE

En matière de responsabilité sociale, la Société reconnaît l'importance de maintenir de bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance pour créer une valeur durable pour ses actionnaires et les autres parties prenantes. Québecor surveille l'évolution des projets de règlements proposés par les ACVM, dont notamment le Règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques, et procède à des travaux internes dans le but éventuellement d'adopter le cadre de divulgation ESG qui sera exigé par les ACVM.

Depuis plusieurs années, Québecor s'est donné comme mission de s'impliquer et de faire une différence dans sa communauté. Dans le cadre de cet engagement, la Société a mis sur pied un comité RSE composé de gestionnaires et professionnels de Québecor, qui effectue une veille des tendances, développe les orientations et coordonne les initiatives dans ce domaine. Le comité RSE fait rapport de ses activités à la haute direction ainsi qu'au CRHR.

Québecor a à cœur de contribuer à la vitalité économique, sociale et culturelle du Québec et sa stratégie RSE se déploie à travers chacun des engagements suivants :

- **L'engagement philanthropique** : Québecor s'investit activement dans la culture et la collectivité québécoise en soutenant des causes qui font une réelle différence dans plusieurs sphères de la Société;
- **L'engagement envers les employés** : consciente que les employés constituent sa plus grande valeur, Québecor s'engage à leur offrir une expérience de travail stimulante, mobilisante, équilibrée et saine; et
- **L'engagement envers l'environnement** : Québecor pose des gestes concrets afin de réduire son empreinte écologique et elle encourage ses clients, ses fournisseurs et la population à faire de même.

En 2021, Québecor a mis en place et continué plusieurs initiatives de responsabilité sociale d'entreprise. En voici quelques exemples:

- Plus de 400 organismes ont été soutenus représentant un engagement philanthropique d'une valeur de plus de 27 M\$ en 2021 dont la Fondation Autiste & majeur, la Fondation Émergence, l'organisme Les Petits Frères, la Fondation des artistes, la Fondation de la langue française, le CHUM et la Tablée des chefs;
- Afin de lutter contre les changements climatiques, Québecor a poursuivi son plan d'action visant à accélérer l'électrification de la totalité de ses quelque 1 100 véhicules d'ici 2030, dont plus de 200 véhicules de Vidéotron d'ici 2024. Basé sur les émissions actuelles de l'entreprise, avec un parc de véhicules 100 % électriques, Québecor diminuera ses émissions de gaz à effet de serre de plus de 50 %;
- Initié il y a 10 ans, le programme *On recycle* de Vidéotron a permis de collecter plus de 10 millions de produits et accessoires électroniques à des fins de réemploi et de recyclage;
- Vidéotron est signataire de l'Accord volontaire canadien d'efficacité énergétique pour les petits équipements de réseau en vertu duquel elle s'engage à ce que 90 % de ses nouveaux modems, routeurs et petits équipements de réseau respectent des cibles rigoureuses d'efficacité énergétique;
- Québecor, en collaboration avec ses filiales TVA et MELS, le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) et le Conseil québécois des événements écoresponsables (CQEER) ont lancé l'initiative *On tourne vert* qui permettra

d'encourager l'implantation de pratiques écoresponsables à toutes les étapes de la production audiovisuelle, pour l'ensemble des projets tournés au Québec;

- Depuis la création des Bourses Pierre-Péladeau, 2,5 M\$ ont été remis à de jeunes entrepreneurs afin de soutenir le démarrage de leur entreprise dont plus d'une cinquantaine sont toujours en activité;
- Québecor a bonifié son Programme santé et mieux-être pour encourager ses employés à se maintenir en santé sur les plans physique, psychologique, financier et social; une aide qui s'est avérée particulièrement importante dans le contexte de la pandémie et du télétravail; et
- Des formations obligatoires sur la protection des renseignements personnels et sur la cybersécurité sont données à tous les employés et consultants sur une base trimestrielle.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, nous vous référons au Rapport d'activités de Québecor qui peut être consulté à la section Investisseurs ainsi qu'à la section Responsabilité sociale du site Web de Québecor au www.quebecor.com.

ÉTHIQUE COMMERCIALE ET DIVERSES POLITIQUES INTERNES

La réputation de la Société ainsi que la confiance que lui témoignent ceux avec qui elle fait affaire sont indissociables de son succès. Québecor est soucieuse de gérer son entreprise dans le respect de certaines valeurs qui répondent aux plus hautes normes d'intégrité et d'excellence.

Dans cette optique, la Société a adopté un code d'éthique (le « **Code** ») afin de s'assurer que ses administrateurs, dirigeants et employés ainsi que ceux de ses filiales (à l'exception de TVA et Vidéotron qui ont chacune leur propre code d'éthique) agissent en accord avec ces valeurs. Le Code est remis à tous les employés au moment de leur embauche et ces derniers s'engagent à le respecter.

La personne responsable des ressources humaines de QMI, conjointement avec le vice-président, Audit interne de QMI, ont la responsabilité de diffuser annuellement le Code à tous les employés et d'obtenir d'eux la confirmation qu'ils en ont pris connaissance. Tous les deux ans, la Société procède à une révision complète du Code afin de s'assurer qu'il reflète l'évolution de l'industrie dans laquelle elle exerce ses activités. Un nouvel exemplaire du Code est mis à la disposition des employés lorsqu'une révision a lieu. De plus, la Société a mis en place un programme de formation auprès de l'ensemble des adhérents au Code sur des sujets comme la cybersécurité, la protection des données personnelles et le harcèlement.

La dernière révision du Code s'est faite en 2021. Celui-ci a fait l'objet d'une mise à jour afin, notamment, d'harmoniser les sections portant sur la prévention du harcèlement psychologique et la violence en milieu de travail avec le nouveau règlement sur le même sujet adopté par le gouvernement fédéral le 1^{er} janvier 2021. Il est disponible sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de la Société à www.quebecor.com. Le CRHR examine et approuve toutes les modifications qui y sont apportées.

Le vice-président, Audit interne de QMI fait rapport trimestriellement au comité d'audit et de gestion des risques concerné sur les plaintes en matière d'éthique (portant sur les conflits d'intérêts, les dossiers et registres de la Société, l'utilisation des biens de la Société et l'information confidentielle), les transactions d'initiés, les fonds de la Société et la conduite en matière de concurrence qui lui ont été rapportés via la ligne de dénonciation de manquements à l'éthique exploitée par un tiers indépendant et/ou directement au service des ressources humaines et les actions prises par l'entreprise afin de corriger la situation si nécessaire. Le président du comité d'audit et de gestion des risques en fait rapport à chaque réunion régulière du conseil. Le vice-président, Audit interne de QMI fait également rapport annuellement au CRHR sur l'ensemble des plaintes reçues.

Ni le conseil, ni le CRHR, n'ont accordé de dérogation au Code à un administrateur ou à un membre de la haute direction au cours des douze derniers mois et pour l'ensemble de 2021. Par conséquent, aucune déclaration de changement important n'a été nécessaire ni déposée.

Le comité d'audit et de gestion des risques revoit les opérations entre apparentés. Tous les ans, les administrateurs et les hauts dirigeants de la Société doivent déclarer dans un questionnaire tout conflit d'intérêts et ils ont l'obligation d'aviser la Société par la suite si leur situation venait à changer. Le secrétaire corporatif de la Société révise les questionnaires complétés par les administrateurs et fait rapport au CRHR à propos de tout manquement, réel ou appréhendé, aux dispositions du Code en matière de conflits d'intérêts. Lorsqu'un administrateur se trouve dans une situation de conflit d'intérêts lors de toutes

discussions ayant lieu lors d'une réunion du conseil ou de l'un de ses comités, il doit déclarer son intérêt et se retirer de façon à ne pas prendre part aux discussions ou aux décisions qui seront prises, le cas échéant. Ceci est noté au procès-verbal de la réunion.

En plus de veiller au respect du Code, le conseil a adopté diverses politiques internes pour encourager et promouvoir une culture d'éthique commerciale.

Ainsi, une politique relative à l'utilisation d'informations privilégiées et aux transactions d'initiés a été approuvée par le conseil et rappelle aux administrateurs, membres de la direction et employés de la Société qui disposent d'information confidentielle susceptible d'affecter le cours ou la valeur au marché des titres de la Société ou de toute tierce entreprise partie à des négociations importantes, qu'il est interdit de transiger les actions de Québecor ou de l'autre entreprise concernée, tant que l'information n'a pas été intégralement diffusée et qu'un délai raisonnable ne se soit écoulé depuis sa diffusion publique. De plus, les administrateurs et dirigeants de la Société, et toutes les autres personnes qui sont des initiés de Québecor, ne peuvent transiger les titres de Québecor durant certaines périodes d'interdiction prévues à ladite politique. Cette politique inclut également l'interdiction pour les initiés assujettis d'acheter des instruments financiers tel que plus amplement décrit à la rubrique « Pratiques en matière de gestion des risques liés à la rémunération » de l'analyse de la rémunération de la circulaire.

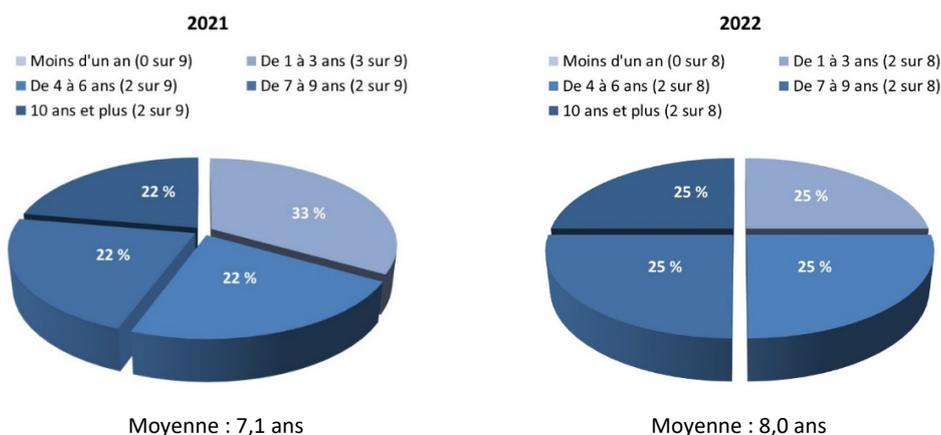
Enfin, la politique de communication de l'information encadre les communications de la Société à l'intention du public investisseur afin que celles-ci soient diffusées en temps opportun, qu'elles soient conformes aux faits et exactes et largement diffusées conformément aux exigences légales et réglementaires pertinentes.

DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS ET ÂGE LIMITE POUR SIÉGER AU CONSEIL

La Société n'a pas fixé un âge limite pour siéger au conseil ni établi de limite pour la durée du mandat des administrateurs. Le CRHR et le conseil sont d'avis que le fait d'obliger les administrateurs à prendre leur retraite à un certain âge priverait le conseil de l'apport précieux d'administrateurs qui ont acquis au fil des ans une expérience, une expertise et une connaissance approfondie de la Société. Nous croyons qu'un administrateur peut agir de façon indépendante de la direction même s'il siège au conseil depuis plusieurs années.

La Société considère que les critères qui devraient prévaloir dans le choix des candidats au poste d'administrateur sont les connaissances et l'expérience du candidat. Elle s'efforce cependant d'atteindre un équilibre entre le besoin de compter dans ses rangs des membres ayant une expérience approfondie de la Société d'une part, et le besoin de se renouveler et d'avoir de nouvelles perspectives d'autre part. On retrouve à la section composition du conseil de la présente rubrique une description des mécanismes de renouvellement au conseil.

Tel que le démontrent les diagrammes suivants, le nombre moyen d'années d'ancienneté des administrateurs qui siégeaient au conseil en 2021 était de 7,1 ans et sera de 8,0 ans pour ceux dont l'élection est proposée en 2022. Ceci est de nature à créer un sain équilibre au conseil entre un apport de longue date (plus particulièrement celui du président du conseil) qui permet d'assurer une stabilité, et une vision plus nouvelle.



Si l'on tient compte des 22 années où Érik Péladeau a siégé au conseil de Québecor, soit de janvier 1988 à mai 2010, la moyenne serait de 9,6 années pour 2021 et de 10,8 années pour 2022.

ÉVALUATION

Le mandat du conseil prévoit qu'il a la responsabilité d'évaluer le conseil dans son ensemble. Ainsi, chaque président de comité rend compte au conseil sur une base annuelle du travail effectué au cours du dernier exercice financier et dépose une attestation indiquant si le comité a couvert les éléments requis par son mandat.

Il revient à la vice-présidente du conseil et administrateur en chef d'évaluer la contribution de chacun des administrateurs au moyen d'un questionnaire confidentiel qui évalue l'efficacité du fonctionnement du conseil et de rencontres individuelles. Lors de ces rencontres, la vice-présidente du conseil et administrateur en chef revoit notamment avec chaque administrateur l'évaluation faite par chacun d'eux de l'efficacité du conseil et des comités ainsi que la contribution de ses membres. Rapport en est fait au président du conseil et au conseil sur une base annuelle et cette évaluation est prise en compte par le CRHR dans son analyse de la composition du conseil. Par ailleurs, le conseil évalue annuellement en collégialité le président du conseil et la vice-présidente du conseil et administrateur en chef lors d'une réunion à huis clos. Le conseil attache beaucoup d'importance à la conduite de telles évaluations sans avoir recours à un consultant externe. Ceci permet d'avoir une approche taillée sur mesure et de bénéficier de l'apport de chaque administrateur individuellement.

PRÉSENCES AUX RÉUNIONS DU CONSEIL ET DES COMITÉS

Le tableau ci-dessous indique la présence des administrateurs aux réunions du conseil et de ses comités tenues au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Administrateurs	Conseil et comités	Présence aux réunions
Chantal Bélanger	Conseil	10/10
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
André P. Brosseau	Conseil	10/10
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	8/8
Michèle Colpron	Conseil	10/10
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
Lise Croteau	Conseil	10/10
	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	8/8
Sylvie Lalande	Conseil	10/10
	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	8/8
Brian Mulrone	Conseil	10/10
Robert Paré	Conseil	9/10
Érik Péladeau	Conseil	10/10
Normand Provost	Conseil	10/10
	Comité d'audit et de gestion des risques	8/8
Taux de participation	Réunions du conseil	99 %
	Réunions des différents comités	100 %

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Dans un souci d'économie et d'efficacité, les conseils d'administration de la Société et de QMI sont miroirs, c'est-à-dire que les administrateurs de la Société sont également administrateurs de QMI. Le coût des honoraires et jetons de présence payables aux administrateurs est assumé à 40 % par la Société et à 60 % par QMI, à l'exception des honoraires du président du conseil et de la vice-présidente du conseil et administrateur en chef de la Société qui sont assumés à 50 % par la Société.

Le CRHR a la responsabilité de revoir la rémunération des administrateurs et de recommander tout ajustement jugé nécessaire. La rémunération des administrateurs n'a connu aucune augmentation depuis 2015.

Tous les administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société ont reçu, au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2021, la rémunération suivante :

Rémunération annuelle	(\$)
Présidence du conseil ¹	390 000
Vice-présidence du conseil et administrateur en chef	20 000
Honoraires de base des administrateurs	110 000
Présidence du comité d'audit et de gestion des risques	30 000
Présidence du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	26 000
Membres du comité d'audit et de gestion des risques (sauf la présidence)	15 000
Membres du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise (sauf la présidence)	17 000
Membres du comité exécutif (QMI seulement)	5 000

1. Le président du conseil ne touche pas de rémunération additionnelle à titre d'administrateur.

Régime d'UAD à l'intention des administrateurs

Dans le but de rapprocher davantage les intérêts des administrateurs de ceux de ses actionnaires, la Société a mis en place un régime d'UAD à l'intention des administrateurs (le « régime d'UAD »). Aux termes du régime d'UAD, chaque administrateur a l'obligation de recevoir une portion de sa rémunération sous forme d'UAD, cette portion étant égale à au moins 50 % des honoraires de base à titre d'administrateur (« portion obligatoire »). Sous réserve de certaines conditions, chaque administrateur peut choisir de recevoir sous forme d'UAD jusqu'à 100 % de la rémunération globale qui lui est payable à l'égard de ses services à titre d'administrateur, y compris le solde de sa rémunération annuelle à titre d'administrateur et tous les autres honoraires qui lui sont payables. Lorsque l'administrateur atteint le seuil de détention minimale requis décrit à la rubrique « Politique de détention minimale des administrateurs » de la présente circulaire, la portion obligatoire est réduite à un minimum de 10 % de ses honoraires de base annuels à titre d'administrateur.

Le compte de l'administrateur établi aux termes du régime d'UAD est crédité, le dernier jour de chaque trimestre financier de la Société, du nombre d'UAD établi en fonction des sommes payables à chaque administrateur à l'égard du trimestre financier en question, divisé par la valeur d'une UAD. Aux fins de l'inscription des UAD au crédit d'un administrateur, la valeur d'une UAD à une date donnée correspond au cours moyen pondéré des actions catégorie B à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement cette date. Les UAD prennent la forme d'une inscription en compte et les UAD portées au crédit du compte d'un administrateur ne peuvent être converties en espèces tant que l'administrateur demeure

membre du conseil. Les UAD ne sont pas cessibles autrement que par testament ou autre document testamentaire ou conformément aux lois en matière de dévolution successorale.

Les UAD donnent le droit de recevoir des dividendes versés sous forme d'UAD additionnelles au même taux que celui qui s'applique, de temps à autre, aux dividendes versés sur les actions catégorie B.

Après qu'il ait cessé d'être un administrateur de la Société, le régime d'UAD prévoit que la totalité ou une partie des UAD créditées au compte de l'administrateur est rachetée à sa demande par la Société et sa valeur lui est payée. Le rachat de toutes les UAD doit avoir lieu au plus tard le 15 décembre de la première année civile suivant celle où l'administrateur a cessé d'être admissible à titre de participant au régime d'UAD. La Société a racheté 243 UAD au cours du dernier exercice. Aux fins du rachat d'UAD, la valeur d'une UAD correspond à la valeur marchande d'une action catégorie B à la date de rachat, soit le cours de clôture des actions catégorie B à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de rachat.

Politique de détention minimale des administrateurs

Le conseil de la Société a adopté une politique de détention minimale des administrateurs qui est entrée en vigueur le 7 mai 2015. Depuis cette date, chaque administrateur de la Société qui n'est pas membre de la direction doit, dans un délai de cinq ans suivant (i) le moment où il se joint au conseil de la Société ou (ii) la date d'adoption de la politique de détention minimale des administrateurs, selon l'échéance la plus tardive, devenir propriétaire d'actions ou d'UAD de la Société dont la valeur représente au moins trois fois le total des honoraires de base annuels reçus à titre d'administrateur (le « **seuil de détention minimale** ») et, dans le cas du président du conseil, une somme équivalente au seuil de détention minimale prescrit pour les administrateurs.

Une fois le délai de cinq ans expiré, chaque administrateur qui n'est pas membre de la direction devra maintenir une telle détention minimale pendant toute la durée de son mandat. Les tableaux suivants fournissent le détail de la rémunération annuelle et des jetons de présence versés aux administrateurs pour l'année 2021, ainsi qu'un sommaire de la répartition des honoraires.

Tableau de la rémunération des administrateurs

Nom	Honoraires				Attributions fondées sur des actions		Autre rémunération (\$)	Rémunération totale versée (\$)
	Rémunération annuelle de base (\$)	Rémunération président de comité (\$)	Rémunération membre de comité (\$)	Total des honoraires (\$)	Attributions en vertu du Régime d'UAD (\$) ¹	Dividendes versés sous forme d'UAD (\$)		
Chantal Bélanger	68 750	–	15 000	83 750 ²	41 250	14 321	10 000 ³	149 321
André P. Brosseau	68 750	5 000	32 000	105 750 ⁴	41 250	31 196	10 000 ³	188 196
Michèle Colpron	68 750	–	15 000	83 750 ⁵	41 250	5 297	10 000 ³	140 297
Lise Croteau	68 750	–	17 000	85 750 ⁶	41 250	4 405	–	131 405
Sylvie Lalande	68 750	46 000 ⁷	–	114 750 ⁸	41 250	80 353	150 000 ⁹	386 353
Brian Mulrone	390 000	–	–	390 000 ¹⁰	–	226 256	100 000 ¹¹	716 256
Robert Paré	68 750	–	5 000	73 750 ¹²	41 250	40 567	–	155 567
Érik Péladeau	68 750	–	3 173	71 923 ¹³	41 250	30 763	760 977 ¹⁴	904 913
Normand Provost	68 750	30 000	5 000	103 750 ¹⁵	41 250	33 781	25 000 ¹⁶	203 781
TOTAL	940 000	81 000	92 173	1 113 173	330 000	466 939	1 065 977	2 976 089

1. Représente la portion obligatoire en vertu du régime d'UAD.

2. De cette somme, madame Bélanger a choisi de recevoir l'équivalent de 52 500 \$ en UAD.

3. Rémunération à titre de membre du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron.

4. De cette somme, monsieur Brosseau a choisi de recevoir l'équivalent de 69 000 \$ en UAD.

5. De cette somme, madame Colpron a choisi de recevoir l'équivalent de 52 500 \$ en UAD.

6. De cette somme, madame Croteau a choisi de recevoir l'équivalent de 10 800 \$ en UAD.

7. Cette somme inclut la rémunération que madame Lalande a reçue à titre de vice-présidente du conseil et administrateur en chef.

8. De cette somme, madame Lalande a choisi de recevoir l'équivalent de 75 750 \$ en UAD.

9. Rémunération à titre de présidente du conseil de TVA. De cette somme, 15 000 \$ ont été versés sous forme d'UAD de TVA.

10. De cette somme, monsieur Mulrone a choisi de recevoir l'équivalent de 146 250 \$ en UAD.

11. Rémunération à titre de consultant.

12. De cette somme, monsieur Paré a choisi de recevoir l'équivalent de 45 000 \$ en UAD.

13. De cette somme, monsieur Péladeau a choisi de recevoir l'équivalent de 43 173 \$ en UAD.

14. Rente annuelle de retraite. Cette rente a été acquise au cours des 32 années où monsieur Péladeau fut à l'emploi de la Société et de QMI.

15. De cette somme, monsieur Provost a choisi de recevoir l'équivalent de 67 500 \$ en UAD.

16. Rémunération à titre de président du comité d'audit et de gestion des risques de Vidéotron.

Ventilation des honoraires reçus à titre d'administrateurs de Québecor et ses filiales

Nom	Répartition des honoraires	
	Au comptant (\$)	En UAD (\$)
Chantal Bélanger	41 250	108 071
André P. Brosseau	46 750	141 446
Michèle Colpron	41 250	99 047
Lise Croteau	74 950	56 455
Sylvie Lalande	174 000	212 353
Brian Mulroney	343 750	372 506
Robert Paré	28 750	126 817
Érik Péladeau	789 727	115 186
Normand Provost	61 250	142 531
Total	1 601 677	1 374 412

Attributions fondées sur des actions

Le tableau suivant indique, pour chaque administrateur, les UAD de la Société en cours au 31 décembre 2021. À cette même date, les administrateurs détenaient ensemble une valeur totale de 12 550 847 \$ en UAD et ne détenaient aucune option d'achat d'actions de la Société.

Administrateurs	Attributions à base d'actions		Détenue minimale rencontrée (v) ou date limite pour la rencontrer
	UAD dont les droits n'ont pas été acquis (#)	Valeur marchande ou de paiement des UAD dont les droits n'ont pas été acquis ¹ (\$)	
Chantal Bélanger	14 573	409 938	v
André P. Brosseau	30 486	857 571	v
Michèle Colpron	6 182	173 900	mars 2025
Lise Croteau	4 792	134 799	juin 2024
Sylvie Lalande	76 288	2 145 981	v
Brian Mulroney	212 352	5 973 462	v
Robert Paré	38 878	1 093 638	v
Érik Péladeau	29 752	836 924	v
Normand Provost	32 870	924 633	v

1. La valeur marchande des UAD est fondée sur le cours moyen pondéré des actions catégorie B à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de négociation précédant immédiatement le 31 décembre 2021, lequel s'établissait à 28,13 \$ l'action. En vertu du régime d'UAD, les UAD ne deviennent acquises que lorsque l'administrateur cesse d'être membre du conseil.

INFORMATION SUR LES COMITÉS

Le conseil a mis sur pied deux comités permanents, soit le comité d'audit et de gestion des risques et le CRHR, qui se composent tous d'administrateurs indépendants, afin de faciliter l'exercice de ses fonctions et de ses responsabilités et de remplir les exigences des lois et des règlements applicables. Le conseil nomme habituellement les membres des comités pour un mandat d'un an après l'assemblée annuelle des actionnaires. Pour connaître la nouvelle composition des comités après l'assemblée, veuillez consulter la page Gouvernance de la section Investisseurs du site Web de la Société, au www.quebecor.com.

COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES



Président : Normand Provost

Membres : Chantal Bélanger, André P. Brosseau et Michèle Colpron

Mandat

Le comité d'audit et de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance i) de l'efficacité des contrôles internes et financiers, ii) de la qualité et de l'intégrité de la présentation des états financiers et de l'information financière et iii) des processus d'identification et de gestion des risques d'entreprise de la Société. Il surveille également le respect par la Société de ses engagements financiers ainsi que des exigences légales et réglementaires régissant les questions de présentation de l'information financière et de gestion des risques financiers.

La Société intègre par renvoi les informations additionnelles sur son comité d'audit et de gestion des risques qui sont divulguées à la notice annuelle pour son exercice financier terminé le 31 décembre 2021. La notice annuelle est disponible sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société.

Membres

Pour son exercice financier terminé le 31 décembre 2021, le comité d'audit et de gestion des risques était composé de monsieur Normand Provost, à titre de président du comité, de monsieur André P. Brosseau et de mesdames Chantal Bélanger et Michèle Colpron. Tous les membres du comité d'audit et de gestion des risques sont indépendants et ont des compétences financières au sens de la réglementation des ACVM. Des renseignements sur l'expérience de chacun des membres du comité d'audit et de gestion des risques sont également contenus dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Réunions

Le comité d'audit et de gestion des risques tient au moins une réunion par trimestre et rend compte de ses activités au conseil. Les activités qui sont revues par le comité d'audit et de gestion des risques sont décrites dans son mandat et dans son plan de travail annuel. À chaque réunion trimestrielle, le comité d'audit et de gestion des risques a l'occasion de rencontrer en privé, au moyen de séances à huis clos, le chef de la direction financière, l'auditeur interne et les auditeurs externes. De plus, il tient à chaque réunion une séance à huis clos, en l'absence de la direction.

Points saillants de 2021

Le comité d'audit et de gestion des risques a tenu huit réunions en 2021. Au cours de ces réunions, tel que le prévoit son mandat, le comité d'audit et de gestion des risques a continué à se concentrer sur cinq éléments principaux :

- Évaluation de la qualité et de la pertinence de l'information financière communiquée.
- Examen du caractère adéquat des politiques et processus en matière de contrôle interne à l'égard de l'information financière.
- Gestion des risques incluant, notamment, les risques opérationnels liés aux technologies de l'information et à la cybersécurité, ainsi que les risques stratégiques et opérationnels liés à la pandémie de la COVID-19.

- Suivi de l'application des Normes internationales d'information financière (« IFRS »).
- Supervision de tous les aspects des fonctions d'audit interne et externe.

Présentation de l'information financière

- Le comité d'audit et de gestion des risques a assisté aux présentations du chef de la direction financière de la Société et a posé des questions sur les résultats financiers et opérationnels trimestriels et annuels de la Société, y compris à l'égard des informations sectorielles, par rapport aux résultats de périodes antérieures.
- Il a passé en revue avec la direction et l'auditeur externe, la qualité et l'acceptabilité des conventions comptables de la Société et toute proposition de modification de celles-ci, incluant (i) toutes les conventions et pratiques comptables essentielles utilisées (ii) les autres traitements possibles de l'information financière qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, les effets de leur utilisation et le traitement préconisé par l'auditeur externe et (iii) la divulgation et l'effet des éventualités et du caractère raisonnable des provisions, réserves et estimations pouvant avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière.
- Il a vérifié que le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société étaient prêts à attester l'exactitude des états financiers consolidés intermédiaires et annuels et documents d'information connexes, comme l'exigent les lois sur les valeurs mobilières canadiennes, et en a discuté avec eux.
- Il a passé en revue avec la direction et l'auditeur externe les états financiers consolidés annuels audités et les états financiers consolidés trimestriels non audités de la Société et de ses filiales et a obtenu de la direction des explications sur tous les écarts importants avec les périodes correspondantes, avant de recommander au conseil de les approuver et d'approuver leur publication et leur dépôt, y compris les communiqués de presse et les rapports de gestion connexes.
- Il a passé en revue les principaux documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières contenant de l'information financière, y compris la notice annuelle, avant de recommander au conseil de les approuver et d'approuver leur divulgation publique ou leur dépôt auprès des autorités compétentes.

Auditeur externe

- Le comité d'audit et de gestion des risques a surveillé les travaux de l'auditeur externe et a examiné et approuvé le plan d'audit annuel.
- Il a rencontré à tous les trimestres les représentants de l'auditeur externe en l'absence de la direction.
- Il a examiné et autorisé au préalable l'ensemble des services d'audit et approuvé au préalable tous les autres services non liés à l'audit fournis par les auditeurs externes à la Société et ses filiales pour l'exercice 2021.
- Il s'est assuré du respect des exigences légales et réglementaires quant à (i) la rotation des associés de l'auditeur externe responsables des dossiers de la Société et (ii) la participation de l'auditeur externe au programme du Conseil canadien sur la reddition de comptes.
- Il a évalué le caractère adéquat de la politique en matière d'indépendance de l'auditeur externe.
- Il a procédé à l'évaluation annuelle de l'auditeur externe auprès de chaque membre du comité d'audit et de gestion des risques et des employés-clés impliqués dans la gestion financière. L'évaluation a porté notamment sur divers facteurs tels que l'évaluation des qualifications professionnelles de l'associé responsable et de son équipe, la qualité des discussions et échanges survenus avec les représentants de l'auditeur externe au cours de l'exercice, la qualité des plans d'audit ainsi que les honoraires.
- Il a recommandé au conseil de soumettre au vote des actionnaires le renouvellement du mandat de l'auditeur externe pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021. Cette recommandation est faite après considération, notamment, des résultats de l'évaluation annuelle de l'auditeur externe.
- Il a examiné et recommandé au conseil d'approuver la rémunération de l'auditeur externe pour les services d'audit rendus au cours de l'exercice 2020.

Gestion des risques

- Le comité d'audit et de gestion des risques a passé en revue et surveillé la gestion des principaux risques opérationnels de la Société et de ses filiales importantes et a passé en revue les rapports sur les méthodes mises en œuvre par la direction pour protéger les biens et les systèmes d'information de la Société, incluant les aspects de cybersécurité.

- Il a assisté à des présentations périodiques au sujet des stratégies de limitation du risque mises en place par des membres de la haute direction qui sont responsables de risques particuliers.

Contrôles et procédures de communication et contrôle interne

- Le comité d'audit et de gestion des risques a examiné le programme d'audit interne, de même que sa portée et sa capacité d'assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne et l'exactitude de l'information financière qui est communiquée.
- Il a passé en revue les rapports trimestriels sur les activités d'audit interne.
- Il a obtenu l'assurance de l'indépendance et de l'efficacité de la fonction d'audit interne et veillé à ce que la fonction d'audit interne dispose des ressources nécessaires à la réalisation de son mandat.
- Il a passé en revue l'évaluation par les auditeurs internes des systèmes de divulgation de l'information et de contrôle interne et des progrès en matière de limitation des risques de la Société.
- Il a rencontré régulièrement l'auditeur interne en l'absence de membres de la direction. Il a été mis au courant par la direction du suivi des principales questions soulevées dans les rapports d'audit interne.
- Il a vérifié trimestriellement les résultats du processus d'attestation en cascade par les principaux intervenants dans la préparation de l'information financière et le contrôle de la divulgation de l'information, afin que le chef de la direction et le chef de la direction financière bénéficient d'un degré de certitude raisonnable.
- Il a rencontré la direction, l'auditeur interne et l'auditeur externe pour obtenir des rapports d'étape sur le processus de documentation et d'évaluation par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont remis au comité d'audit et de gestion des risques leur rapport sur leur examen de la conception et de l'efficacité du fonctionnement du CIIF au 31 décembre 2020. Aucune faiblesse importante dans la conception ou le fonctionnement du CIIF n'a été notée.
- Il a examiné les rapports sur les litiges du chef des affaires juridiques et sur des questions de conformité aux lois et aux règlements.
- Il a reçu et examiné les rapports trimestriels sur les dénonciations et les plaintes reçues en matière de dénonciation, d'éthique et de contrôles internes et sur la façon dont celles-ci ont été examinées et traitées.

Autres points examinés par le comité d'audit et de gestion des risques

- Il a revu son mandat et a ensuite recommandé qu'il soit soumis à l'approbation du conseil.
- Il a revu et approuvé son plan de travail annuel.
- Il a passé en revue certains secteurs d'activités et filiales de la Société n'ayant pas leur propre comité d'audit.
- Il a pris connaissance de rapports trimestriels en matière de fiscalité, notamment en ce qui concerne tout redressement fiscal et l'incidence de toute charge d'impôt actuelle ou projetée.
- Il a revu l'état des caisses de retraite de QMI et de ses filiales.
- Il a revu et s'est déclaré satisfait de la méthodologie et des bases de calcul utilisées aux fins du régime d'intéressement à court terme des dirigeants de QMI et ses filiales.
- Il a revu les transactions entre apparentés et, sur une base annuelle, le partage des honoraires inter-sociétés.

Le comité d'audit et de gestion des risques s'est acquitté de toutes les tâches rattachées à son mandat pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021. Le comité d'audit et de gestion des risques continuera notamment à superviser régulièrement le processus d'évaluation par la direction et l'efficacité du CIIF de la Société tout au long de 2022.

COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE RÉGIE D'ENTREPRISE



Présidente : Sylvie Lalande

Membres : André P. Brosseau et Lise Croteau

Le CRHR appuie le conseil dans ses responsabilités relatives à la nomination, l'évaluation et la rémunération de la haute direction et à la supervision du processus de planification de la relève et dans l'élaboration de l'approche en matière de régie d'entreprise et à identifier de nouveaux candidats au poste d'administrateur.

Membres

Le CRHR se compose de trois administrateurs indépendants au sens de la réglementation des ACVM, soit Sylvie Lalande, présidente, André P. Brosseau et Lise Croteau. De par leur expérience professionnelle, leur éducation et leur implication au sein de conseils d'administration, tous les membres ont, individuellement et collectivement, la compétence requise pour veiller à ce que le CRHR s'acquitte de son mandat avec succès.

Madame Lalande a occupé, tout au long de sa carrière, des postes de direction au sein d'importantes sociétés qui l'ont amenée à superviser différents aspects de la rémunération de dirigeants. Madame Lalande est présidente du conseil d'administration et du CRHR de TVA. Elle était également présidente du comité de régie d'entreprise et des ressources humaines d'Ovivo inc. jusqu'en septembre 2016, ainsi que présidente du comité de gouvernance de Capital régional et coopératif Desjardins jusqu'en décembre 2019. De plus, elle a suivi le programme de certification universitaire en gouvernance de sociétés du CAS où sont abordés divers sujets liés à la gestion du talent et à la rémunération des dirigeants ainsi que le programme de gouvernance sur les régimes de retraite.

Pour sa part, monsieur Brosseau a été pendant de nombreuses années membre du comité de rémunération de Groupe DMD connexions santé numérique inc. Il a également été président de Blackmont Capital Markets et a occupé plusieurs fonctions exécutives au sein de la Banque CIBC, ce qui lui a permis d'acquérir une expérience pertinente relativement à l'application et la supervision des programmes de rémunération.

Quant à madame Croteau, elle a occupé des postes de direction au sein d'importantes sociétés où elle a acquis une solide expérience à titre de gestionnaire responsable de la mise en place de systèmes de rémunération à la performance, du suivi et de la vérification de l'atteinte des résultats. Elle a également siégé à titre de membre d'un comité de direction responsable de l'élaboration et de la révision des politiques et pratiques en matière de rémunération dans un environnement complexe.

Réunions

Le CRHR tient au moins quatre réunions par année. La présidente du comité fait rapport au conseil des délibérations et recommandations du comité. À chaque réunion, le CRHR tient une séance à huis clos, en l'absence de la direction. Il peut à l'occasion rencontrer en privé des membres de la direction dont le président et chef de la direction et la directrice principale, Ressources humaines corporatives de QMI.

Points saillants de 2021

En 2021, le CRHR a tenu huit réunions. Au cours de ces réunions, et tel que le prévoit son mandat, le CRHR s'est concentré sur les principaux éléments suivants :

- Revue du plan de relève de la Société.
- Recommandation au conseil relativement aux octrois d'options d'achat d'actions de la Société.
- Revue de la performance 2020 et recommandation au conseil des incitatifs annuels à verser au président et chef de la direction, au chef de la direction financière et au chef de l'exploitation de la Société.
- Revue des initiatives en matière de représentation féminine au conseil conformément à la politique adoptée.
- Revue des objectifs de rendement 2021 du président et chef de la direction, du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation de la Société et recommandation au conseil de leur approbation.

- Revue de la rémunération des administrateurs.
- Revue des opportunités de formation continue pour les administrateurs.
- Revue du rapport du comité RSE.
- Revue du rapport sur l'application du Code et sur les dénonciations relatives à l'éthique.
- Revue et approbations des modifications aux mandats du CRHR, du comité d'audit et de gestion des risques et du conseil et recommandation au conseil de leur approbation.

Évaluation des risques

Le CRHR a évalué les risques associés aux programmes de rémunération de la haute direction et estime que rien n'incite les membres de la haute direction à prendre des risques excessifs dans le but de réaliser des gains financiers personnels. Un examen détaillé de l'évaluation des risques se trouve à la rubrique « Pratiques en matière de gestion des risques liés à la rémunération » de la circulaire.

Mandat

Parmi les responsabilités du CRHR figurent les suivantes :

- Revoir annuellement le plan de relève de la haute direction.
- Recommander au conseil la nomination des hauts dirigeants de Québec et approuver les modalités de leur embauche, de leur retraite ou de leur cessation d'emploi.
- Réviser chaque année les objectifs que le chef de la direction doit atteindre, l'évaluer en fonction desdits objectifs et d'autres facteurs jugés pertinents par le CRHR, présenter annuellement au conseil les résultats de cette évaluation et recommander au conseil sa rémunération globale ainsi que ses objectifs généraux.
- Après consultation avec le chef de la direction et le président du comité d'audit et de gestion des risques de Québec en ce qui a trait au chef de la direction financière, revoir l'évaluation du rendement du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation et recommander au conseil leur rémunération globale ainsi que leurs objectifs généraux.
- Déterminer et revoir, en ce qui a trait aux membres de la haute direction, les politiques globales de rémunération et d'avantages sociaux, les plans de bonification, d'intéressement ou de participation aux bénéfices ainsi que les plans de retraite de la Société et des filiales qui n'ont pas de comité des ressources humaines et de régie d'entreprise en fonction de leur compétitivité et de leur effet de rétention.
- Favoriser l'harmonisation des programmes de rémunération et d'avantages sociaux offerts par les filiales de la Société.
- Déterminer et approuver les octrois d'options d'achat d'actions de la Société et faire les recommandations appropriées au conseil.
- S'assurer que Québec a en place une structure de rémunération compétitive de façon à ce qu'elle puisse attirer, motiver et conserver à son service un personnel compétent lui permettant d'atteindre ses objectifs commerciaux.
- S'assurer que les politiques et programmes de rémunération mis en place n'incitent pas les hauts dirigeants à prendre des risques démesurés ou n'encouragent pas ces derniers à prendre des décisions rentables à court terme qui pourraient porter atteinte à la viabilité de Québec à long terme.
- Surveiller les développements et les tendances en matière de gouvernance et réviser les pratiques de la Société
- Revoir les orientations et les initiatives de la Société en matière de RSE.
- Mesurer l'efficacité de la politique sur la sélection des candidats au poste d'administrateur et la diversité au conseil.
- S'assurer qu'un Code prônant le respect des valeurs qui répondent aux normes d'intégrité requises au sein des entreprises du groupe est en place, qu'il est diffusé et appliqué. Examiner et approuver toute modification à ce Code.
- Veiller à l'octroi de toutes dispenses aux administrateurs ou dirigeants de la Société en vertu du Code, lesquelles dispenses doivent être divulguées conformément à la réglementation applicable.

Le CRHR réalise son mandat, qui peut être consulté sur le site Web de la Société, à l'intérieur des paramètres des politiques de rémunération mises en place par Québec qui encadrent la structure de rémunération globale décrite à l'analyse de la rémunération des membres de la haute direction.

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Message aux actionnaires

Nous sommes heureux de présenter, au nom du conseil et du CRHR, notre approche en matière de rémunération de la haute direction. Nous croyons qu'il est important que les actionnaires aient en main tous les renseignements nécessaires pour bien comprendre cette approche et les principes sur lesquels elle s'appuie, afin d'apprécier les décisions prises et les raisons qui les ont motivées.

Faits saillants 2021 en matière de rémunération de la haute direction

Bien que la pandémie de COVID-19 (la « pandémie ») s'est poursuivie en 2021 et a eu comme conséquence de réduire les activités de nombreux partenaires d'affaires de la Société et s'est traduite par moment par un ralentissement marqué de certains secteurs d'activités de la Société, cette dernière a connu de bons résultats financiers au cours de l'exercice 2021, tel qu'expliqué à la rubrique « Retour sur l'exercice financier 2021 » ci-dessous.

Depuis mars 2020, selon les circonstances, les restrictions et mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une réduction des activités dans les points de vente de Vidéotron, une réduction des revenus publicitaires, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée TVA Sports et une réduction des activités cinématographiques et de celles liées au contenu audiovisuel dans le secteur Média ainsi que l'arrêt de la plupart des activités de spectacles et d'événements dans le secteur Sports et divertissement. En raison de la baisse de leurs revenus, la plupart des unités d'affaires des secteurs Média et Sports et divertissement se sont qualifiées pour la Subvention salariale d'urgence du Canada. Face à ces enjeux, la Société a réagi sans délai et a pris les mesures nécessaires afin de s'assurer que ses employés disposent du matériel nécessaire sur les lieux de travail afin de protéger leur santé et d'éviter la propagation du virus à l'origine de la COVID-19. La Société a également adopté une politique sur le télétravail et est en train de mettre en place le processus de retour au travail.

Le respect est l'une des valeurs fondamentales à laquelle la Société a toujours adhéré en favorisant un lieu de travail sain, exempt de harcèlement et de violence. À cet effet, la Société a modifié, en 2021, son Code d'éthique afin de renforcer cette valeur fondamentale de respect au travail et a mis en place une Politique de prévention contre le harcèlement psychologique et la violence en milieu de travail. Cette Politique vise à prévenir tout type de harcèlement et de violence et à gérer efficacement tout incident qui pourrait survenir.

Tel que mentionné l'an dernier, le CRHR a adopté, en 2021, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ comme élément déclencheur pour QMI et Vidéotron en lieu et place du BAIIA ajusté¹. Selon nous, ce nouveau déclencheur, qui a été augmenté de 33 % à 60 % pour les membres de la haute direction visés, renforce le lien entre la rémunération de ceux-ci et les priorités stratégiques de la Société, notamment quant aux investissements qui seront requis en lien avec le déploiement du réseau 5G de Vidéotron amorcé décembre 2020.

Nos pratiques en matière de salaire de base, d'intéressement à long terme, d'avantages sociaux, de retraite et d'autres avantages sont demeurées inchangées. Chaque année, nous procédons à l'analyse de l'opportunité d'octroyer des options d'achat d'actions et, le cas échéant, elles sont octroyées en consultation avec le président et chef de la direction en tenant compte du niveau de responsabilité, de la performance et de l'apport individuel de chacun ainsi que du rendement de la Société.

Retour sur l'exercice financier 2021

Tout au long de l'année 2021, nous avons gardé le cap sur une saine gestion de nos activités, de notre bilan et de nos investissements. La croissance de nos revenus et de notre BAIIA ajusté s'est poursuivie et ce, malgré la pandémie et le contexte

¹ Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et le BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Pour la définition de ces mesures ainsi que le rapprochement entre ces mesures et les mesures financières conformes aux IFRS divulgués aux états financiers consolidés de la Société, nous vous référons à la section « Mesures non normalisées selon les IFRS » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 qui est disponible sur le site Web de la Société, de même que sur SEDAR au www.sedar.com.

changeant et incertain. Dans un contexte de concurrence continue, notre secteur des Télécommunications a encore une fois affiché une croissance de son BAIIA ajusté. Nous avons continué d'augmenter nos parts de marché dans le secteur de la téléphonie mobile et avons annoncé le déploiement du réseau 5G de Vidéotron dans la ville de Québec, à la suite du lancement réussi sur le territoire de la ville de Montréal en décembre 2020. Notre secteur Média a, quant à lui, affiché une forte augmentation de ses revenus, grâce aux revenus publicitaires de TVA. Cette situation favorable a permis de compenser une partie de nos investissements supplémentaires en contenu afin de faire face à la concurrence qui s'intensifie avec la multiplication de l'offre disponible, autant sur les plateformes traditionnelles que numériques. Notre secteur Sports et divertissement a, quant à lui, poursuivi son développement à travers différentes initiatives, dont l'acquisition des Disques Audiogramme inc. et l'obtention du contrat de gestion du Cabaret du Casino de Montréal. Le tableau suivant résume la performance financière ainsi que quelques faits marquants de nos différents secteurs d'activités au cours du dernier exercice.

Opérations financières

- Revenus de Québecor totalisant 4,55 G\$ en 2021, en hausse de 236,6 M\$ (5,5 %) et BAIIA ajusté de 1,97 G\$, en croissance de 20,6 M\$ (1,1 %), par rapport à 2020
- Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,38 G\$ en 2021, en hausse de 69,7 M\$ (5,3 %) par rapport à 2020
- Rachat et annulation de 8 914 650 actions catégorie B dans le cours normal des activités, pour une contrepartie de 282,4 M\$

Secteur Télécommunications

- Croissance de 112,4 M\$ (3,1 %) des revenus et de 11,3 M\$ (0,6 %) du BAIIA ajusté
- Croissance de 120 800 lignes (8,2 %) au service de téléphonie mobile et progression de 73,2 M\$ (8,0 %) des revenus en services et équipements mobiles
- Acquisition par Vidéotron, en décembre 2021, de 294 blocs de spectre de la bande de 3 500 MHz à l'échelle du pays représentant un investissement de 830,0 M\$. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec, soit en Ontario, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique

Secteur Média

- Croissance de 125,5 M\$ (19,3 %) des revenus et de 1,2 M\$ (1,5 %) du BAIIA ajusté
- Dévoilement, en septembre 2021, de la plateforme numérique QUB qui répertorie à un seul endroit, l'ensemble des contenus d'information et de divertissement de Québecor. QUB se démarque de l'offre sur le marché en permettant aux usagers d'accéder à un volume de contenus multisources et multiformats par le biais d'une seule plateforme
- TVA, avec l'appui d'Investissement Québec et de la Ville de Montréal, a annoncé la construction de MELS 4

Secteur Sports et divertissement

- Croissance de 9,0 M\$ (5,7 %) des revenus et de 11,7 M\$ (134,5 %) du BAIIA ajusté
- Acquisition, en février 2021, des Disques Audiogramme inc., la plus importante maison de disques francophone indépendante en Amérique du Nord
- Le secteur Sports et divertissement est devenu, en octobre 2021, le nouveau gestionnaire du Cabaret du Casino de Montréal, ce qui lui permet d'exploiter, de diffuser et d'offrir une programmation unique aux milliers de visiteurs de cette salle de spectacles multifonctionnelle

En conclusion

Le CRHR est d'avis que les politiques, régimes et niveaux de rémunération actuels des membres de la haute direction de Québecor sont liés à la performance de la Société et reflètent une rémunération saine et concurrentielle face au marché.

En 2021, le vote consultatif sur la rémunération de la haute direction a de nouveau obtenu un large appui avec plus de 99 % des voix (soit 99,96 % des actions catégorie A et 96,58 % des actions catégorie B) en faveur de notre approche. Nous sommes reconnaissants de cet appui et nous croyons qu'il confirme que notre philosophie en matière de rémunération vise la création de valeur pour les actionnaires ainsi qu'à établir un lien direct entre les intérêts de ces derniers et ceux de la direction.

Encore une fois cette année, sur recommandation du CRHR, le conseil vous invite à vous exprimer en prenant part au vote consultatif sur notre approche en matière de rémunération des membres de la haute direction. Pour vous aider dans votre analyse, nous vous invitons à prendre connaissance des pages suivantes de la circulaire qui contiennent de plus amples renseignements à ce sujet.

Au plaisir de vous rencontrer virtuellement lors de l'assemblée annuelle,

Le président du conseil,
Le très honorable Brian Mulroney

Le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

Sylvie Lalande, présidente
André P. Brosseau
Lise Croteau

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

Notre approche en matière de rémunération de la haute direction

Le conseil, appuyé du CRHR, examine la rémunération globale des membres de la haute direction chaque année afin de l'harmoniser avec la stratégie d'affaires, l'intérêt des actionnaires et le cycle de vie de la Société.

Nos pratiques de saine gouvernance

- » Restrictions en matière de négociation et d'opérations de couverture pour les participants aux programmes d'intéressement.
- » Exigences en matière d'actionariat à l'intention des membres de la haute direction visés, tels que définis ci-après.

Notre programme d'intéressement à long terme

- » En regard d'une approche convergente, le programme d'intéressement à long terme via un régime d'options d'achat d'actions est offert à plus d'une quarantaine de leaders.
- » Les options d'achat d'actions sont acquises sur une période de cinq ans comme suit : 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi, et expirent après une période de dix ans.

Rémunération directe cible

- » Au total, la rémunération directe annuelle cible des membres de la haute direction visés est demeurée stable en 2021 par rapport à 2020.

Ce que Québecor fait

- ✓ **Vote consultatif** sur l'approche du conseil en matière de rémunération de la haute direction
- ✓ **Rémunération liée au rendement.** Les paiements d'incitatifs à court terme sont établis en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers et stratégiques
- ✓ **Composition de la rémunération mettant l'accent sur la rémunération à risque** avec le programme d'intéressement à court et à long terme
- ✓ **Engagement personnel** dans l'actionariat exigé des membres de la haute direction visés
- ✓ Établissement de **seuils de rendement minimaux** sous lesquels aucune rémunération variable n'est payée
- ✓ **Interdiction de contourner** la philosophie derrière les régimes de rémunération par des opérations de couverture ou de spéculation sur les titres de la Société
- ✓ Application à certains dirigeants d'une **politique de récupération** de la rémunération incitative versée
- ✓ Plafonnement des objectifs de rendement de manière à **contrôler les risques** liés à la rémunération
- ✓ Recours à un **conseiller externe indépendant** en rémunération, lorsque requis, n'offrant aucun autre service à la Société
- ✓ **Contrôle de la dilution.** Nous nous assurons que la dilution créée par l'émission de nouvelles actions aux termes du régime d'options d'achat d'actions demeure faible afin de permettre aux actionnaires d'optimiser leur placement dans la Société

Ce que Québecor ne fait pas

- x Aucun régime de retraite surcomplémentaire pour les membres de la haute direction
- x Aucun avantage démesuré
- x Aucune garantie de bonification ou d'octrois multi-années
- x Aucune clause de terminaison d'emploi excédant 24 mois de rémunération
- x Aucune modification des prix de levée des options d'achat d'actions

Principes de rémunération

La rémunération des membres de la haute direction est fondée sur un principe qui la relie au rendement de la Société pour ainsi contribuer à créer une valeur durable pour les actionnaires par la mise en œuvre et la réalisation de la stratégie d'affaires de la Société et de ses filiales. La Société doit s'assurer d'offrir continuellement une rémunération concurrentielle afin non seulement d'attirer, mais également de retenir les talents, ce qui constitue un des éléments clés de son succès. Québecor croit aussi que la rémunération devrait lier l'engagement personnel des membres de la haute direction à la variation du cours de l'action de la Société.

De plus, les éléments de rémunération offerts au titulaire d'un poste devraient être cohérents avec son horizon d'influence. Ainsi, plus un poste est élevé au sein de l'organisation et plus son impact est grand sur les résultats consolidés de la Société, plus grande est la tranche de son enveloppe de rémunération qui sera à risque (variable), conditionnelle à l'atteinte d'objectifs corporatifs consolidés et alignée avec le rendement total à l'actionnaire.

Québecor considère la performance et les compétences comme étant des facteurs essentiels dans la progression salariale de ses employés et la détermination de leur rémunération globale. Ainsi, la rémunération globale des membres de la haute direction s'appuie aussi sur des principes d'équité dans la reconnaissance des attitudes, aptitudes et compétences tels que :

L'équité interne	Détermine la valeur relative des postes et leur classification dans la structure salariale répondant aux critères de l'équité salariale interne entre les membres de la haute direction.
L'équité externe	Offre une rémunération compétitive par rapport à celle offerte pour les postes équivalents dans le marché de référence.
L'équité individuelle	Tient compte de la performance individuelle et de la contribution de l'employé pour déterminer la rémunération individuelle.

Objectifs des éléments de rémunération

La rémunération du président et chef de la direction de Québecor, du chef de la direction financière de Québecor et des trois autres membres de la haute direction les mieux rémunérés qui exerçaient leurs fonctions à ce titre au 31 décembre 2021 (collectivement les « **membres de la haute direction visés** ») peut être composée d'un ou de plusieurs des éléments suivants selon les objectifs à prioriser :

	Éléments de rémunération	Description	Motifs	Admissibilité
Fixe	Salaire de base	Rémunération annuelle en espèces établie en fonction des compétences, des responsabilités, de la performance individuelle et du marché de référence.	Attirer, retenir, motiver et fournir une sécurité financière. Reconnaître les attitudes, aptitudes, compétences et accomplissement individuels.	Tous les employés
	Intéressement à court terme	Incitatif annuel payable en espèces si les objectifs financiers et stratégiques sont atteints.	Motiver à atteindre, voire même surpasser, les objectifs stratégiques et d'affaires à court terme.	Professionnels et niveaux supérieurs
À risque (variable)	Intéressement à long terme	Régime d'options d'achat d'actions de la Société et de TVA selon le cas. La valeur de rémunération varie selon l'importance du poste au sein de l'organisation, l'impact du poste sur les résultats, l'établissement et le déploiement de la stratégie. Cet élément de rémunération est à risque.	Fidéliser et agir comme élément de rétention pour les participants. Rapprocher les intérêts des participants de ceux des actionnaires. Favoriser les comportements et les prises de décision requis pour que la Société poursuive une trajectoire de croissance prudente à long terme. Lier la totalité de la rémunération à long terme à la performance ou à l'accroissement de la valeur des actions.	Certains cadres supérieurs et haute direction
	Avantages sociaux	Programme flexible pouvant varier d'une filiale à l'autre.	Soutenir et promouvoir la santé et le bien-être des employés (tant physiques que financiers).	Tous les employés
Indirecte	Retraite	Les types de régimes offerts peuvent varier d'une filiale à l'autre.	Procurer une sécurité financière durant la retraite.	La majorité des employés
	Autres avantages	Véhicule de fonction ou allocation automobile et évaluation médicale annuelle complète.	Favoriser l'optimisation des journées de travail. Promouvoir la santé sur une base concurrentielle.	Certains cadres supérieurs et haute direction

Horizon et objectifs des éléments de rémunération directe

En vertu du programme en vigueur, une partie de la rémunération des membres de la haute direction visés de la Société est liée à l'accroissement du cours de l'action de la Société. La Société estime que l'engagement personnel des hauts dirigeants dans l'actionnariat de la Société permet d'harmoniser les intérêts à long terme des hauts dirigeants avec ceux de ses actionnaires et qu'il décourage la prise de risques excessifs.

Au-delà du salaire de base, les éléments de rémunération à risque équilibrent plusieurs priorités. Le court terme relie la rémunération à l'accomplissement des priorités annuelles individuelles et collectives et le long terme aligne la rémunération avec le rendement total cumulatif à l'actionnaire. Ainsi, une portion de la rémunération des membres de la haute direction visés est à risque, différée dans le temps et alignée avec le cours des actions.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
------	------	------	------	------	------	------	------	------

Salaire de base		<ul style="list-style-type: none"> Portion fixe de la rémunération directe.
	Espèces	
Intéressement à court terme		<ul style="list-style-type: none"> Payable après un an selon les flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI et des unités d'affaires, les BAIIA ajustés de QI et des unités d'affaires, lorsqu'applicable, et les priorités stratégiques de l'année. Païement plafonné entre 1,0 fois et 1,5 fois la cible d'intéressement à court terme selon la fonction occupée et l'objectif visé.
	Espèces	
Intéressement à long terme	Options de Québec et/ou TVA	<ul style="list-style-type: none"> Les options d'achat d'actions sont acquises sur une période de cinq ans comme suit : 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi, et expirent après une période de dix ans. Afin d'éviter une dilution excessive, les bénéficiaires d'options se sont engagés à obtenir le consentement de la Société avant d'exercer leur droit de souscrire aux actions à l'égard desquelles ils désirent lever leurs options.
	Options d'achat d'actions	

Le CRHR peut, lorsqu'il le juge à propos, bonifier l'un ou l'autre des éléments de rémunération afin de récompenser une promotion, d'améliorer la rétention, de démontrer de la reconnaissance ou d'offrir un équilibre face aux autres éléments de rémunération.

Aucune politique n'empêche le CRHR d'attribuer ou de recommander au conseil, selon le cas, le versement d'un incitatif même si un ou plusieurs objectifs de performance n'ont pas été atteints ou de diminuer ou d'augmenter une attribution ou un paiement.

Marché de référence

Le CRHR révisé périodiquement la compétitivité de la rémunération des membres de la haute direction. La rémunération offerte par la Société est balisée en regard (i) du marché de référence (ii) du positionnement cible au marché souhaité (iii) de la performance de l'employé ainsi que (iv) des ressources financières de la Société. Hexarem Inc. (« **Hexarem** »), une firme conseil indépendante reconnue pour ses compétences en rémunération exécutive, a collaboré à l'élaboration de groupes de comparaison fiables et personnalisés que le CRHR a approuvés.

Nos groupes de comparaison en matière de rémunération, dont le dernier examen remonte à 2017, sont composés des sociétés suivantes:

Groupe 1 Sociétés canadiennes cotées en bourse du secteur des communications
BCE Inc.
Bell Média
Cineplex inc.
Cogeco inc.
Corus Entertainment Inc.
Manitoba Telecom Services Inc.
Pages Jaunes Limitée
Postmedia Network Canada Corp.
Rogers Communications inc.
Shaw Communications Inc.
TELUS Communications Inc.
Thomson Reuters Corporation
Torstar Corporation
Transcontinental inc.

Groupe 2 Sociétés cotées en bourse, dont le siège social est au Québec, avec un chiffre d'affaires supérieur à 1 \$G	
Aimia Inc.	Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc.
Air Canada	
Alimentation Couche-Tard Inc.	Industries Lassonde inc.
Amaya Inc.	Intact Corporation financière
Banque Nationale du Canada	Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.
BCE Inc.	Les Industries Dorel Inc.
Bombardier inc.	Les Vêtements de Sport Gildan Inc.
BRP inc.	Metro inc.
CAE Inc.	Power Corporation du Canada
Cascades inc.	Produits forestiers Résolu Inc.
Cogeco inc.	RONA inc.
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	Saputo inc.
Dollarama inc.	Stella-Jones Inc.
Domtar Corporation	Tembec Inc.
Groupe CGI inc.	Transat A.T. inc.
Groupe Colabor Inc.	Transcontinental inc.
Groupe SNC-Lavalin inc.	TransForce Inc.
Groupe WSP Global Inc.	Uni-Sélect inc.
	Valeant Pharmaceuticals International, Inc.

Les données de marché peuvent être ajustées afin de refléter le chiffre d'affaires et l'envergure de chacun des postes par rapport aux postes comparables dans les groupes de comparaison.

Conseiller externe indépendant en rémunération

Le CRHR peut retenir les services de son propre conseiller externe indépendant pour l'appuyer dans l'établissement de la rémunération des membres de la haute direction visés, tel que le prévoit son mandat, et ainsi approuver leur rémunération. Le CRHR, en collaboration avec la direction, détermine et approuve tous les mandats qui sont confiés à son conseiller externe indépendant.

Aucun honoraire n'a été versé à Hexarem au cours des deux derniers exercices financiers.

Pratiques en matière de gestion des risques liés à la rémunération

Afin de demeurer concurrentielle et d'inciter les membres de la haute direction à atteindre les objectifs de croissance attendus des actionnaires, il est nécessaire que la Société s'expose à certains risques. Cependant, le CRHR s'assure que les politiques et programmes de rémunération mis en place n'incitent pas les membres de la haute direction à prendre des risques démesurés. Il importe donc que les objectifs des membres de la haute direction n'encouragent pas ces derniers à prendre des décisions rentables à court terme, mais qui pourraient porter atteinte à la viabilité de la Société à long terme. À cette fin, les mesures suivantes ont été mises en place :

1. Plafonnement des paiements reliés au régime d'intéressement à court terme

Les paiements des primes sont plafonnés, selon les objectifs et le rôle du titulaire du poste, entre 1,0 fois et 1,5 fois la cible d'intéressement à court terme.

2. Intéressement à long terme fondé sur le cours des actions

Les options d'achat d'actions sont acquises sur une période de cinq ans comme suit : 1/3 après trois ans, 2/3 après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi. Les options expirent dix ans après la date de l'octroi. Cet horizon à long terme décourage la prise de risque excessive qui pourrait faire perdre aux participants la valeur accumulée depuis l'octroi.

3. Politique de récupération de la rémunération incitative versée

Le conseil a mis en place une politique de récupération de la rémunération incitative versée à certains membres de la haute direction. Cette politique, applicable au président et chef de la direction et au chef de la direction financière de la Société et ceux de ses principales filiales et unités d'affaires (« **membre de la direction visé par la politique** »), prévoit que le conseil doit, dans la mesure où les lois applicables le lui permettent et qu'il juge qu'il est dans le meilleur intérêt de la Société de le faire, exiger le remboursement intégral ou partiel de toute prime ou rémunération incitative touchée par un membre de la direction visé par la politique ou procéder à l'annulation des octrois de rémunération incitative non acquis faits à un membre de la direction visé par la politique si :

- i. le montant de la prime ou de la rémunération incitative a été établi en fonction de l'atteinte de certains résultats financiers ou était conditionnel à l'atteinte de certains résultats financiers qui, par la suite, ont entraîné un redressement de la totalité ou d'une partie des états financiers consolidés de la Société;
- ii. le membre de la direction visé par la politique a fait preuve de grossière négligence, d'inconduite délibérée ou a commis une fraude ayant entraîné ou causé en partie le besoin de procéder au redressement; et
- iii. le montant de la prime ou de la rémunération incitative qui aurait été octroyé au membre de la direction visé par la politique, ou le profit qu'il aurait réalisé si les résultats financiers avaient été correctement dressés, aurait été moins élevé que le montant réellement touché ou octroyé.

Dans ces circonstances, le conseil a la discrétion d'exiger du membre de la direction visé par la politique la récupération de toute ou partie de la rémunération incitative versée au cours de la période pouvant aller jusqu'à trois ans précédant la date à laquelle la Société doit procéder à un redressement de ses états financiers consolidés.

4. Restrictions en matière de négociation et d'opérations de couverture

La politique relative à l'utilisation d'informations privilégiées et aux transactions d'initiés prévoit une interdiction pour les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société d'acheter, sous réserve de l'obtention d'une dispense préalable du CRHR, des titres, y compris des contrats à terme, des swaps sur actions, des parts de fonds d'échange ou des options, qui sont conçus en vue de couvrir ou de compenser une diminution de la valeur au marché des titres de participation (ou des équivalents, comme des UAD, dont la valeur découle de celle des titres de participation) qui leur ont été octroyés à titre de rémunération.

5. Politique de détention minimale des hauts dirigeants en matière d'actionariat

L'actionariat des hauts dirigeants favorise la gestion prudente de l'avoir des actionnaires. En vertu de la politique de détention minimale des hauts dirigeants approuvée par le conseil, les membres de la haute direction visés identifiés par le CRHR doivent, à l'intérieur d'un délai de cinq ans, rencontrer les exigences de cette politique correspondant à un multiple prédéterminé du salaire de base. L'actionariat total d'un membre de la haute direction visé est calculé comme étant la somme au 31 décembre de chaque année, du nombre de titres et équivalents de titres suivants détenus par le haut dirigeant multiplié par le cours de clôture du titre visé à cette même date:

- Actions catégorie A de Québecor;
- Actions catégorie B de Québecor;
- UAD acquises et non-acquises liées à l'action catégorie B de Québecor;
- Actions classe A de TVA;
- Actions classe B sans droit de vote de TVA;
- UAD acquises et non-acquises liées à l'action classe B sans droit de vote de TVA;
- Options d'achat d'actions de Québecor et de TVA (dans ce dernier cas, la valeur est établie selon la valeur la plus élevée entre le cours de clôture des actions sous-jacentes à la Bourse de Toronto au 31 décembre de chaque année ou le prix de levée de l'option à la date de l'octroi).

Il est à noter que le conseil se réserve le droit de prolonger la durée requise pour l'atteinte du seuil de détention minimale si une situation exceptionnelle devait survenir.

Compte tenu des changements survenus au sein de la haute direction depuis la dernière modification en 2019 de la politique de détention minimale des hauts dirigeants, celle-ci sera revue au courant de l'année 2022.

Le tableau ci-dessous indique le seuil de détention minimale, en multiple du salaire de base, applicable à chacun des niveaux de poste.

Niveau de poste	Seuil de détention minimale
Président et chef de la direction des principales filiales de la Société*	10 fois le salaire de base
Chef de l'exploitation*	9 fois le salaire de base
Chef de la direction financière*	8 fois le salaire de base

* ou toute fonction analogue

En date du 31 décembre 2021, les multiples applicables ainsi que l'actionnariat des membres de la haute direction visés auxquels la politique s'appliquait s'établissaient comme suit :

Politique de détention minimale	Pierre Karl Péladeau	Hugues Simard	Marc M. Tremblay
Multiple du salaire	s.o.	8x	9x
Multiple du salaire (\$)	s.o.	4 000 000	6 750 000
Actionnariat de Québecor			
Actions (\$)	2 045 818 485	—	1 854 894
UAD (\$)	—	—	700 189
Options (\$)	—	2 923 100	11 279 200
Actionnariat de TVA			
Actions (\$)	—	—	—
UAD (\$)	—	—	43 053
Options (\$)	—	—	—
Valeur totale des titres (\$)	2 045 818 485	2 923 100	13 877 335
Situation /Date à laquelle la cible doit être atteinte	s.o.	janvier 2024	Atteinte

¹ Le 31 décembre 2021, le cours de clôture des actions catégorie A et catégorie B de la Société à la Bourse de Toronto s'établissait à 28,94 \$ et 28,55 \$ l'action respectivement et celui des actions classe B sans droit de vote de TVA s'établissait à 2,82 \$ l'action. Les membres de la haute direction visés ne détiennent aucune action classe A de TVA.

Rémunération directe des membres de la haute direction visés

La rémunération des membres de la haute direction visés est établie et approuvée par le CRHR, sauf en ce qui a trait au président et chef de la direction, au chef de l'exploitation et des affaires juridiques et au chef de la direction financière de la Société, dont la rémunération est recommandée par le CRHR et ensuite approuvée par le conseil.

Les détails concernant les différents éléments de la rémunération directe des membres de la haute direction visés sont présentés aux pages suivantes de la circulaire.

Salaire de base

La rémunération annuelle de base en espèces est établie en fonction des compétences, des responsabilités, de la performance individuelle et du marché de référence.

Les augmentations du salaire de base accordées aux membres de la haute direction sont fondées sur leur rendement, les données du marché concurrentiel, l'expérience dans leurs fonctions, la portée du poste qu'ils occupent et leur rémunération comparativement aux autres hauts dirigeants de la Société. Les ajustements du salaire de base prennent généralement effet au 1^{er} janvier de chaque année.

Intéressement à court terme

Le programme d'intéressement à court terme vise à attirer et à fidéliser les hauts dirigeants qui y participent et à les motiver à atteindre, voire dépasser, les objectifs d'affaires et stratégiques à court terme de la Société.

Bien que les objectifs financiers liés aux flux de trésorerie d'exploitation ajustés et aux BAIIA ajustés de QI et de ses unités d'affaires soient les principaux indicateurs de performance utilisés aux fins du programme d'intéressement à court terme, des objectifs individuels sont également fixés pour chacun des membres de la haute direction visés. Les objectifs stratégiques individuels sont fixés annuellement afin d'assurer un alignement avec les priorités d'affaires de la Société.

Les niveaux cibles du programme d'intéressement à court terme sont déterminés en fonction du salaire de base, du rôle des hauts dirigeants et de leur impact au sein de la Société. Les primes sont établies d'après une formule qui tient compte des éléments suivants :

- la cible d'intéressement à court terme, exprimée en pourcentage du salaire de base, pour chaque rôle;
- le BAIIA ajusté de QI ou de l'unité d'affaires à laquelle le membre de la haute direction visé est lié, pour 10 % de la cible pour les membres de la haute direction visé de QMI et pour un tiers de la cible en ce qui concerne les membres de la haute direction visé des unités d'affaires;
- les flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI ou de l'unité d'affaires à laquelle le membre de la haute direction visé est lié pour 60 % de la cible pour les membres de la haute direction visé de QMI et pour un tiers de la cible en ce qui concerne les membres de la haute direction visé des unités d'affaires;
- les objectifs stratégiques individuels des membre de la haute direction visé de QMI pour 30 % de la cible et pour un tiers de la cible en ce qui concerne les membres de la haute direction visé des unités d'affaires.

Pour les fins du programme d'intéressement à court terme de l'exercice 2021, la cible d'intéressement, en pourcentage du salaire de base, était de 88 % pour Pierre Karl Péladeau, de 70 % pour Hugues Simard, de 100 % pour Marc M. Tremblay, de 60% pour Lyne Robitaille (55 % avant le 31 mai 2021) et de 55 % pour Patrick Jutras.

Les primes peuvent atteindre 1,5 fois la cible de l'intéressement à court terme pour certaines composantes en fonction du niveau du rendement de la Société, du rendement de l'unité d'affaires et du rendement individuel. Le versement de tout incitatif à court terme est conditionnel à l'atteinte des flux de trésorerie d'exploitation ajustés pour les membres de la haute direction visés de QMI et du BAIIA ajusté cible en ce qui concerne les membres de la haute direction visés des unités d'affaires.

Le tableau suivant présente la pondération de chacun des objectifs de performance ainsi que les facteurs multiplicateurs qui leur sont applicables.

Pondération	Objectifs	Sous le seuil	Seuil	Cible	Maximum	
10% ou 33,33 %	BAIIA ajusté ¹	Niveau d'atteinte	s.o.	s.o.	100 %	100 %
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,00 x	1,00 x	1,00 x
60 % ou 33,33 %	Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI	Niveau d'atteinte	s.o.	s.o.	100 %	110 % et plus
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,00 x	1,00 x	1,25 x
	Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de l'unité d'affaires	Niveau d'atteinte	Sous 75 %	75 %	100 %	125 % et plus
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,50 x	1,00 x	1,25 x
30 % ou 33,33 %	Stratégiques	Niveau d'atteinte	s.o.	s.o.	100 %	150 %
		Facteur multiplicateur	0,00 x	0,00 x	1,00 x	1,50 x

1. BAIIA ajusté de QI à l'exception de Lyne Robitaille, pour laquelle l'objectif réfère au BAIIA ajusté consolidé des différentes unités d'affaires sous sa responsabilité et de Patrick Jutras pour lequel cet objectif réfère aux ventes publicitaires.

Les objectifs stratégiques du président et chef de la direction, du chef de l'exploitation et des affaires juridiques et du chef de la direction financière sont examinés annuellement par le CRHR qui les recommande ensuite au conseil pour approbation. Le niveau d'atteinte des objectifs, tant financiers que stratégiques, permettant le paiement des incitatifs annuels est également soumis au préalable au CRHR pour recommandation au conseil.

La rémunération des membres de la haute direction visés est basée sur l'atteinte d'objectifs de performance. La Société ne donnera pas d'autres détails sur les objectifs de performance des membres de la haute direction visés puisqu'elle est d'avis que la communication de cette information serait gravement préjudiciable à ses intérêts dans le secteur extrêmement concurrentiel dans lequel elle exerce ses activités car il s'agit d'information confidentielle de nature stratégique.

En effet, les objectifs financiers fixés par la Société aux fins du programme d'intéressement à court terme, soit les BAIIA ajustés et les flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI et de certaines unités d'affaires ainsi que les objectifs stratégiques des membres de la haute direction visés tiennent compte de divers éléments stratégiques sensibles pour la Société et ses filiales. La Société est d'avis qu'il serait gravement préjudiciable de communiquer cette information. Les objectifs de performance fixés et approuvés par le CRHR, ou par le conseil, tant pour le volet financier que stratégique, sont guidés et orientés de manière à respecter le principe voulant que la rémunération soit liée à la performance.

La portion de la rémunération totale de chacun des membres de la haute direction visés reliée au programme d'intéressement à court terme pour laquelle les objectifs ne sont pas divulgués est de 43 % pour Pierre Karl Péladeau, 40 % pour Hugues Simard, 40 % pour Marc M. Tremblay, 33 % pour Lyne Robitaille et de 36 % pour Patrick Jutras.

Intéressement à long terme

La rémunération à long terme qui, depuis 2018, prend la forme d'octrois d'options d'achat d'actions, permet quant à elle d'atteindre plusieurs objectifs sur une plus longue période de temps. Le premier objectif est d'inciter les participants à poser les bons gestes, parfois difficiles à court terme, afin que la Société puisse réaliser son plan d'affaires et construire pour le long terme. Le deuxième objectif est de faire en sorte que les intérêts des hauts dirigeants et ceux des actionnaires soient convergents. Le troisième objectif a vocation d'agir comme facteur de rétention.

Aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme. Le conseil, sur recommandation du CRHR et en consultation avec le président et chef de la direction, procède à l'octroi d'options d'achat d'actions de la Société en fonction du niveau de responsabilités, de la performance et de l'apport individuel de chacun ainsi que du rendement de la Société. Les principales caractéristiques du régime d'options d'achat d'actions de la Société sont présentées à la rubrique « Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres » de la circulaire.

Court terme 2021

Pour l'exercice 2021, le CRHR et le conseil, le cas échéant, ont approuvé le versement d'incitatifs annuels variant entre 56,8 % et 105,5 % du salaire de base des membres de la haute direction visés en lien avec la portion court terme du programme d'intéressement.

Long terme 2021

Pour l'exercice 2021, le conseil n'a approuvé aucun octroi d'options d'achat d'actions de la Société à l'exception d'un octroi spécial à Marc M. Tremblay en lien avec son éventuel départ à la retraite en mars 2022. En ce qui a trait à la portion intéressement à long terme, le CRHR et le conseil se réservent une entière discrétion sur les attributions octroyées à chaque membre de la haute direction visé.

Pour de plus amples informations au sujet de la rémunération totale des membres de la haute direction visés pour l'exercice 2021, veuillez consulter les fiches personnalisées ainsi que le tableau sommaire de la rémunération de la circulaire.



Pierre Karl Péladeau

Président et chef de la direction

Après avoir été président et chef de la direction de Québecor de 1999 à 2013, Pierre Karl Péladeau assure à nouveau ce poste depuis le 16 février 2017, en plus d'être président et chef de la direction de Québecor Groupe Sports et divertissement.

Il assure également la présidence de Vidéotron depuis juin dernier, en plus d'assumer sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de TVA.

Rémunération 2021		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	1 400 900 \$	1 400 900 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté de QI</i>	123 279 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI</i>	739 675 \$	745 993 \$
<i>Stratégiques</i>	369 838 \$	369 838 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	—
Rémunération directe totale	2 633 692 \$	2 516 730 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2021 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajusté de QI	100,0 %	96,6 %	—
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI	100,0 %	100,3 %	100,8 %
Stratégiques	100,0 %	100,0 %	100,0 %

(i) L'attribution consolidée des objectifs en pourcentage du salaire de base a été atteinte à 79,7 %.

(ii) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.

2. Depuis son retour en 2017, Pierre Karl Péladeau n'a reçu aucun octroi d'options d'achat d'actions.



Hugues Simard

Chef de la direction financière

Hugues Simard est chef de la direction financière de la Société depuis janvier 2019. Ayant été à l'emploi de Québecor pendant près de 20 ans de 1998 à 2017, il a occupé plusieurs rôles clés dans différentes filiales de l'entreprise, dont notamment le poste de vice-président principal et chef de la direction financière de Vidéotron de 2014 à 2017. Il a également assumé le rôle de vice-président, Finances de Corporation Sun Media de janvier 2011 à août 2014 et de vice-président, Ventes publicité d'entreprises de décembre 2008 à janvier 2011. Il cumulait également les fonctions de vice-président principal, Développement et stratégie de Québecor Média de février 2007 à janvier 2011.

Rémunération 2021		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	500 000 \$	500 000 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté de QI</i>	35 000 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI</i>	210 000 \$	211 794 \$
<i>Stratégiques</i>	105 000 \$	157 500 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i>	—	—
Rémunération directe totale	850 000 \$	869 294 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2021 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous dont les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajusté de QI	100,0 %	96,6 %	—
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI	100,0 %	100,3 %	100,8 %
Stratégiques	100,0 %	100,0 %	150,0 %

(i) L'attribution consolidée des objectifs en pourcentage du salaire de base a été atteinte à 73,9 %.

(ii) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.



Marc M. Tremblay

Chef de l'exploitation et des affaires juridiques

Marc M. Tremblay est chef de l'exploitation et des affaires juridiques depuis janvier 2019. Auparavant, il occupait les fonctions de vice-président principal, chef des affaires juridiques et publiques et secrétaire corporatif. Il s'est joint à Québecor en 2007 à titre de vice-président des affaires juridiques.

Rémunération 2021		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	750 000 \$	750 000 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté de QI</i>	75 000 \$	— \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI</i>	450 000 \$	453 844 \$
<i>Stratégiques</i>	225 000 \$	337 500 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i> ²	—	386 000 \$
Rémunération directe totale	1 500 000 \$	1 927 344 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2021 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajusté de QI	100,0 %	96,6 %	—
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de QI	100,0 %	100,3 %	100,8 %
Stratégiques	100,0 %	100,0 %	150,0 %

(i) L'attribution consolidée des objectifs en pourcentage du salaire de base a été atteinte à 105,5 %.

(ii) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.

2. Même si aucune cible en pourcentage du salaire de base n'a été établie pour la portion intéressement à long terme, Marc M. Tremblay a bénéficié d'un octroi incitatif à long terme de 100 000 options d'achat d'actions de la Société dont la valeur estimative a été calculée en date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions ».



Lyne Robitaille

Vice-présidente principale, Journaux, Livres et Magazines et présidente et éditrice du Journal de Montréal

Lyne Robitaille est vice-présidente principale, Journaux, Livres et Magazines, ainsi que présidente et éditrice du Journal de Montréal.

Ouvrant au sein de l'entreprise depuis 1988, Lyne Robitaille a occupé plusieurs postes de direction au sein du secteur Journaux, tels que vice-présidente aux finances, directrice des opérations, présidente et éditrice ainsi que vice-présidente exécutive de l'exploitation. Elle est responsable du secteur Magazines depuis 2017 et du secteur Livres depuis juin 2021, après en avoir déjà assumé la responsabilité de 2014 à 2017.

Rémunération 2021		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	424 533 \$	424 533 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté de MédiaQMI, Livres et TVA Publications</i>	82 203 \$	64 275 \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de MédiaQMI</i>	82 203 \$	80 336 \$
<i>Stratégiques</i>	82 203 \$	96 413 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i>	—	—
Rémunération directe totale	671 142 \$	665 557 \$

1. L'attribution de l'intéressement à court terme 2021 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAIIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Païement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajustés *	100,0 %	*	*
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de MédiaQMI	100,0 %	164,4 %	125,0 %
Stratégiques	100,0 %	100,0 %	150,0 %

* La portion BAIIA ajustés couvre trois secteurs : MédiaQMI, Livres et TVA Publications.

(i) L'attribution consolidée des objectifs en pourcentage du salaire de base a été atteinte à 56,8 %.

(ii) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.



Patrick Jutras

Vice-président principal et chef des revenus publicitaires

Patrick Jutras est depuis août 2019 vice-président principal et chef des revenus publicitaires de Québecor et de TVA.

Patrick Jutras occupe depuis près de 15 ans des rôles de premier plan qui lui ont permis de contribuer au développement et à la croissance des ventes multiplateformes de plusieurs médias au Québec. Il était jusqu'à tout récemment vice-président, Développement des affaires numériques chez Vidéotron.

Rémunération 2021		
	Cible	Réelle
Fixe		
Salaire de base	365 200 \$	365 200 \$
Variable		
Intéressement à court terme ¹		
<i>BAIIA ajusté – Objectif des ventes</i>	66 947 \$	66 947 \$
<i>Flux de trésorerie d'exploitation ajustés *</i>	66 947 \$	83 683 \$
<i>Stratégiques</i>	66 966 \$	87 031 \$
Intéressement à long terme		
<i>Options</i>	—	—
Rémunération directe totale	566 060 \$	602 861 \$

1-L'attribution de l'intéressement à court terme 2021 a été fondée sur les niveaux d'atteinte des objectifs financiers et stratégiques décrits ci-dessous et dont le BAIIA ajusté est l'élément déclencheur :

Objectifs	Cible	Résultat ⁽ⁱ⁾	Paiement ⁽ⁱⁱ⁾
BAIIA ajusté – Objectif des ventes	100,0 %	106,5 %	100,0 %
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés*	100,0 %	153,9 %	125,0 %
Stratégiques	100,0 %	100,0 %	130,0 %

* Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de certaines unités d'affaires qui ont des revenus publicitaires.

(i) L'attribution consolidée des objectifs en pourcentage du salaire de base a été atteinte à 65,1 %.

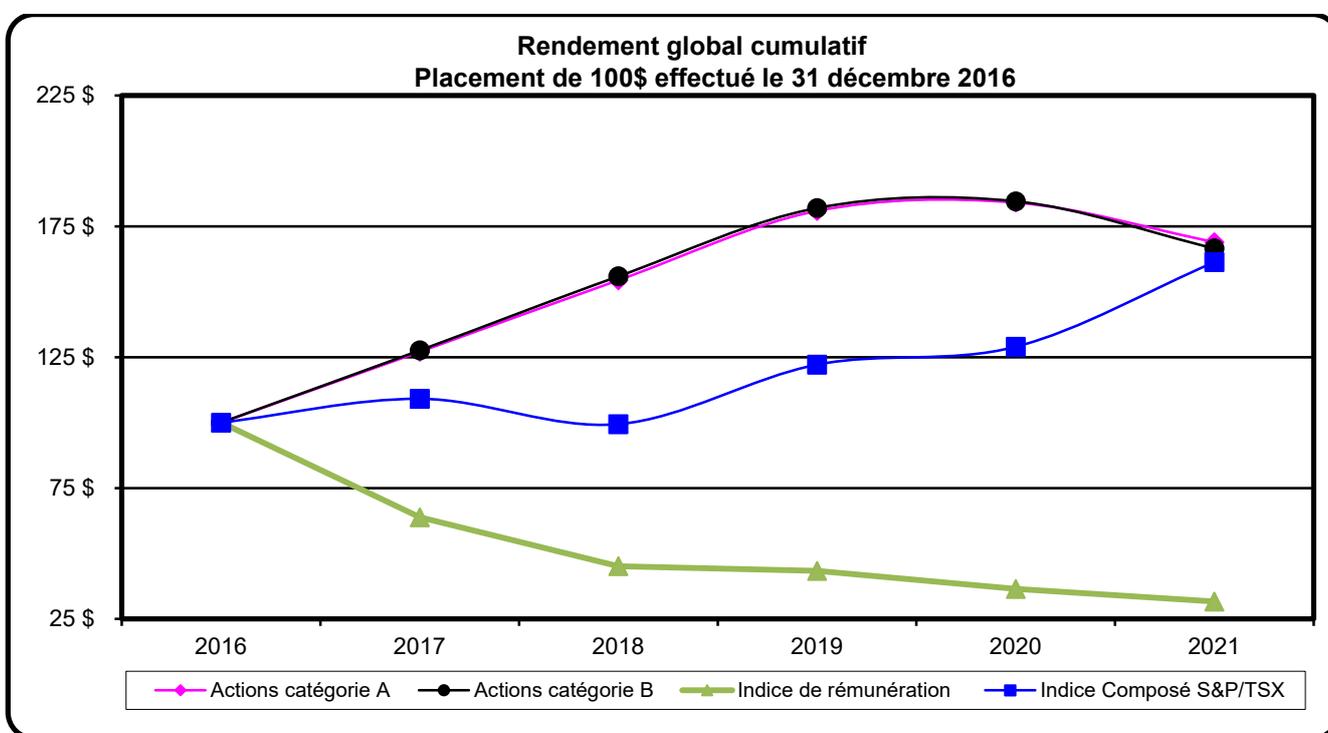
(ii) Veuillez consulter la rubrique « Intéressement à court terme » de la circulaire pour de plus amples renseignements.

GRAPHIQUE DE RENDEMENT

Le graphique présenté ci-après illustre le rendement total cumulatif pour l'actionnaire sur cinq ans d'un placement de 100 \$ dans les actions catégorie A et dans les actions catégorie B de la Société, le tout comparativement à celui de l'indice composé S&P/TSX.

La valeur en fin d'exercice de chaque placement est basée sur l'évolution du cours des actions majorée des dividendes versés en espèces, ces dividendes ayant été réinvestis à la date à laquelle ils ont été versés. Les calculs ne comprennent pas les frais de courtage, les taxes et les impôts. Le rendement global de chaque placement peut être calculé d'après les valeurs de placement en fin d'exercice indiquées sous le graphique.

Le graphique comprend également un indice qui reflète l'évolution de la rémunération totale des membres de la haute direction visés au cours des cinq dernières années. L'indice de rémunération est composé du salaire de base et des attributions effectuées en fonction des régimes d'intéressement en vigueur pour une année donnée. Aux fins de cet indice, les informations apparaissant à la colonne « Rémunération totale » du tableau sommaire de la rémunération ont été annualisées.



	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Actions catégorie A	100 \$	127 \$	154 \$	181 \$	184 \$	169 \$
Actions catégorie B	100 \$	128 \$	156 \$	182 \$	185 \$	167 \$
Indice de la rémunération	100 \$	64 \$	45 \$	43 \$	36 \$	32 \$
Indice Composé S&P/TSX	100 \$	109 \$	99 \$	122 \$	129 \$	161 \$

Il est impossible d'obtenir une corrélation exacte entre l'indice de rémunération et le rendement total cumulatif sur cinq ans d'un placement de 100 \$ dans les actions catégorie A et catégorie B de la Société, étant donné que le salaire de base et les incitatifs à court terme sont indépendants du cours desdites actions. Il est à noter toutefois que l'année 2017 a marqué le retour de l'actionnaire de contrôle, Pierre Karl Péladeau, à titre de président et chef de la direction de la Société. La rémunération totale a depuis connu une diminution importante principalement liée au fait que ce dernier ne reçoit aucun intéressement à long terme alors que le rendement total cumulatif pour l'actionnaire s'est accru.

Par ailleurs, Québecor étant une société de portefeuille exerçant ses activités par l'intermédiaire de ses diverses filiales, la rémunération des membres de la haute direction visés est établie en fonction des résultats de la Société et des différentes unités d'affaires. En contrepartie, le cours de l'action de la Société à la Bourse de Toronto reflète les résultats de la Société sur une base consolidée. Ainsi, la performance du cours de l'action ne peut être utilisée seule afin de tirer des conclusions adéquates quant à la rémunération des membres de la haute direction visés.

Le CRHR est d'avis que le cours de l'action est également affecté par des facteurs externes sur lesquels la Société et ses membres de la haute direction visés ont peu de contrôle et qui ne reflètent pas nécessairement le rendement global de la Société ni celui des membres de la haute direction visés. Le rendement total cumulatif sur 5 ans pour l'actionnaire détenant des actions catégorie B de la Société a été de 67 % comparativement à 61 % pour l'indice composé S&P/TSX, tel qu'illustré au graphique de rendement ci-haut.

TABLEAU SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION

Le tableau qui suit présente les données sur la rémunération des membres de la haute direction visés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021 pour leurs services rendus au cours des exercices terminés les 31 décembre 2021, 2020 et 2019. Le poste principal indiqué au tableau pour chacun des membres de la haute direction visés est en date du 31 décembre 2021.

Nom et poste principal	Exercice	Salaire (\$)	Attributions fondées sur des actions (\$)	Attributions fondées sur des options ¹ (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres		Valeur du régime de retraite ² (\$)	Autre rémunération ³ (\$)	Rémunération totale (\$)
					Plans incitatifs annuels (\$)	Plans incitatifs à long terme (\$)			
Pierre Karl Péladeau Président et chef de la direction	2021	1 400 900	—	—	1 115 830	—	60 300	—	2 577 030
	2020	990 430 ⁴	—	—	—	—	51 800	—	1 042 230
	2019	1 336 000	—	—	1 273 653	—	41 500	—	2 651 153
Hugues Simard Chef de la direction financière	2021	500 000	—	—	369 294	—	59 900	—	929 194
	2020	450 000	—	228 500 ⁵	253 500	—	49 500	—	981 500
	2019	392 308	—	209 600 ⁵	297 500	—	37 700	—	937 108
Marc M. Tremblay Chef de l'exploitation et des affaires juridiques	2021	750 000	—	386 000 ⁵	791 344	—	60 000	—	1 987 344
	2020	700 000	—	457 000 ⁵	541 666	—	51 900	—	1 750 566
	2019	650 000	—	419 200 ⁵	758 333	—	42 000	—	1 869 533
Lyne Robitaille Vice-présidente principale, Journaux, livres et magazines	2021	424 533	—	—	241 024	—	60 100	—	725 657
	2020	393 800	—	228 500 ⁵	212 443	—	51 600	—	886 343
	2019	383 100	—	262 000 ⁵	245 823	—	41 400	—	932 323
Patrick Jutras ⁶ Vice-président principal et chef des revenus publicitaires	2021	365 200	—	—	237 661	—	62 100	—	664 961
	2020	359 800	—	137 100 ⁵	143 734	—	50 900	—	691 534
	2019	235 577	—	157 200 ⁵	129 567	—	12 500	—	534 844

¹. La valeur de rémunération indiquée à cet élément représente une valeur estimative, calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, lequel est basé sur différentes hypothèses.

². Voir la rubrique « Prestations de retraite » de la circulaire pour de plus amples informations.

³. Les avantages indirects qui n'atteignent pas le seuil prescrit, soit 50 000 \$ ou 10 % du salaire pour l'exercice financier, ne sont pas inclus.

⁴. Afin d'atténuer les impacts financiers de la pandémie sur la Société, Pierre Karl Péladeau a volontairement accepté une réduction de son salaire de base pour l'exercice financier 2020 et a renoncé au paiement de son boni.

⁵. Titres sous-jacents : actions catégorie B de la Société. Le montant indiqué représente la valeur des options à la date de l'octroi selon le modèle Black-Scholes. Pour 2021, voir le tableau intitulé « Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions » pour le détail du calcul des données apparaissant à la colonne « Attributions fondées sur des options » du présent tableau.

⁶. Patrick Jutras est vice-président principal et chef des revenus publicitaires depuis août 2019.

Le montant de la rémunération totale inclut la valeur de rémunération des options d'achat d'actions calculée selon le modèle Black-Scholes qui est basé sur différentes hypothèses décrites au tableau suivant. Elle ne représente qu'une valeur estimative des options d'achat d'actions attribuées et ne constitue pas un montant en espèces reçu par le membre de la haute direction visé. Il s'agit d'une valeur à risque qui peut même s'avérer nulle, le cas échéant. Par conséquent, le montant de la rémunération totale indiquée au tableau ci-dessus ne constitue pas la rémunération en espèces réellement gagnée par le membre de la haute direction visé.

Valeur Black-Scholes des options d'achat d'actions

Dans le but de bien illustrer le calcul de la valeur Black-Scholes des attributions d'options d'achat d'actions pour les membres de la haute direction visés au cours de l'année 2020, les hypothèses clés et estimations sont présentées ci-après.

Date de l'octroi	Prix d'exercice (\$)	Rendement du dividende (%/an)	Volatilité (%)	Durée de vie (années)	Taux sans risque (%)	Valeur Black-Scholes (\$)
1 ^{er} septembre 2021 ¹	31,49	3,47	21,09	6,00	1,045	3,86

¹ Titres sous-jacents: actions catégorie B de la Société. Période d'acquisition ¼ après trois ans, ½ après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi.

À noter : conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, le passif relié à ces options est comptabilisé aux états financiers consolidés de la Société sur la base de leur juste valeur comptable déterminée à la fin de chaque période financière en utilisant le modèle Black-Scholes. Au moment de l'octroi, la juste valeur comptable de ces options est calculée en utilisant le même modèle. Ainsi, la juste valeur comptable au moment de l'octroi qui est calculée à des fins comptables est identique à celle calculée aux fins de la section 3.1 (5) de l'annexe 6 du Règlement 51-102.

Attributions fondées sur des actions et des options en cours

Le tableau suivant indique, pour chacun des membres de la haute direction visés, toutes les attributions d'options d'achat d'actions et d'UAD en cours de la Société et de TVA et leurs valeurs au 31 décembre 2021.

Nom	Unités et/ou actions sous-jacentes	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des actions		
		Titres sous-jacents aux options non exercées (#)	Prix d'exercice des options ¹ (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées ² (\$)	Actions ou unités d'actions dont les droits n'ont pas été acquis (#)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis ³ (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) (\$)
Pierre Karl Péladeau	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Hugues Simard	QI ⁴	50 000	33,19	14 août 2030	0			
	QI ⁴	40 000	31,59	4 juin 2029	0			
Marc M. Tremblay	QI ⁴	100 000	31,49	1 ^{er} septembre 2031	0			
	QI ⁴	100 000	33,19	14 août 2030	0			
	QI ⁴	80 000	31,59	4 juin 2029	0			
	QI ⁴	80 000	26,5246	10 octobre 2028	162 032			
	UAD-QI UAD-QI (TVA)					24 525 15 267	700 189 43 053	0 0
Lyne Robitaille	QI ⁴	50 000	33,19	14 août 2030	0			
	QI ⁴	50 000	31,59	4 juin 2029	0			
	QI ⁴	50 000	26,5246	10 octobre 2028	101 270			
	UAD-QI UAD TVA					2 527 5 900	72 146 16 638	0 0
Patrick Jutras	QI ⁴	30 000	33,19	14 août 2030	0			
	QI ⁴	30 000	31,59	4 juin 2029	0			

¹ Le prix d'exercice des options de la Société est égal au prix moyen pondéré des actions catégorie B transigées à la Bourse de Toronto au cours des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement la date de l'octroi.

² La valeur des options dans le cours non exercées de la Société est la différence entre le prix d'exercice de l'option et le cours de clôture du titre sous-jacent à la Bourse de Toronto le 31 décembre 2021. **Ce gain n'a pas été réalisé et peut ne jamais l'être. Les options n'ont pas été exercées et peuvent ne pas l'être; et le gain réel, s'il en est, réalisé au moment de l'exercice, dépendra de la valeur de ces actions à la date d'exercice** (voir note 3 ci-dessous).

³ La valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis est établie en multipliant le nombre d'UAD par les cours de clôture des actions sous-jacentes. Le 31 décembre 2021, le cours de clôture des actions catégorie B de Québecor à la Bourse de Toronto s'établissait à 28,55 \$ l'action et celui des actions classe B sans droit de vote de TVA s'établissait à 2,82 \$ l'action.

⁴ Options de la Société. Les options peuvent être levées comme suit : ¼ après trois ans, ½ après quatre ans et la totalité après cinq ans de la date de l'octroi.

Attributions en vertu d'un plan incitatif - Valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice

Le tableau suivant résume, pour chacun des membres de la haute direction visés, i) la valeur globale qui aurait été réalisée si les options visées par l'attribution à base d'options avaient été exercées à la date d'acquisition des droits survenue en 2021, ii) la valeur à l'acquisition des droits des attributions fondées sur des actions survenue en 2021, et iii) le montant de la prime gagnée pour l'exercice 2021.

Nom	Attributions fondées sur des options – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice ¹ (\$)	Attributions fondées sur des actions – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – Valeur gagnée au cours de l'exercice ² (\$)
Pierre Karl Péladeau	–	–	1 115 830
Hugues Simard	–	–	369 294
Marc M. Tremblay	109 475	–	791 344
Lyne Robitaille	68 421	–	241 024
Patrick Jutras	–	–	237 661

- La valeur à l'acquisition des droits est la différence entre la valeur au marché des titres sous-jacents à la date d'acquisition et le prix d'exercice des options visées par l'attribution à base d'options.
- Correspond à la somme, pour 2021, des colonnes « Plans incitatifs annuels » et « Plans incitatifs à long terme » du tableau sommaire de la rémunération.

Prestations de retraite

QMI maintient un régime de retraite offert, entre autres, à ses hauts dirigeants. Les dispositions principales de ce régime sont les suivantes :

	Régime de retraite de base ¹
Membres de la haute direction visés	Pierre Karl Péladeau, Hugues Simard, Marc M. Tremblay, Lyne Robitaille et Patrick Jutras
Cotisations du participant	Aucune
Âge normal de la retraite	65 ans
Âge de la retraite sans réduction des rentes de retraite	61 ans
Réduction en cas de départ à la retraite avant l'âge permis	6 % par année
Âge de la retraite anticipée	55 ans
Calcul des rentes de retraite	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 % du salaire moyen des cinq années consécutives les mieux rémunérées (incluant les primes) multiplié par le nombre d'années de participation au régime en tant qu'exécutif. ▪ Sujet à la rente maximale prescrite par la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada).
Coordination avec des régimes publics	Non
Type de rente de retraite	Avec conjoint admissible au moment du départ à la retraite.
	Rente à vie au conjoint correspondant à 60 % de la rente versée.
	Sans conjoint admissible au moment du départ à la retraite.
	s.o.
Indexation	Après la retraite

- Le régime de retraite de base de QMI est fermé aux nouveaux entrants depuis le 1er janvier 2009. QMI se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de permettre à un employé d'adhérer au régime.

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite de QMI, soit les régimes enregistrés et surcomplémentaires. En plus des prestations annuelles payables, le tableau illustre l'évolution de la valeur de ces prestations (obligation) du début à la fin de l'exercice. Les différences d'un individu à l'autre s'expliquent par l'âge de l'individu, son salaire et le service accumulé dans les régimes de base et surcomplémentaires.

Ces régimes procurent une rente basée sur les salaires au moment de la retraite (aux fins du tableau, les prestations payables présentées sont calculées sur la base des salaires au 31 décembre 2021).

Nom	Années décomptées (nombre)	Prestations annuelles payables (\$)		Valeur actuelle d'ouverture de l'obligation au titre des prestations définies ¹ (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs (\$)	Valeur actuelle de clôture de l'obligation au titre des prestations définies ² (\$)
		À la fin de l'exercice	À 65 ans				
Pierre Karl Péladeau ³	19,7	64 000	79 700	9 511 600	60 300	182 800	9 754 700
Hugues Simard	3,0	9 700	42 700	133 000	59 900	(2 900)	190 000
Marc M. Tremblay	14,8	47 900	60 600	917 800	60 000	(11 400)	966 400
Lyne Robitaille	32,1	104 300	121 600	2 077 400	60 100	(40 400)	2 097 100
Patrick Jutras	2,3	7 600	46 500	107 000	62 100	(3 300)	165 800

¹ Les calculs sont effectués avec un taux d'actualisation de 2,5 %, un taux d'inflation de 2,0 % et la plus récente table de mortalité de l'Institut canadien des actuaires (« ICA »).

² Les calculs sont effectués avec un taux d'actualisation de 3,0 %, un taux d'inflation de 2,0 % et la plus récente table de mortalité de l'ICA.

³ Aux fins du calcul des « prestations annuelles payables », seules les prestations payables du régime enregistré sont incluses. La prestation payable du régime surcomplémentaire correspond à un montant s'accumulant avec intérêts jusqu'à la retraite et qui servira à acheter une rente auprès d'un assureur à ce moment; cette prestation ne dépend pas des années de service.

Prestations en cas de cessation de fonctions et de changement de contrôle

La Société et ses filiales ont conclu des contrats d'emploi avec chacun des membres de la haute direction visés. Chacun de ces contrats est établi individuellement et aucune politique ne s'applique à tous, hormis les dispositions du régime d'intéressement à long terme. Les pratiques usuelles de la Société favorisent une harmonisation et une équité dans les conditions de terminaison d'emploi. Le tableau suivant présente, en date du 31 décembre 2021, les prestations en cas de cessation des fonctions et de changement de contrôle.

	Retraite	Congédiement pour motif sérieux	Démission	Congédiement sans motif sérieux (licenciement)	Congédiement sans motif sérieux suite à un changement de contrôle
Salaire de base	<p>Cessation du versement</p> <p>Indemnité de retraite sous une somme forfaitaire (salaire de base plus allocation automobile) conditionnelle à des engagements de non-concurrence, de non-sollicitation et de confidentialité :</p> <p>M. M. Tremblay : 24 mois</p>	Cessation du versement	Cessation du versement	<p>Indemnité de départ sous forme de maintien du salaire ou de somme forfaitaire conditionnelle à des engagements de non-concurrence, de non-sollicitation et de confidentialité :</p> <p>-P.K. Péladeau : 24 mois -H. Simard : 18 mois -M.M. Tremblay : 18 mois -L. Robitaille : 12 mois -P. Jutras : 12 mois</p>	<p>Indemnité de départ sous forme de maintien du salaire ou de somme forfaitaire conditionnelle à des engagements de non-concurrence, de non-sollicitation et de confidentialité :</p> <p>-P.K. Péladeau : 24 mois -H. Simard : 18 mois -M.M. Tremblay : 18 mois -L. Robitaille : 12 mois -P. Jutras : 12 mois</p>
Incitatif annuel	<p>Païement au prorata de la fraction de l'exercice complétée avant la retraite</p> <p>M.M. Tremblay : indemnité correspondant à deux fois la moyenne de la bonification versée en 2019 et 2020</p>	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Indemnité correspondant à la bonification annuelle cible calculée sur la portion financière et sera payable uniquement sur atteinte des résultats de l'année de départ	Indemnité correspondant à la bonification annuelle cible calculée sur la portion financière et sera payable uniquement sur atteinte des résultats de l'année de départ
UAD	<p>Rachat au plus tard le 15 décembre de l'année qui suit la retraite.</p> <p>Accélération de l'acquisition des UAD non acquises au prorata en cas de retraite avant l'âge normal de la retraite</p>	Fin de l'admissibilité en date du congédiement et rachat des unités acquises seulement	Fin de l'admissibilité en date de la démission et rachat des unités acquises seulement	Rachat des unités acquises suite à l'accélération de l'acquisition des UAD non acquises au prorata du temps travaillé en regard de la période d'acquisition	Rachat des unités acquises suite à l'accélération de l'acquisition des UAD non acquises
Options d'achat d'actions	Les options acquises peuvent être exercées dans un délai de 60 jours après la retraite pour le régime QI et 30 jours pour le régime de TVA et,	Perte des options acquises en date du congédiement	Les options de QI et de TVA acquises peuvent être exercées dans un délai de 30 jours de la démission.	Les options acquises peuvent être exercées dans un délai de 30 jours du congédiement	Les options acquises peuvent être exercées dans un délai de 30 jours du congédiement

	Retraite	Congédiement pour motif sérieux	Démission	Congédiement sans motif sérieux (licenciement)	Congédiement sans motif sérieux suite à un changement de contrôle
	sous réserve de certaines conditions, les droits en vertu des options pourront être conservés tels qu'ils existaient avant la retraite				
Avantages sociaux	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité
Avantages indirects	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité	Fin de l'admissibilité

Le tableau suivant présente la valeur des paiements additionnels estimatifs qui pourraient être faits ou des avantages additionnels estimatifs qui pourraient être accordés à chaque membre de la haute direction visé, selon le motif de cessation d'emploi, si une cessation d'emploi avait eu lieu le 31 décembre 2021. La valeur de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres est calculée d'après les cours de clôture des actions catégorie B de Québecor et des actions classe B sans droit de vote de TVA, s'il y a lieu, à la Bourse de Toronto lesquels s'établissaient respectivement à 28.55 \$ et à 2,82 \$ l'action.

Événement	Pierre Karl Péladeau	Hugues Simard	Marc M. Tremblay	Lyne Robitaille	Patrick Jutras
Retraite					
Indemnité de retraite	0 \$	0 \$	2 838 400 \$	0 \$	0 \$
Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres ¹	0 \$	0 \$	447 241 \$	73 987 \$	0 \$
Congédiement pour motif sérieux	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Démission	0 \$	0 \$	s.o. ²	0 \$	0 \$
Congédiement sans motif sérieux (licenciement)					
Indemnité de départ	4 445 348 \$	1 099 965 \$	1 874 925 \$	615 982 \$	495 403 \$
Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	0 \$	0 \$	447 241 \$	73 987 \$	0 \$
Avantages sociaux	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Avantages indirects	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Congédiement sans motif sérieux suite à un changement de contrôle					
Indemnité de départ	4 445 348 \$	1 099 965 \$	1 874 925 \$	615 982 \$	495 403 \$
Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	0 \$	0 \$	447 241 \$	88 784 \$	0 \$
Avantages sociaux	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Avantages indirects	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

¹ Étant donné que les conditions d'acquisition des options sont liées aux années de service, à l'âge au moment de la retraite et aux activités professionnelles du titulaire d'options pendant sa retraite, aucune acquisition n'est considérée dans cette valeur.

² Marc M. Tremblay est admissible à la retraite anticipée.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE DE TITRES DE CAPITAUX PROPRES

Régime d'options d'achat d'actions de la Société

La Société a établi un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants, cadres supérieurs et employés clés de la Société et de ses filiales (le « Régime ») leur donnant la possibilité de profiter de l'appréciation de la valeur des actions catégorie B de la Société. Ce Régime prévoit l'octroi d'options visant l'achat d'un nombre maximal de 26 000 000 d'actions catégorie B, soit 10,9 % de la totalité des actions catégorie A et des actions catégorie B émises et en circulation au 31 décembre 2021. En date de la circulaire, 23 280 608 actions catégorie B, soit 9,7 % de la totalité des actions catégorie A et des actions catégorie B émises et en circulation sont toujours réservées auprès de la Bourse de Toronto aux fins du Régime.

Le conseil, sur recommandation du CRHR, administre le Régime, désigne les bénéficiaires des options et détermine la date d'acquisition des droits relatifs à chaque option, le prix de levée de chaque option, la date d'expiration et toute autre question relative aux options, dans chaque cas conformément à la réglementation applicable en matière de valeurs mobilières. Le nombre d'options octroyées est lié au mérite individuel, au positionnement face au marché et repose sur le niveau de responsabilité du bénéficiaire d'options. Le conseil entérine les recommandations qui lui sont présentées par le CRHR ou apporte les modifications qu'il juge appropriées. Les octrois antérieurs sont pris en considération et les comparables de marché sont analysés.

Le prix de levée de chaque option octroyée en vertu de ce Régime est égal au prix moyen pondéré des actions catégorie B transigées à la Bourse de Toronto au cours des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement la date de l'octroi.

Le bénéficiaire d'options peut, au moment de la levée de son option, choisir de (i) souscrire aux actions catégorie B à l'égard desquelles l'option est levée; ou (ii) recevoir de la Société un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée multiplié par le montant par lequel la valeur au marché excède le prix de levée des actions visées par cette option. La valeur au marché est définie comme le prix moyen pondéré des actions catégorie B négociées à la Bourse de Toronto au cours des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement la date de la levée de l'option. Si un bénéficiaire d'options choisit de recevoir de la Société un paiement en espèces lors de la levée de son option, le nombre d'actions catégorie B sous-jacentes à son option redeviendra disponible aux fins du Régime.

En signant l'avis d'octroi qu'il a reçu, le bénéficiaire s'est engagé à obtenir le consentement de la Société avant d'exercer son droit à souscrire aux actions à l'égard desquelles il désire lever son option.

Le texte du Régime prévoit que les options peuvent normalement être levées comme suit : $\frac{1}{3}$ après un an, $\frac{2}{3}$ après deux ans et la totalité après trois ans de la date de l'octroi. Le conseil de la Société peut, à sa discrétion, déterminer d'autres modalités de levée des options lors de l'octroi. Ainsi, depuis 2018, le conseil a déterminé que les options seraient acquises en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de $33\frac{1}{3}$ % serait acquise trois ans suivant la date de l'octroi. La durée maximale d'une option est de 10 ans à partir de la date de l'octroi.

Aucun titulaire d'options ne peut détenir d'options sur plus de 5 % des actions en circulation de la Société. Toutes les options sont incessibles.

Le droit de lever des options qui ont été octroyées expire à la première des éventualités suivantes :

- Immédiatement lors d'un congédiement pour motif sérieux;
- 30 jours suivant la date de cessation d'emploi du bénéficiaire d'options pour une autre raison que le décès ou le départ à la retraite;
- 60 jours suivant la date du départ à la retraite. Sous réserve de certaines conditions liées aux années de service, à l'âge du titulaire d'options au moment de sa retraite et aux activités professionnelles du titulaire d'options pendant sa retraite, il est permis au titulaire d'options qui prend sa retraite de conserver les droits en vertu de ses options tels qu'ils existaient avant sa retraite;
- 180 jours suivant la date du décès d'un bénéficiaire d'options;
- 10 ans suivant la date de l'octroi.

Le conseil de la Société peut, en tout temps, avec l'approbation préalable de la Bourse de Toronto, modifier ou mettre fin au Régime en tout ou en partie, sous réserve des droits des bénéficiaires d'options déjà octroyées en vertu du Régime et qui n'ont pas encore été levées. L'approbation des détenteurs d'actions de la Société est requise lors de toute modification apportée au Régime.

Même si le Régime prévoit la possibilité pour un bénéficiaire d'options, lors de la levée de son option, de demander un prêt à la Société pour un montant n'excédant pas 50 % du prix d'achat global des actions à l'égard desquelles l'option est levée, la Société n'a jamais accordé d'aide financière aux bénéficiaires d'options pour la levée de leurs options. De plus, en signant l'avis d'octroi qu'il a reçu, le bénéficiaire renonce à son droit d'obtenir un prêt de la Société dans le cadre de la levée d'une option.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, 100 000 options ont été octroyées et aucune action a été émise suite à la levée d'options d'achat d'actions. En date de la circulaire, 2 319 600 options d'achat d'actions étaient en circulation, soit 0,97 % de la totalité des actions catégorie A et des actions catégorie B émises et en circulation.

Le tableau suivant donne des renseignements relatifs au régime de rémunération à base de titres de capitaux propres au sein de la Société au 31 décembre 2021.

Catégorie de régime	Nombre de titres devant être émis lors de l'exercice des options ou des bons ou droits en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons et droits en circulation	Nombre de titres restant à émettre en vertu de régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres (sauf les titres indiqués dans la première colonne)
Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres approuvés par les actionnaires: Régime d'options d'achat d'actions de la Société	2 379 600 (ou 1,47 % du nombre d'actions catégorie B émises et en circulation)	30,74 \$	20 901 008 (ou 12,88 % du nombre d'actions catégorie B émises et en circulation)
Régimes de rémunération à base de titres de capitaux propres non approuvés par les actionnaires :	-	-	-

Le tableau suivant indique pour les trois derniers exercices financiers le taux d'épuisement du Régime.

Taux d'épuisement	2021	2020	2019
Nombre d'options d'achat d'actions émises au cours d'un exercice divisé par le nombre moyen pondéré des actions catégorie A et des actions catégorie B de la Société au cours de l'exercice applicable.	0,04 %	0,53 %	0,55 %

Régime d'options d'achat d'actions de QMI

QMI a mis en place d'un régime d'options d'achat d'actions comme incitatif au rendement à long terme pour les dirigeants, cadres supérieurs, administrateurs et autres employés clés de QMI ou de l'une de ses filiales (le « régime de QMI »). Le nombre maximal d'actions ordinaires de QMI pouvant être émises en vertu du régime de QMI est de 6 180 140. Aucun octroi n'a été fait en vertu de ce régime depuis 2015. Au 31 décembre 2021, aucune option n'était en circulation.

Conformément au régime de QMI, certains dirigeants et cadres admissibles peuvent se voir octroyer des options visant l'achat d'actions ordinaires à un prix déterminé et pendant une certaine période de temps. Le CRHR de QMI, composé d'administrateurs indépendants, est chargé d'administrer le régime de QMI et de désigner les dirigeants et les cadres qui y sont admissibles. Le régime de QMI est ouvert aux employés de QMI et de ses filiales occupant des postes de direction pouvant

influencer le rendement à long terme de QMI. Un niveau a été attribué aux cadres et dirigeants admissibles en fonction du poste qu'ils occupent et de leur champ de responsabilité, le tout en concordance avec le marché pour des postes comparables. Le nombre d'options pouvant être octroyées aux dirigeants et cadres admissibles est déterminé par le CRHR de QMI conformément au niveau qui a été attribué à chacun des cadres et dirigeants. Le CRHR de QMI entérine les recommandations qui lui sont présentées par la direction ou apporte les modifications qu'il juge appropriées (à l'exception des octrois au président et chef de la direction, au chef de l'exploitation et des affaires juridiques et au chef de la direction financière qui sont approuvés par le conseil). Les octrois antérieurs sont pris en considération et les comparables de marché sont analysés.

Chaque option peut être levée au cours des dix années suivant la date d'octroi, à un prix de levée n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires de QMI, au moment de l'octroi, telle que déterminée par un expert externe dont les services sont retenus par le conseil de QMI (advenant que les actions ordinaires de QMI ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le cours moyen pondéré des cinq jours de bourse précédant la date de l'octroi pour les actions ordinaires de QMI sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites. Tant et aussi longtemps que les actions ordinaires de QMI ne sont pas inscrites à une bourse reconnue, les options acquises peuvent être levées uniquement durant les périodes suivantes : du 1^{er} mars au 30 mars; du 1^{er} juin au 29 juin; du 1^{er} septembre au 29 septembre; et du 1^{er} décembre au 30 décembre de chaque année. De plus, au moment de la levée d'une option, les bénéficiaires d'options peuvent, à leur discrétion (i) demander que la plus-value des actions sous-jacentes à une option acquise leur soit versée ou (ii) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de QMI.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le CRHR de QMI n'en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes, déterminée par le CRHR de QMI au moment de l'octroi :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi (horizon un an);
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi (horizon trois ans – le bénéficiaire reçoit à l'avance trois fois la valeur de son octroi annuel et n'en reçoit plus les deux années suivantes); ou
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 ⅓ % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi (horizon cinq ans – le bénéficiaire reçoit à l'avance cinq fois la valeur de son octroi annuel et n'en reçoit plus les quatre années suivantes).

Aucun bénéficiaire d'options ne peut détenir d'options sur plus de 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de QMI.

Régime d'options d'achat d'actions de TVA

TVA a mis en place un régime d'options d'achat d'actions (le « régime de TVA ») permettant aux dirigeants et employés de TVA ou de ses filiales de profiter de l'appréciation de la valeur des actions classe B sans droit de vote de TVA. Le nombre maximum d'actions classe B sans droit de vote de TVA pouvant être émises en vertu du régime de TVA est de 2 200 000.

Le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA administre le régime de TVA, désigne les bénéficiaires d'options, détermine la date d'expiration et toute autre question relative aux options, dans chaque cas conformément à la réglementation applicable en matière de valeurs mobilières. Le nombre d'options octroyées est lié au mérite individuel et repose sur le niveau de responsabilité du bénéficiaire d'options. Le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA entérine les recommandations qui lui sont présentées par la direction ou apporte les modifications qu'il juge appropriées (à l'exception des octrois au président et chef de la direction et au chef de la direction financière (ou toute autre personne occupant des fonctions analogues qui sont approuvés par le conseil). Les octrois antérieurs sont pris en considération et les comparables de marché sont analysés.

Le prix de levée d'une option ne peut être inférieur au cours de clôture d'un lot régulier d'actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto, le dernier jour de négociation précédant la date de l'octroi. En l'absence de cours de clôture à l'égard d'un lot régulier d'actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto ce jour-là, le prix de levée ne peut être inférieur à la moyenne des cours vendeurs et acheteurs des actions classe B sans droit de vote de TVA à la Bourse de Toronto ce même jour. Les bénéficiaires d'options peuvent, au moment de la levée de leur option, choisir de (i) souscrire aux actions classe B sans droit de vote de TVA à l'égard desquelles l'option est levée; ou (ii) recevoir de TVA un paiement en espèces,

égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur au marché excède le prix de levée de l'option. La valeur au marché est définie comme la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de négociation précédant immédiatement le jour où l'option est levée. Si un bénéficiaire d'options choisit de recevoir de TVA un paiement en espèces lors de la levée de son option, le nombre d'actions classe B sans droit de vote de TVA sous-jacentes à son option redeviendra disponible aux fins du régime de TVA.

En signant l'avis d'octroi qu'il a reçu, le bénéficiaire s'est engagé à obtenir le consentement de TVA avant d'exercer son droit à souscrire aux actions à l'égard desquelles il désire lever son option. Ce consentement n'est pas requis pour les options octroyées avant 2018.

À moins que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des modalités suivantes :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 ⅓ % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Depuis 2018, le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA a déterminé que les options seraient acquises en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 ⅓ serait acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Le droit de lever des options qui ont été octroyées expire à la première des éventualités suivantes :

- Immédiatement lors d'un congédiement pour motif sérieux;
- 30 jours suivant la date de cessation d'emploi du bénéficiaire d'options pour une autre raison que le décès ou le départ à la retraite;
- 30 jours suivant la date du départ à la retraite. Sous réserve de certaines conditions liées aux années de service, à l'âge du titulaire d'options au moment de sa retraite et aux activités professionnelles du titulaire d'option pendant sa retraite, il est permis au titulaire d'option qui prend sa retraite de conserver les droits en vertu de ses options tels qu'ils existaient avant sa retraite;
- 180 jours suivant la date du décès d'un bénéficiaire d'options;
- 10 ans suivant la date de l'octroi.

Aucun initié ne peut se voir émettre, à l'intérieur d'une période d'un an, un nombre d'actions classe B sans droit de vote de TVA excédant 5 % du total des actions ordinaires classe A et des actions classe B sans droit de vote de TVA émises et en circulation de temps à autre, moins les actions émises en vertu de mécanismes de compensation au cours de l'année précédente.

Le tableau suivant indique pour les trois derniers exercices financiers le taux d'épuisement du régime de TVA.

Taux d'épuisement	2021	2020	2019
Nombre d'options d'achat d'actions émises au cours d'un exercice divisé par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires classe A et des actions classe B sans droit de vote de TVA au cours de l'exercice applicable.	0 %	0,72 %	0,67 %

AUTRE RÉGIME DE RÉMUNÉRATION

Régime d'unités d'actions différées

Les UAD donnent le droit de recevoir, en espèces, l'équivalent de la valeur marchande d'une action catégorie B ou d'une action de classe B sans droit de vote de TVA au moment du rachat lors de la retraite ou de la fin d'emploi, dans la mesure où elle est acquise. Aucune action du capital-actions autorisé ne peut être émise.

Le CRHR et le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA, le cas échéant, déterminent et approuvent la valeur cible des UAD octroyées aux participants, et font les recommandations appropriées au conseil, ou au conseil de TVA, lorsque requis. Le nombre d'UAD octroyé est établi en divisant (i) la valeur cible de l'octroi approuvée par les comités par (ii) la valeur marchande de l'action catégorie B ou de l'action classe B sans droit de vote de TVA selon le cas.

La valeur marchande des actions est établie en fonction du cours moyen pondéré des actions catégorie B ou des actions classe B sans droit de vote de TVA, selon le cas, à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'octroi.

À moins que le CRHR et le comité de ressources humaines et de régie d'entreprise de TVA n'en décident autrement, les UAD deviennent acquises à la fin de la période d'acquisition de six ans, ou selon les dispositions du régime en cas de terminaison d'emploi avant cette date.

Les équivalents de dividende crédités en regard d'un octroi d'UAD deviennent acquis au même rythme que les UAD de l'octroi.

Les UAD acquises créditées au compte d'un participant peuvent être rachetées en espèces par la Société et leur valeur devient payable après que le participant cesse d'être un employé de la Société.

AUTRES RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX DIRIGEANTS

En date des présentes, aucune somme n'est due à la Société par l'un de ses administrateurs ou dirigeants ou l'une des personnes ayant des liens avec ceux-ci. D'ailleurs, il n'est pas dans les pratiques de la Société d'accorder des prêts à ses administrateurs et dirigeants. Le conseil d'administration de QMI a approuvé une politique qui interdit à la société de consentir tout prêt personnel aux administrateurs et dirigeants.

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES APPARENTÉES

À la connaissance de la Société, sauf comme indiqué à la note 30 aux états financiers consolidés et audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, aucun initié n'avait d'intérêt dans une opération importante réalisée depuis le début du dernier exercice de la Société ou dans une opération proposée qui a eu ou aurait vraisemblablement une incidence importante sur la Société ou l'une de ses filiales.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, la Société et ses filiales ont fait affaire, à des prix compétitifs avec diverses entreprises de leur groupe. La Société et ses principales filiales prévoient continuer à faire ce genre d'opérations selon des modalités qui ne sont généralement pas moins favorables pour la Société que celles qui lui seraient offertes par des tiers ne faisant pas partie de son groupe. La Société considère que les sommes payées relativement aux diverses opérations mentionnées ci-dessus sont raisonnables et concurrentielles.

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES

Les propositions relatives à toute question que les personnes habiles à voter à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires veulent soumettre à cette assemblée doivent être reçues par la Société, à l'attention du secrétaire corporatif de la Société, au plus tard le 22 décembre 2022.

DISPONIBILITÉ DES DOCUMENTS

Des renseignements financiers sont donnés dans les états financiers consolidés comparatifs et le rapport de gestion de la Société relatifs à son dernier exercice terminé le 31 décembre 2021. Des exemplaires de la notice annuelle, des états financiers consolidés audités et du rapport de gestion y afférent les plus récents de la Société peuvent être obtenus sur demande adressée au Secrétariat corporatif de la Société, 612, rue Saint-Jacques, 18^e étage, Montréal (Québec) Canada, H3C 4M8. Tous ces documents ainsi que des renseignements supplémentaires concernant la Société sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.quebecor.com.

APPROBATION

Le conseil de la Société a approuvé le contenu de la circulaire ainsi que son envoi aux actionnaires de la Société.

/s/ Sophie Riendeau

Sophie Riendeau
Directrice, Affaires juridiques et secrétaire

Montréal (Québec)
Le 22 mars 2022

ANNEXE A

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRE

PROPOSITIONS DU MOUVEMENT D'ÉDUCATION ET DE DÉFENSE DES ACTIONNAIRES (MÉDAC)

Le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (« **MÉDAC** ») situé au 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H1X 1X3, est un actionnaire de la Société depuis septembre 2005 et détient 93 actions catégorie B. Trois propositions ont été soumises par le MÉDAC à des fins d'examen par les actionnaires à l'assemblée annuelle de la Société.

À la suite de discussions avec la Société, le MÉDAC a accepté, sur la base des réponses fournies, que les propositions no 2 et no 3 ne soient pas soumises au vote des actionnaires.

PROPOSITION NO 1 – Représentation formelle des employés dans les prises de décision stratégiques

Il est proposé que le conseil d'administration évalue les moyens d'accroître la participation des employés dans ses prises de décision. Il est suggéré que les conclusions de cette réflexion fassent l'objet d'un rapport lors de la prochaine assemblée annuelle de 2023.

Argumentaire

La crise sanitaire et économique nous a rappelé l'importance de la santé et du bien-être des employés au sein des organisations. Nul n'est besoin de rappeler certains avantages : un niveau plus élevé de satisfaction en regard de leur emploi, un meilleur sentiment d'appartenance, un taux d'engagement plus élevé, une productivité accrue, une diminution de l'absentéisme, une diminution des coûts d'assurance, des risques d'accidents de travail et des maladies professionnelles. Au cours des prochaines années, les conseils d'administration seront confrontés à plusieurs enjeux relevant de la gestion et au développement des talents.

Depuis les dernières années, les conseils d'administration se sont fait un devoir d'accroître la qualité de leurs prises de décision en faisant appel à différentes expériences et compétences et en faisant appel le plus possible à des personnes de tous les sexes, de tous les âges, de toutes les origines et de toutes les religions. Bien que nos conseils d'administration soient constitués majoritairement d'administrateurs indépendants, il y manque la vision des employés qui pourrait apporter une perspective autre des enjeux opérationnels et stratégiques de l'organisation, une meilleure surveillance des décisions de la haute direction et un meilleur équilibre des décisions prises avec des perspectives à court et à long terme¹.

Le Code de gouvernance corporative du Royaume-Uni² invitait, dans sa plus récente édition (2018), à considérer différentes initiatives pour accroître la participation des employés dans les décisions hautement stratégiques des organisations notamment les suivantes : la création d'un comité consultatif statutaire sur la main-d'oeuvre, la désignation d'un membre du conseil d'administration pour assurer la liaison avec les travailleurs ou la mise en nomination d'au moins un employé autre que le PDG au titre de membre du conseil d'administration.

¹ Andreas KOKKINIS et Konstantinos SERGAKIS, « A flexible model for efficient employee participation in UK companies », (2020) 20-2 *J. Corp. Law Stud.* 453-493, DOI : 10.1080/14735970.2020.1735161.

² *Financial Reporting Council - 2018 - The UK Corporate Governance Code* <https://www.frc.org.uk/getattachment/88bd8c45-50ea-4841-95b0-d2f4f48069a2/2018-UK-Corporate-Governance-Code-FINAL.PDF>

Parfaitement convaincus de la grande valeur qu'aurait la contribution directe et formelle des employés aux prises de décision stratégiques, notamment celles comportant des volets importants de gestion et de développement de talents, nous déposons cette proposition, confiants de ce que la société saura proposer, lors de la prochaine assemblée annuelle en 2023, des moyens pour assurer l'éclairage et la participation des employés.

Réponse du conseil d'administration

Depuis plus de 70 ans, la Société apporte une contribution importante à la vie économique, technologique et culturelle de la société québécoise. La Société offre à ses employés une expérience de travail stimulante, en leur permettant de participer concrètement à des projets d'envergure créés pour les Québécois. La Société reconnaît depuis longtemps que son succès d'entreprise repose sur le bien-être de ses employés à travers des programmes de santé et mieux-être et de formation. Pour preuve, en mars 2020 dès le début de la pandémie de COVID-19, la Société a rapidement mis des mesures en place et adopté différents programmes visant à assurer la protection de ses employés ainsi qu'à soutenir et outiller ces derniers de manière à ce qu'ils soient capables d'affronter les défis de notre nouvelle réalité.

De plus, la Société donne l'occasion à ses employés d'exprimer leurs préoccupations, leurs opinions et leurs idées sur des questions qui sont pertinentes et qui ont un impact pour eux. À ce titre, la Société offre également différents forums permettant aux employés de recevoir et de fournir des informations (ex. : intranet, assemblées annuelles publiques, réunion annuelle de la direction, etc.). La Société interagit également avec les divers syndicats et leurs représentants sur une base régulière afin de présenter et de discuter d'un certain nombre de décisions et d'initiatives importantes pour les employés syndiqués représentant la grande majorité des employés de la Société, notamment par le biais de comités de relations de travail qui favorisent les discussions entre les syndicats et la direction sur les conventions collectives ainsi que sur toute autre question pertinente. La Société considère donc que les employés disposent déjà de canaux leur permettant de contribuer à la prise de décision. De plus, le conseil d'administration de la Société ainsi que son comité des ressources humaines et de régie d'entreprise et son comité d'audit et de gestion des risques ont un accès illimité à la direction et aux employés de la Société ou de ses filiales.

En outre, la Société considère que l'indépendance du conseil d'administration fait partie des meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et prend des mesures pour préserver l'indépendance de son conseil d'administration. L'ajout d'un représentant des employés au conseil d'administration irait à l'encontre de l'indépendance du conseil. Cela remettrait en question l'équilibre délicat entre l'indépendance et la taille du conseil, car la taille du conseil doit être suffisamment grande afin de permettre que les comités soient entièrement constitués d'administrateurs indépendants sans l'être trop au point de perdre son agilité et sa flexibilité.

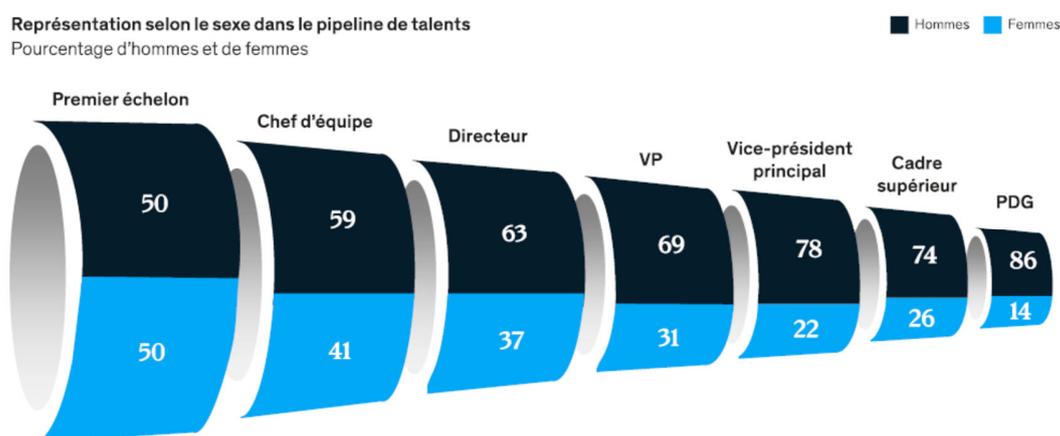
Compte tenu de ce qui précède, le conseil d'administration recommande aux actionnaires de voter « CONTRE » cette proposition.

PROPOSITION NO 2 – Femmes gestionnaires : promotions, avancement et montée en grade

Il est proposé que la société publie annuellement, selon la forme qui lui conviendra, un rapport sur la représentation des femmes au sein de ses gestionnaires du premier échelon au dernier échelon, immédiatement sous la présidence.

Argumentaire

La pandémie a complètement bouleversé notre économie et nos différents milieux de travail. La crise a particulièrement touché les femmes, alors que des millions d'entre elles ont dû quitter leur travail, privilégier le temps partiel ou ont été tout simplement mises à pied, compte tenu de la nature de leur travail ou du secteur économique au sein duquel elles oeuvraient. Les entreprises se retrouvent ainsi avec beaucoup moins de femmes à la direction ou en voie de devenir dirigeantes dans l'avenir. Ceci ne fera qu'accentuer une situation qui existait déjà. Selon une étude du cabinet McKenzie¹, si les femmes composaient 50 % des employés au premier échelon dans les organisations sondées, celles-ci ne composent que 31 % des postes de vice-président et 14 % des postes de PDG comme l'illustre bien ce graphique.



Il existe notamment des mesures pour « atténuer l'impact qu'un congé parental sans solde et un emploi à temps partiel a sur la carrière et le revenu des employées² », les femmes étant encore aujourd'hui plus susceptibles que les hommes de vivre pareille situation professionnelle, ce qui constitue des entraves à leur avancement.

Les entreprises ne peuvent prendre le risque de perdre encore plus de femmes dans les postes de gestion. Le rapport proposé ici permettra de dresser le bilan de la situation selon ces différents échelons, d'encourager les hauts dirigeants à fixer des objectifs de mixité pour chacun de ceux-ci et à renseigner toutes les parties prenantes sur les stratégies qui seront mises en place afin d'assurer le caractère vigoureux de la relance des activités, notamment après la crise sanitaire.

Réponse du conseil d'administration

La Société s'est engagée depuis longtemps envers la diversité et l'inclusion et fait régulièrement rapport sur les progrès en matière de diversité de genre, notamment la représentation des femmes à des postes de gestion et autres postes supérieurs,

¹ *Les femmes et le travail au Canada : d'aujourd'hui à demain*

<https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/gender%20equality/the%20present%20and%20future%20of%20women%20at%20work%20in%20canada/20190602-women-matter-2019-vf.pdf>

² Ibid., voir le programme *Shared Care*, de la société australienne Aurizon, notamment, entre autres exemples.

dans sa circulaire de sollicitation de procurations et dans son rapport de responsabilité sociale. La Société respecte également les pratiques en matière d'équité salariale fédérale et québécoise.

Depuis la publication de la circulaire relative à l'exercice financier terminé le 31 décembre 2018, la Société fait rapport annuellement de la représentation des femmes au sein de son conseil d'administration ainsi qu'au sein de la direction et de la haute direction. Pratique que la Société maintient encore cette année. La Société présente des statistiques sur la représentation féminine pour les femmes occupant un poste de gestion, un poste de vice-présidente et plus et siégeant au comité de direction à la rubrique « Information relative à la gouvernance » de la présente circulaire. Ces postes représentent les principaux échelons au sein de la Société.

La Société continue de recueillir des données sur la représentation des femmes au sein de son effectif et continuera d'améliorer la divulgation à cet effet. La Société présentera l'an prochain des données comparatives sur trois ans afin que le lecteur puisse évaluer la progression de la représentation des femmes au sein de la Société. De plus, la Société cherche continuellement à améliorer sa compréhension des entraves structurelles à l'avancement des femmes au sein de l'industrie et de l'organisation. La Société a notamment mis en place des mesures pour surmonter ces obstacles notamment dans le domaine des médias, lesquelles sont décrites à la rubrique « Information relative à la gouvernance » de la présente circulaire.

Le MÉDAC a accepté de ne pas soumettre cette proposition d'actionnaire à un vote. Toutefois, la Société s'est engagée à l'inclure dans la circulaire à titre informatif seulement. Cette proposition n'est pas à l'ordre du jour formel de l'assemblée.

PROPOSITION NO 3 – Matrice de matérialité

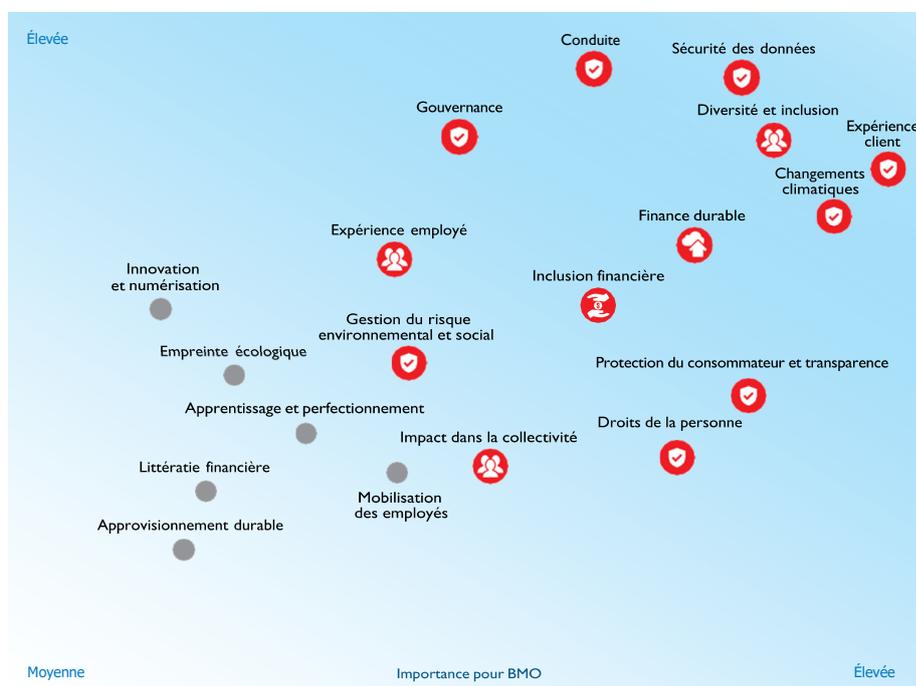
Il est proposé que la société intègre dans son rapport annuel de responsabilité sociale une matrice de matérialité qui permettrait de mieux apprécier les enjeux de la stratégie de développement durable de l'entreprise, en regard de ses priorités en tant qu'institution et des attentes de ses diverses parties prenantes.

Argumentaire

Dans votre réponse à notre proposition 2021 sur la raison d'être de la société, il était écrit que la société convenait, à notre satisfaction par ailleurs, « de modifier [le] mandat [du CRHR] afin d'y prévoir qu'il aura la responsabilité de superviser la manière dont la Société se conforme à sa raison d'être. » Cette réponse nous permet également de penser que vous sollicitez la participation des groupes d'actionnaires et d'investisseurs tout au long de l'année sur une variété de questions, y compris l'approche de la société en matière de gouvernance, votre approche et vos stratégies à l'égard de l'environnement, la diversité et l'inclusion, ainsi que la performance financière et la stratégie financière. Il serait opportun que l'ensemble des parties prenantes puissent être renseignées sur les résultats de cette consultation sur leurs besoins et leur alignement avec les priorités de la société.

À cet égard, nous précisons notre demande en vous demandant d'éclairer notre lecture de vos enjeux en incorporant, dans votre rapport de responsabilité sociale, une matrice de l'importance relative de vos enjeux hiérarchisés en fonction du poids que leur accordent votre entreprise et vos parties prenantes (voir rapport annuel de durabilité de la Banque de Montréal, page 13¹) ce, conformément à l'approche prescrite par la *Global Reporting Initiative* (GRI).

¹ <https://notre-impact.bmo.com/wp-content/uploads/2021/03/BMO-2020-ESG-PAS-accessible-fr.pdf>



Réponse du conseil d'administration

Notre engagement à appliquer les normes les plus rigoureuses en matière de gouvernance et de gestion responsable repose sur notre code d'éthique et notre code de conduite des fournisseurs. Ces documents traitent de toute une gamme d'enjeu d'ordre environnemental et social et de questions de gouvernance suivant les principes touchant les droits de la personne, les normes du travail, la lutte contre la corruption et l'environnement.

En plus du rapport de responsabilité sociale d'entreprise publié chaque année, la Société a publié le 5 novembre 2021, un résumé de ses initiatives ESG. On y retrouve les initiatives en matière de lutte aux changements climatiques, de réduction des impacts environnementaux, en engagement philanthropique, de ressources humaines, en gouvernance et en matière de sécurité et de confidentialité des données. Ce résumé des initiatives ESG donne un aperçu des progrès que la Société a réalisés à ce chapitre. Le résumé des initiatives ESG peut être consulté à l'adresse : <https://www.quebecor.com/fr/investisseurs/gouvernance/quebecor> et le rapport de responsabilité sociale d'entreprise peut être consulté à l'adresse : <https://www.quebecor.com/fr/engagement-social>.

Quant à l'intégration d'une matrice de l'importance relative des enjeux hiérarchisés de la Société en fonction du poids que leur accordent l'entreprise et ses parties prenantes conformément à l'approche prescrite par la Global Reporting Initiative (GRI), la Société définit déjà ses priorités d'actions en prenant en compte les attentes des parties prenantes. La Société intègre notamment les priorités exprimées dans le cadre de demandes d'information d'institutions financières, des demandes d'information de clients commerciaux en lien avec des appels d'offres et des demandes d'informations d'agence de notation. La Société intègre aussi dans sa stratégie les obligations règlementaires en vigueur et à venir, notamment, celles plus récentes des ACVM relatives au projet de Règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques. Les priorités des employés de la Société et des partenaires externes sont aussi recensées dans le cadre de consultations informelles. Les actions de la Société en matière d'ESG établissent ainsi ses priorités en tant qu'institution et répondent aux attentes de ses diverses parties prenantes. Par exemple, les 4 programmes phares de la Société en matière d'environnement répondent aux enjeux principaux de la Société :

- Le programme On Recycle cible l'impact des produits électroniques mis en marché;
- Le programme On roule électrique permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Société;
- Le programme On tourne vert cible l'impact des productions audiovisuelles ; et
- Le programme GesteVert cible l'impact des événements organisés par la Société.

La Société continue de bonifier l'information qu'elle publie sur les changements climatiques, comme en font foi nos rapports annuels dans le cadre du CDP, organisation mondiale qui aide les entreprises à améliorer leurs initiatives en matière de durabilité.

La Société estime qu'elle communique déjà au public des renseignements complets sur ses priorités en matière de RSE et les résultats qu'elle obtient au chapitre des facteurs ESG.

Le MÉDAC a accepté de ne pas soumettre cette proposition d'actionnaire à un vote. Toutefois, la Société s'est engagée à l'inclure dans la circulaire à titre informatif seulement. Cette proposition n'est pas à l'ordre du jour formel de l'assemblée.

ANNEXE B

MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration (le « **Conseil** ») de Québecor inc. (la « **Société** ») est chargé de la supervision de la gestion des affaires commerciales et internes de celle-ci, avec comme objectif l'augmentation de la valeur pour ses actionnaires. Le Conseil est responsable de la bonne gestion de la Société et à ce titre, doit superviser de façon efficace et indépendante les activités et les affaires de la Société, lesquelles sont gérées au quotidien par la direction. Le Conseil peut déléguer certaines tâches à des comités du Conseil. Cette délégation ne dégage pas le Conseil de ses responsabilités générales de gestion de la Société.

Toutes les décisions du Conseil doivent être prises dans l'intérêt de la Société.

COMPOSITION ET QUORUM

La majorité des membres du Conseil doivent être jugés indépendants par le Conseil tel que défini aux lois et règlements applicables¹. Le Conseil détermine annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, le statut d'indépendance de chacun de ses membres. Conformément aux statuts de la Société, 25 % de la totalité des membres du Conseil sont élus par les détenteurs d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) et les autres membres du Conseil sont élus par les détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiple). En cours de mandat, les membres du Conseil en fonction peuvent, s'il y a quorum, pourvoir à toute vacance au Conseil en nommant un nouvel administrateur qui restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

Le Conseil peut nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont le mandat expirera au plus tard à la clôture de l'assemblée annuelle des actionnaires suivant leur nomination à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à l'assemblée annuelle des actionnaires précédant leur nomination.

Tous les membres du Conseil doivent posséder les compétences et les aptitudes pertinentes à leur nomination à titre d'administrateur. Le Conseil, dans son ensemble, doit refléter une diversité d'expériences et de compétences particulières pour répondre aux besoins spécifiques de la Société, incluant la représentation féminine.

Lors de toute réunion du Conseil, le quorum est fixé à la majorité des administrateurs en fonction.

RESPONSABILITÉS

Le Conseil a les responsabilités suivantes:

A. En ce qui concerne la planification stratégique

1. Examiner et approuver annuellement la planification stratégique de la Société incluant sa stratégie financière et ses priorités d'affaires.

¹ Un administrateur est indépendant s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Société, i.e. qu'il n'a pas une relation dont le Conseil pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à son indépendance de jugement.

2. Examiner et, au gré du Conseil, approuver toute décision stratégique pour la Société incluant notamment les acquisitions ou dispositions d'actions, d'actifs ou d'entreprises excédant les pouvoirs d'approbation délégués.

B. En ce qui concerne les ressources humaines et l'évaluation du rendement

1. Nommer le président et chef de la direction. Choisir parmi les administrateurs un président du Conseil et, le cas échéant, un vice-président du Conseil. Si le président du Conseil n'est pas un administrateur indépendant, choisir parmi les administrateurs indépendants, un administrateur en chef. L'un des vice-présidents du Conseil peut cumuler les deux fonctions.
2. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la nomination des autres membres de la haute direction relevant directement du président et chef de la direction.
3. S'assurer que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise évalue annuellement le rendement du chef de la direction, du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation, en tenant compte des attentes du Conseil et des objectifs fixés.
4. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la rémunération du chef de la direction, du chef de la direction financière et du chef de l'exploitation ainsi que les objectifs que ces derniers doivent atteindre.
5. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la rémunération du président du Conseil, du ou des vice-présidents du conseil et des administrateurs.
6. S'assurer qu'un processus de planification de la relève de la direction est en place.
7. S'assurer que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise prenne en compte les conséquences des risques associés aux politiques et pratiques en matière de rémunération de la Société.

C. En ce qui concerne les finances et les contrôles internes

1. S'assurer de l'intégrité et de la qualité des états financiers de la Société et le caractère adéquat de l'information communiquée.
2. Revoir et approuver les états financiers intermédiaires et annuels et le rapport de gestion. Revoir le communiqué de presse s'y rapportant.
3. Dans le cadre de la politique de récupération de la rémunération incitative, approuver tout redressement des états financiers de la Société jugé nécessaire par le comité d'audit et de gestion des risques et, le cas échéant, exiger le remboursement de toute prime ou rémunération incitative touchée par un membre de la haute direction visé par la politique.
4. Approuver les budgets d'exploitation et les budgets d'immobilisation, l'émission de titres et, sous réserve de la politique de limites d'autorité de Québecor Média inc., toute opération hors du cours normal des activités, y compris les propositions relatives aux fusions, aux acquisitions ou aux autres opérations importantes comme les investissements ou les désinvestissements.
5. Définir les politiques en matière de dividendes et déclarer des dividendes lorsque jugé à propos.
6. S'assurer que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille que les systèmes pertinents ont été établis afin d'identifier les risques et les occasions d'affaires et superviser la mise

en œuvre d'un processus approprié d'évaluation des risques et de gestion des principaux risques associés à la Société dans son ensemble.

7. S'assurer que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille la qualité et l'intégrité des systèmes comptables et des systèmes de présentation de l'information financière, des contrôles et des procédures internes de validation de l'information.
8. S'assurer que la Société respecte les exigences législatives et réglementaires pertinentes à ses opérations.
9. Réviser lorsque requis et sur recommandation du comité d'audit et de gestion des risques, la politique de la Société en matière de communication de l'information, superviser la façon dont la Société interagit avec les analystes, les investisseurs et le public, et s'assurer que des mesures sont en place pour recevoir les commentaires des actionnaires.
10. Recommander aux actionnaires la nomination de l'auditeur externe.
11. Approuver les honoraires d'audit de l'auditeur externe.

D. En ce qui concerne les régimes de retraite et le Régime d'options d'achat d'actions

1. S'assurer que des mécanismes sont en place pour la gestion des caisses de retraite.
2. Approuver tout octroi d'options en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

E. En ce qui concerne la régie d'entreprise

1. S'assurer que la direction gère la Société avec compétence et dans le respect des lois applicables, ce qui comprend la divulgation en temps opportun des renseignements pertinents sur l'entreprise et les déclarations réglementaires.
2. Réviser, sur une base périodique, les structures et procédures touchant la régie d'entreprise, y compris les décisions nécessitant l'approbation du Conseil.
3. S'assurer qu'un code d'éthique est en place, qu'il est communiqué aux employés et appliqué.
4. Revoir périodiquement les politiques de la Société qui sont sous la responsabilité du Conseil.
5. Recevoir le rapport du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise sur les orientations et initiatives de la Société en matière de responsabilité sociale d'entreprise.
6. Mettre en place une politique permettant aux comités du Conseil et, sous réserve de l'autorisation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, un administrateur, à retenir les services de conseillers externes aux frais de la Société, lorsque les circonstances le justifient. Le président du Conseil doit être tenu au courant de ces démarches.
7. Examiner la taille et la composition du Conseil et de ses comités en fonction des compétences, des aptitudes et des qualités personnelles que l'on doit retrouver chez les membres du Conseil. Revoir annuellement la composition des comités et en désigner les présidents. Réviser annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, les mandats des comités et du Conseil ainsi que les descriptions de fonctions.

8. S'assurer que l'efficacité de la politique sur la sélection du Conseil et la diversité soit mesurée.
9. Approuver annuellement les candidats au poste d'administrateur en vue de leur élection par les actionnaires.
10. Établir annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, l'indépendance des administrateurs aux termes des règles sur l'indépendance des administrateurs.
11. Examiner et approuver la circulaire de sollicitation de procurations ainsi que la notice annuelle de la Société de même que tous documents ou ententes requérant son approbation.
12. Recevoir annuellement la confirmation des différents comités qu'ils ont bien couvert les éléments requis de leur mandat.
13. Recevoir le rapport du président du Conseil (ou du vice-président du conseil et administrateur en chef) sur l'évaluation annuelle de l'efficacité du Conseil dans son ensemble.
14. S'assurer que les administrateurs reçoivent tout le support nécessaire pour les aider à jouer pleinement leur rôle.

MODE DE FONCTIONNEMENT

1. Les réunions du Conseil ont lieu trimestriellement ou plus fréquemment au besoin. Des réunions spéciales sont tenues annuellement pour revoir et approuver la planification stratégique de même que les budgets d'exploitation et d'immobilisation de la Société.
2. Le président du Conseil, de concert avec le chef de la direction et le secrétaire, établit l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil. L'ordre du jour et les documents pertinents sont remis aux administrateurs suffisamment à l'avance.
3. Les administrateurs indépendants se réunissent après chacune des réunions du Conseil, ou plus souvent au besoin.